

ÉCOLE  
NORMALE  
SUPÉRIEURE  
DE LYON



2022

*Budget  
rectificatif  
2022*



# Sommaire

<b>1.</b>	<b>Préambule</b> .....	<b>2</b>
<b>2.</b>	<b>Principaux chiffres du budget rectificatif 2022</b> .....	<b>5</b>
2.1	Synthèse.....	5
2.2	Recettes prévisionnelles du budget rectificatif 2022.....	6
2.3	Dépenses prévisionnelles du budget rectificatif 2022.....	7
<b>3.</b>	<b>Recettes et dépenses globalisées du budget rectificatif 2022</b> .....	<b>11</b>
3.1	Recettes globalisées du budget rectificatif 2022.....	11
3.1.1	La subvention pour charges de service public – SCSP.....	12
3.1.2	Les recettes globalisées générées par l'établissement.....	14
3.1.3	Les recettes globalisées pré-affectées.....	15
3.2	Dépenses globalisées du budget rectificatif 2022.....	17
3.2.1	Les dépenses de fonctionnement.....	17
3.2.2	Les dépenses d'investissement.....	19
3.2.3	La masse salariale.....	24
<b>4.</b>	<b>Recettes et dépenses fléchées du budget rectificatif 2022</b> .....	<b>39</b>
4.1	Recettes fléchées du budget rectificatif 2022.....	39
4.2	Dépenses fléchées du budget rectificatif 2022.....	40
4.2.1	Les dépenses de fonctionnement.....	40
4.2.2	Les dépenses d'investissement.....	41
4.2.3	La masse salariale.....	42
<b>5.</b>	<b>Indicateurs et ratios budgétaires et comptables</b> .....	<b>43</b>
5.1.1	Le solde budgétaire du BR 2022.....	44
5.1.2	La trésorerie du BR 2022.....	45
5.1.3	Les restes-à-payer.....	45
5.1.4	Les ratios en comptabilité budgétaire.....	46
5.2.1	Le résultat du BR 2022.....	48
5.2.2	La capacité d'autofinancement (CAF) du BR 2022.....	50
5.2.3	Le fonds de roulement du BR 2022.....	51
5.2.4	Les ratios en comptabilité générale.....	53
<b>6.</b>	<b>Annexes réglementaires</b> .....	<b>55</b>
6.1	Annexe 1 : tableau des emplois.....	55
6.2	Annexe 2 : tableau des autorisations budgétaires.....	56
6.3	Annexe 3 : tableau des dépenses par destination et des recettes par origine.....	59
6.4	Annexe 4 : tableau d'équilibre financier.....	65
6.5	Annexe 5 : tableau des opérations pour compte de tiers.....	68
6.6	Annexe 6 : tableau de situation patrimoniale.....	71
6.7	Annexe 7 : tableau présentant le plan de trésorerie.....	74
6.8	Annexe 8 : tableau des opérations liées aux recettes fléchées.....	75
6.9	Annexe 9 : tableau agrégé des opérations pluriannuelles.....	76
6.10	Annexe 9bis : tableau de suivi des opérations immobilières.....	78
6.11	Annexe 10 : tableau détaillé des opérations pluriannuelles.....	79
6.12	Annexe 11 : tableau des unités mixtes de recherche.....	80
6.13	Tableau de synthèse budgétaire et comptable.....	81
6.14	Document prévisionnel de gestion des emplois et des crédits de paiement (DPGECP).....	82
6.15	Projet annuel de performance (PAP).....	85
<b>7.</b>	<b>Structure budgétaire 2022</b> .....	<b>87</b>
<b>8.</b>	<b>Critères des recettes fléchées</b> .....	<b>88</b>
<b>9.</b>	<b>Glossaire</b> .....	<b>90</b>



## 1. Préambule

Le budget rectificatif 2022 confirme la pleine reprise de l'ensemble des activités de l'ENS de Lyon après 2 années contrariées par les répercussions de la crise sanitaire.

Les mobilités étudiantes redémarrent avec un effet de rattrapage des mobilités qui avaient dû être reportées en 2020 et 2021. Il est également à noter un rattrapage des inscriptions d'étudiants souhaitant passer le Cambridge C1 Advanced (ex-CAE), qui est un examen international certifiant un niveau élevé en langue anglaise. De plus, les frais de mission pour des déplacements et des hébergements retrouvent une forte dynamique.

Les équipes du laboratoire de géologie et les infrastructures techniques de serres du laboratoire de reproduction et développement des plantes achèvent leur installation dans le nouveau bâtiment M8. La réception sans réserve de ce bâtiment d'ici la fin 2022 permettra à l'établissement de percevoir la participation financière de l'UdL prévue dans le cadre du Plan Campus dès 2015.

En début d'année 2022, des études ont été menées afin de considérer la possibilité de construire un bâtiment pouvant accueillir un nouvel équipement scientifique de pointe (cryomicroscope). Ces études ont finalement démontré l'impossibilité technique de ce projet sur le site Monod.

Suite aux intempéries subies l'an dernier, les travaux d'étanchéité et de réfection des locaux de la BDL sur le site Descartes sont lancés et doivent s'achever en 2023. La désignation d'un maître d'œuvre et la réalisation des études pour la réhabilitation de la résidence étudiante Bonnamour, sur le site Descartes, sont programmés à l'automne. Les travaux débuteront à l'été 2023 et s'étaleront jusqu'en 2028.

La notification initiale de la subvention pour charges de service public 2022, reçue en mars, accorde à l'ENS de Lyon des financements pour 2 projets parmi les 6 qui avaient été déposés lors du dialogue stratégique de gestion à l'automne dernier. Il s'agit du projet de recherche Chimie, transdisciplinarité et Société et du projet hors recherche de sécurité informatique.

Cette notification initiale de la SCSP 2022 intègre également un nouveau financement pour le dispositif CPES / Bachelor sciences et société. Il s'agit d'un nouveau cycle pluridisciplinaire d'études supérieures en partenariat avec le Lycée du Parc, permettant la délivrance d'un diplôme de niveau licence, qui ouvrira à la rentrée universitaire 2022.

Conformément aux dispositions de la Loi de Programmation de la Recherche (LPR), le préciput versé par l'agence nationale de la recherche (ANR) est en hausse en comparaison des années précédentes. Le préciput est un abondement financier aux établissements participant au service public de la recherche et lauréats d'appels à projets ANR.

L'École a obtenu un financement de l'ANR pour le projet Graduate+, dans le cadre du dispositif Structuration de la Formation par la Recherche dans les Initiatives d'excellence (SFRI). Ce projet regroupe les universités Claude Bernard Lyon 1, Jean Moulin Lyon 3, Jean Monnet Saint-Etienne et l'ENS de Lyon.

La recrudescence des activités de l'établissement est bousculée par des éléments conjoncturels qui viennent totalement bouleverser les indicateurs financiers de l'établissement et mettre en difficulté la soutenabilité budgétaire de l'ENS de Lyon à court et moyen termes.

Dès le budget initial, il avait été anticipé une hausse des coûts de l'énergie mais le déclenchement du conflit en Ukraine en février 2022 et la forte inflation engendrent une flambée des prix d'une ampleur inédite. L'établissement, via son économiste de flux, a ainsi réévalué les dépenses énergétiques sur l'année 2022 à 5,5M€ soit une hausse de 39% (+1,6M€). Les prix des matières premières sont aussi en hausse et viennent contraindre le budget de fonctionnement.

L'inflation a également pour conséquence l'augmentation automatique du SMIC qui a une répercussion financière de 1M€ en 2022 sur l'École et concerne à 94% les rémunérations des élèves Normaliens. L'Etat n'a pas prévu de compensation à l'heure actuelle, ce qui met en difficulté l'ENS de Lyon mais également les trois autres écoles normales supérieures de Ulm, Paris-Saclay et Rennes. Les ENS échangent régulièrement avec le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation à ce sujet pour qu'une solution soit trouvée.

Les indicateurs financiers et budgétaires sont très fortement impactés par cette conjoncture sans précédent. Le résultat prévisionnel est déficitaire de 2,55M€ et la capacité d'autofinancement atteint seulement 0,76M€. L'établissement prévoit un prélèvement de 5,96M€ sur son fonds de roulement. Le solde budgétaire est déficitaire de 9,78M€ et la trésorerie de l'établissement est nettement mobilisée afin de faire face aux dépenses supplémentaires.

L'ENS de Lyon connaît donc en 2022 une situation financière complexe aux vues de ces éléments. La soutenabilité budgétaire de l'établissement pourrait être compromise à court terme si la conjoncture de forte inflation perdure et si les prix des fluides se maintiennent. Face à ces incertitudes sur l'avenir, des opérations immobilières prévues dans les années futures seront très probablement gelées. Les orientations budgétaires 2023 de l'établissement, en amont du budget initial, s'orientent vers une réflexion globale sur l'optimisation de dépenses et la réalisation de nouvelles recettes propres.

Ce budget rectificatif a ainsi été élaboré en tenant compte des éléments suivants :

- une forte hausse des dépenses de fluides de +1,6M€
- une augmentation des crédits de fonctionnement pour la reprise d'activité de l'établissement

- une masse salariale Etat en hausse de +1,8M€ dont 1M€ dus à la revalorisation du SMIC
- une diminution des investissements prévus sur l'année en raison du décalage calendaire de travaux et/ou d'acquisitions de gros équipements

### De quoi parle-t-on ?

**Le BI** signifie le **Budget rectificatif**. Il constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de l'établissement. Approuvé par le Conseil d'administration (CA), le budget est l'acte qui prévoit et autorise les recettes et les dépenses pour une année donnée.

**Le BR** signifie le **Budget Rectificatif**. En cours d'année et en fonction de la réalisation des objectifs de recettes et de la consommation des crédits, l'établissement peut être amené à revoir les prévisions inscrites au budget primitif. Il le fait via un BR. Le BR est voté dans les mêmes formes que le budget rectificatif, lors du CA de juillet au sein de l'ENS de Lyon

## 2. Principaux chiffres du budget rectificatif 2022

### 2.1 Synthèse

#### BR 2022 : RECETTES

Recettes en encaissements	
Recettes globalisées	132 404 362 €
Recettes fléchées	11 454 759 €
<b>TOTAL</b>	<b>143 859 121 €</b>

<b>Solde budgétaire</b>	<b>-9 779 451 €</b>
-------------------------	---------------------

#### BR 2022 : DÉPENSES

Dépenses en crédits de paiement (CP)	
Dépenses de masse salariale	104 970 371 €
Dépenses de fonctionnement	37 717 495 €
Dépenses d'investissement	10 950 706 €
<b>TOTAL</b>	<b>153 638 572 €</b>

Détail recettes globalisées	
Subvention pour charges de service public (SCSP)	121 345 874 €
Recettes propres générées par l'établissement	6 814 679 €
Recettes globalisées pré-affectées	4 243 809 €
<b>TOTAL recettes globalisées</b>	<b>132 404 362 €</b>

<b>Solde budgétaire globalisé</b>	<b>-7 257 490 €</b>
-----------------------------------	---------------------

Dépenses globalisées en CP	Masse salariale	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
Masse salariale Etat + reversements CDSN	97 703 936 €	11 511 230 €		<b>109 215 166 €</b>
Dépenses courantes de l'établissement		11 398 540 €		<b>11 398 540 €</b>
Fonctionnement des services		6 276 852 €		<b>6 276 852 €</b>
Investissements Direction patrimoine			3 900 010 €	<b>3 900 010 €</b>
Autres dépenses	1 647 283 €	4 302 118 €	2 921 883 €	<b>8 871 284 €</b>
<b>TOTAL dépenses globalisées</b>	<b>99 351 219 €</b>	<b>33 488 740 €</b>	<b>6 821 893 €</b>	<b>139 661 852 €</b>

Détail recettes fléchées	
ANR PIA	3 505 557 €
ANR hors PIA	3 023 381 €
Union européenne	1 449 936 €
Région	1 105 567 €
Autres	2 370 318 €
<b>TOTAL recettes fléchées</b>	<b>11 454 759 €</b>

<b>Solde budgétaire fléché</b>	<b>-2 521 961 €</b>
--------------------------------	---------------------

Dépenses fléchées en CP	Masse salariale	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
ANR PIA	701 899 €	520 260 €	2 028 339 €	<b>3 250 498 €</b>
ANR hors PIA	2 044 759 €	1 211 113 €	327 479 €	<b>3 583 351 €</b>
Union européenne	1 052 800 €	842 486 €	553 039 €	<b>2 448 325 €</b>
Région	349 784 €	481 678 €	24 578 €	<b>856 040 €</b>
Autres	1 469 910 €	1 173 218 €	1 195 378 €	<b>3 838 506 €</b>
<b>TOTAL dépenses fléchées</b>	<b>5 619 152 €</b>	<b>4 228 755 €</b>	<b>4 128 813 €</b>	<b>13 976 720 €</b>

Le solde budgétaire est la différence entre les encaissements et les crédits de paiement. Les recettes et dépenses globalisées et les recettes et dépenses fléchées entraineront un solde déficitaire (prélèvement de la trésorerie).

## 2.2 Recettes prévisionnelles du budget rectificatif 2022

Recettes en encaissements		Exécution 2019	Exécution 2020	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022	Variation B/BR
Recettes globalisées	ENS de Lyon	125 282 423 €	126 353 388 €	127 903 401 €	130 503 828 €	131 336 983 €	833 155 €
	BDL	1 053 323 €	994 051 €	1 063 791 €	1 068 976 €	1 067 379 €	-1 597 €
	<b>TOTAL</b>	126 335 746 €	127 347 439 €	128 967 192 €	131 572 804 €	132 404 362 €	831 558 € 0,6%
Recettes fléchées	ENS de Lyon	6 434 544 €	9 976 001 €	10 945 374 €	9 681 618 €	11 454 759 €	1 773 141 €
	BDL	87 021 €	0 €	0 €	10 000 €	0 €	-10 000 €
	<b>TOTAL</b>	6 521 565 €	9 976 001 €	10 945 374 €	9 691 618 €	11 454 759 €	1 763 141 € 18,2%
<b>TOTAL recettes en encaissements</b>		132 857 311 €	137 323 440 €	139 912 566 €	141 264 422 €	143 859 121 €	2 594 699 € 1,8%

Tableau 1 – Recettes en encaissement inscrites au budget rectificatif 2022

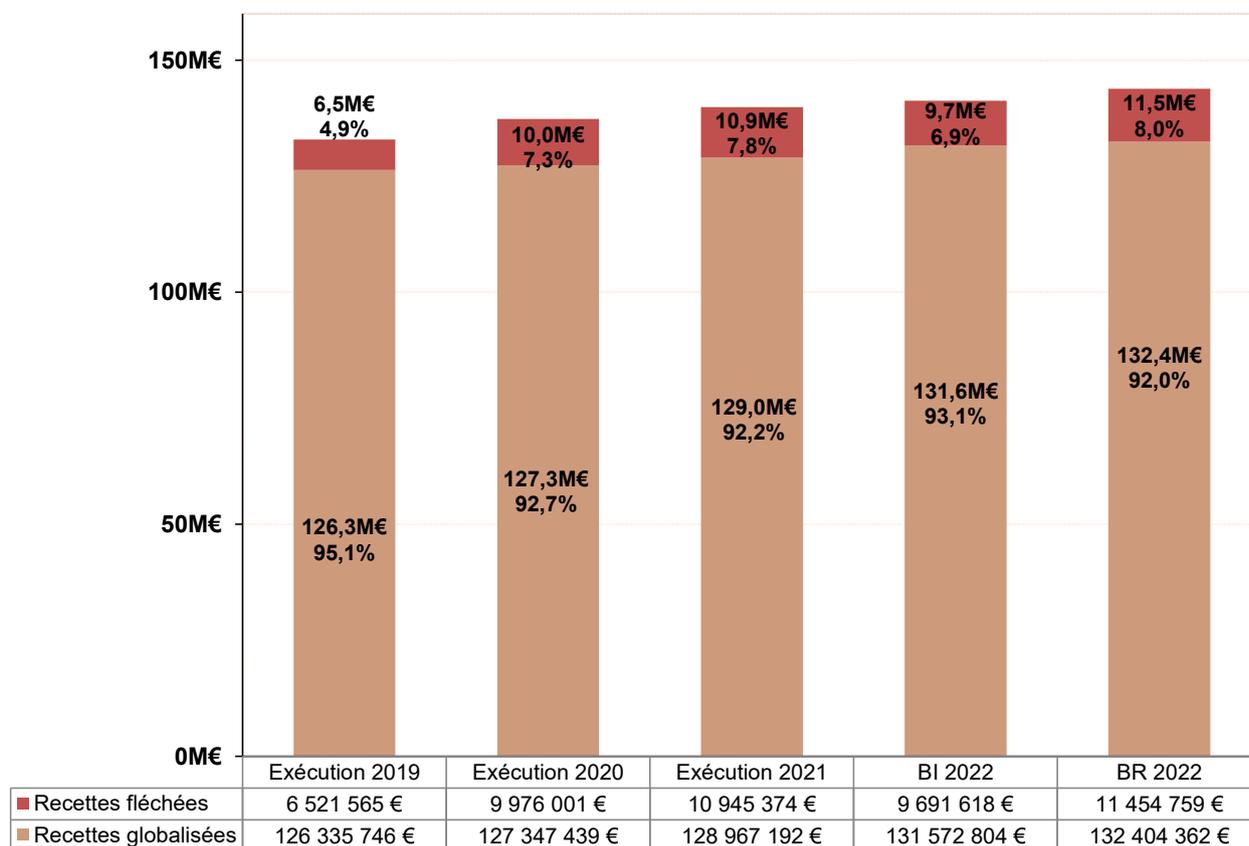


Figure 1 – Evolution des recettes globalisées et fléchées encaissées depuis 2019 (données prévisionnelles pour 2022)

Les recettes à l'encaissement prévues au BR 2022 sont en hausse de 1,8% par rapport aux prévisions du budget initial. Elles sont estimées à **143,86M€**.

Elles sont réparties entre les recettes globalisées pour 132,4M€ et les recettes fléchées pour 11,45M€.

## 2.3 Dépenses prévisionnelles du budget rectificatif 2022

### 2.3.1.1 Autorisations d'engagement

#### De quoi parle-t-on ?

Les **autorisations d'engagement (AE)** constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées sur l'exercice budgétaire. Elles sont entièrement consommées dès l'origine de la dépense, c'est-à-dire lors de la signature de l'acte juridique engageant la dépense de l'établissement. Les AE peuvent avoir une portée pluriannuelle lorsque des engagements souscrits sur un exercice s'exécutent et donnent lieu à des paiements sur un ou des exercices ultérieurs.

Autorisations d'engagement (AE)		Exécution 2019	Exécution 2020	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022	Variation BI/BR
Masse salariale	ENS de Lyon	97 462 239 €	98 928 905 €	99 931 030 €	103 088 350 €	<b>104 905 871 €</b>	1 817 521 €
	BDL	76 781 €	23 072 €	42 992 €	21 000 €	<b>64 500 €</b>	43 500 €
	<b>TOTAL</b>	<b>97 539 020 €</b>	<b>98 951 977 €</b>	<b>99 974 022 €</b>	<b>103 109 350 €</b>	<b>104 970 371 €</b>	1 861 021 € <span style="float: right;">1,8%</span>
Fonctionnement	ENS de Lyon	30 259 532 €	27 254 838 €	24 751 802 €	33 722 163 €	<b>47 123 535 €</b>	13 401 372 €
	BDL	1 008 424 €	975 851 €	1 003 181 €	1 123 735 €	<b>1 021 235 €</b>	-102 500 €
	<b>TOTAL</b>	<b>31 267 956 €</b>	<b>28 230 688 €</b>	<b>25 754 983 €</b>	<b>34 845 898 €</b>	<b>48 144 770 €</b>	13 298 872 € <span style="float: right;">38,2%</span>
Investissement	ENS de Lyon	6 640 230 €	5 345 959 €	7 644 877 €	14 104 096 €	<b>11 637 440 €</b>	-2 466 656 €
	BDL	28 457 €	8 779 €	50 139 €	15 000 €	<b>27 930 €</b>	12 930 €
	<b>TOTAL</b>	<b>6 668 686 €</b>	<b>5 354 737 €</b>	<b>7 695 016 €</b>	<b>14 119 096 €</b>	<b>11 665 370 €</b>	-2 453 726 € <span style="float: right;">-17,4%</span>
<b>TOTAL autorisations d'engagement</b>		<b>135 475 662 €</b>	<b>132 537 403 €</b>	<b>133 424 021 €</b>	<b>152 074 344 €</b>	<b>164 780 511 €</b>	12 706 167 € <span style="float: right;">8,4%</span>

Tableau 2 – Autorisations d'engagement par masse inscrites au budget rectificatif 2022

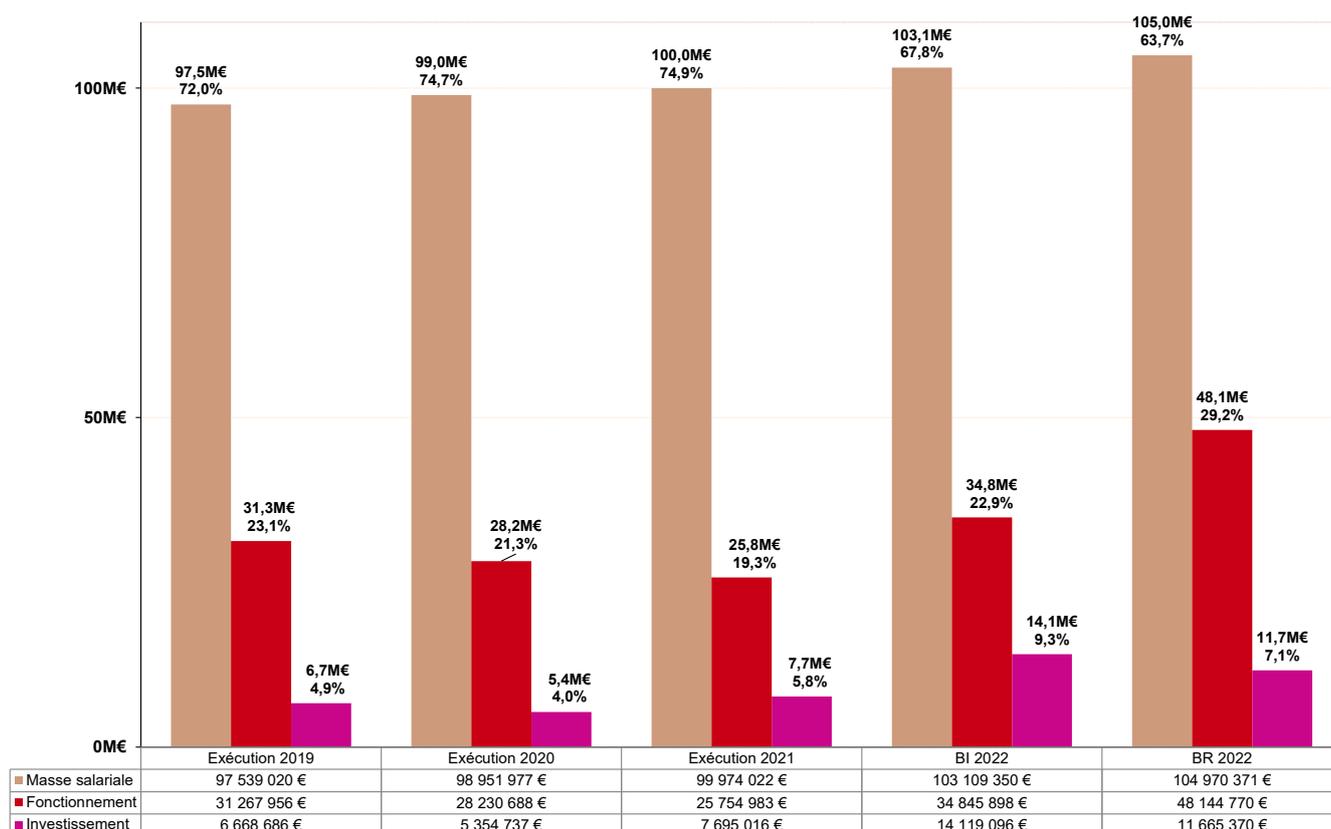


Figure 2 : évolution des autorisations d'engagement depuis 2019 par nature (données prévisionnelles en 2022)

Les dépenses en **autorisations d'engagement** sont prévues pour 164,8M€ à ce budget rectificatif, en forte hausse de 12,7M€ en comparaison du BI (+8,4%). Cela s'explique essentiellement par l'augmentation de +38% des engagements prévus en fonctionnement soit 13,3M€ dont :

- 8,8M€ reprogrammés pour engager les conventions de reversement de la promotion CDSN 2021-2024 qui n'ont pas pu être réalisés sur l'exercice 2021
- 1,6M€ supplémentaires consacrés aux dépenses de fluides
- 1,4M€ afin d'engager l'impact des travaux complémentaires sur le loyer et sur l'ensemble de la durée restante du contrat de partenariat

En investissement, les AE prévisionnelles diminuent de 2,4M€ du fait du décalage ou de l'ajustement de certains engagements d'opérations immobilières essentiellement.

La masse salariale mobilise 63,7% des AE inscrites à ce BR 2022, le fonctionnement 29,2% et enfin l'investissement 7,1%.

Nous verrons dans les paragraphes suivants l'analyse détaillée de ces prévisions.

### 2.3.1.1.2 Crédits de paiement

#### De quoi parle-t-on ?

Les **crédits de paiement (CP)** représentent la limite supérieure des dépenses pouvant être payées pendant l'année civile pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement. Dans le cas d'un engagement juridique s'exécutant sur plusieurs exercices, la consommation des CP est échelonnée sur plusieurs exercices budgétaires, jusqu'à atteindre le total des autorisations d'engagement initiales. Les CP sont annuels et permettent de prévoir les décaissements, assurant alors une meilleure visibilité sur l'évolution de la trésorerie.

Crédits de paiement (CP)		Exécution 2019	Exécution 2020	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022	Variation BI/BR
Masse salariale	ENS de Lyon	97 463 294 €	98 874 667 €	99 943 481 €	103 088 350 €	104 905 871 €	1 817 521 €
	BDL	76 781 €	23 072 €	42 992 €	21 000 €	64 500 €	43 500 €
	<b>TOTAL</b>	97 540 075 €	98 897 740 €	99 986 473 €	103 109 350 €	104 970 371 €	1 861 021 €
Fonctionnement	ENS de Lyon	28 766 254 €	28 826 934 €	28 053 651 €	31 928 964 €	36 696 260 €	4 767 296 €
	BDL	1 012 592 €	971 223 €	988 079 €	1 038 735 €	1 021 235 €	-17 500 €
	<b>TOTAL</b>	29 778 845 €	29 798 156 €	29 041 730 €	32 967 699 €	37 717 495 €	4 749 796 €
Investissement	ENS de Lyon	7 195 599 €	5 049 043 €	6 785 325 €	11 663 388 €	10 920 119 €	-743 269 €
	BDL	14 419 €	22 816 €	47 483 €	15 000 €	30 587 €	15 587 €
	<b>TOTAL</b>	7 210 018 €	5 071 859 €	6 832 808 €	11 678 388 €	10 950 706 €	-727 682 €
<b>TOTAL crédits de paiement</b>		134 528 937 €	133 767 755 €	135 861 012 €	147 755 437 €	153 638 572 €	5 883 135 €

Tableau 3 – Crédits de paiement par masse inscrits au budget rectificatif 2022

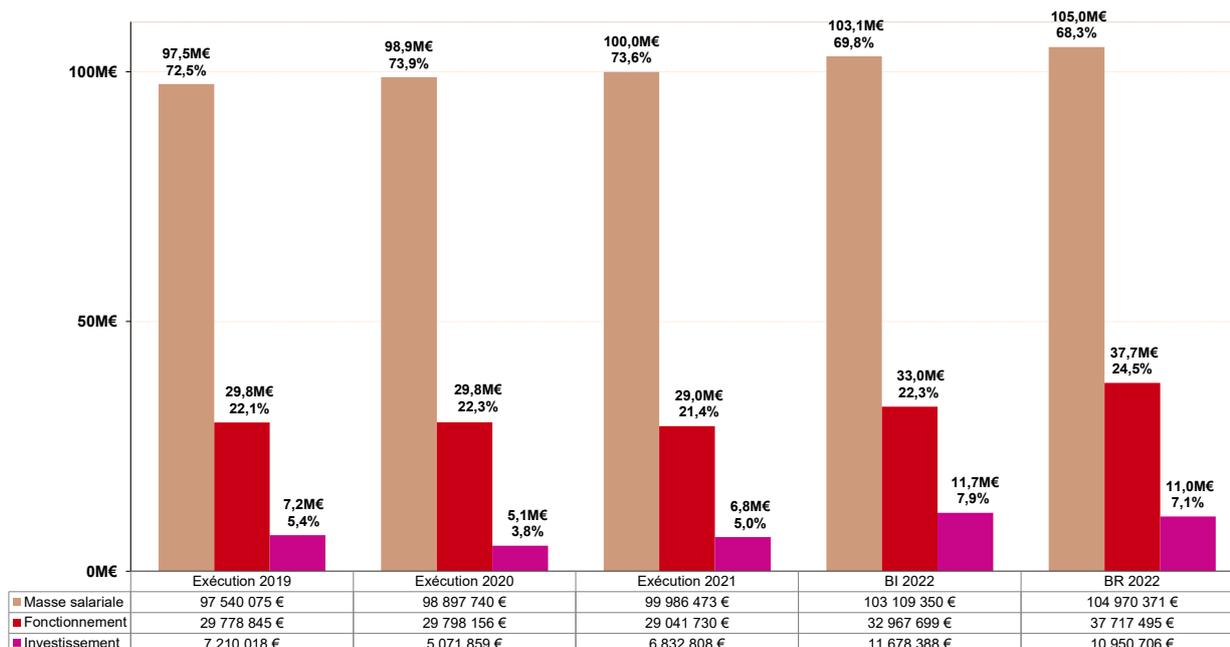


Figure 3 : évolution des crédits de paiement depuis 2019 par nature de dépenses (données prévisionnelles en 2022)

Les crédits de paiement sont en hausse de 5,9M€ par rapport aux prévisions initiales.

Les prévisions sont liées à l’augmentation des AE, mais dans un volume moindre du fait que certains des engagements pris sur l’exercice 2022 verront les paiements se réaliser en 2023 voire sur les exercices suivants comme par exemple les reversements CDSN ou de nouveaux marchés pluriannuels.

La masse salariale représente 68,3% des CP prévus au BR 2022, le fonctionnement 24,5% et enfin l’investissement 7,1%.

Les actions LOLF précisent la destination des crédits consommés, permettant ainsi de mettre en lumière les moyens affectés par l’établissement sur ses missions principales. Pour ce budget rectificatif 2022, la répartition de l’ensemble des crédits de paiement est la suivante :

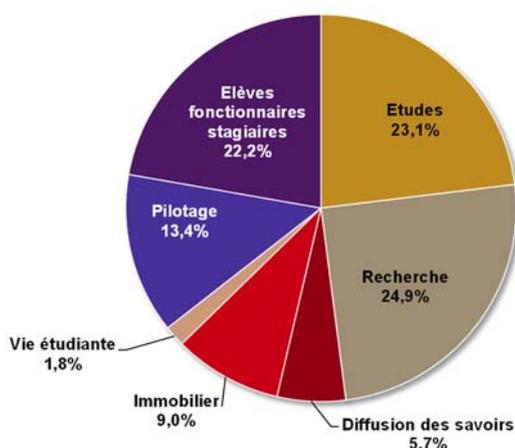


Figure 4 – Répartition des crédits de paiement par destination

### 3. Recettes et dépenses globalisées du budget rectificatif 2022

#### 3.1 Recettes globalisées du budget rectificatif 2022

##### De quoi parle-t-on ?

Les **recettes globalisées** comprennent toutes les ressources qui n'ont pas d'utilisation prédéterminée. Par principe, toutes les recettes sont censées être globalisées. La subvention pour charges de service public (SCSP) est ainsi dans cette catégorie.

Les recettes globalisées à l'encaissement sont estimées à **132 404 362€** soit 92% des recettes totales inscrites à ce budget rectificatif 2022.

Recettes globalisées	Exécution 2019	Exécution 2020	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022	Variation BI/BR
Subvention pour charges de services public - SCSP	115 750 080 €	118 673 852 €	119 839 800 €	121 225 528 €	121 345 874 €	120 346 €
Recettes propres générées par l'établissement	5 858 817 €	5 224 856 €	4 841 686 €	6 253 765 €	6 814 679 €	560 914 €
Recettes globalisées pré-affectées	4 726 849 €	3 448 731 €	4 285 706 €	4 093 511 €	4 243 809 €	150 298 €
<b>TOTAL recettes globalisées</b>	<b>126 335 746 €</b>	<b>127 347 439 €</b>	<b>128 967 192 €</b>	<b>131 572 804 €</b>	<b>132 404 362 €</b>	<b>831 558 €</b>

### 3.1.1 La subvention pour charges de service public – SCSP

	BI 2022	BR 2022	Variation BI/BR
Subvention pour charges de service public	Montants	Montants	Montants
<b>Dotation de masse salariale</b>	<b>107 703 748 €</b>	<b>107 619 708 €</b>	<b>-84 040 €</b>
Masse salariale	88 791 574 €	88 773 335 €	-18 239 €
Contrats doctoraux spécifiques normaliens - CDSN	13 499 640 €	13 499 640 €	0 €
Compensation surcoût revalorisation contrats doctoraux CDSN	977 570 €	737 707 €	-239 863 €
Contrats doctoraux ordinaires sur appels d'offre - CDO	1 734 400 €	1 734 400 €	0 €
Compensation surcoût revalorisation contrats doctoraux CDO	124 418 €	93 909 €	-30 509 €
Compensation indemnité CSG	481 078 €	481 078 €	0 €
Compensation glissement vieillesse technicité (GVT)	0 €	0 €	0 €
Compensation PERSEE	500 000 €	500 000 €	0 €
Compensation LPR 2021-2022 - loi de programmation de la recherche	505 195 €	679 054 €	173 859 €
Compensation protection sociale complémentaire	355 681 €	382 123 €	26 442 €
Compensation hausse SMIC 2021	238 556 €	0 €	-238 556 €
Compensation hausse SMIC 2022	0 €	0 €	0 €
Compensation prime inflation	0 €	160 300 €	160 300 €
Recrutement psychologues 2021 - crise sanitaire COVID 19	0 €	111 918 €	111 918 €
Nouveau référentiel des rémunérations des médecins du travail 2021	0 €	29 539 €	29 539 €
Compensation révision IFSE	72 905 €	72 905 €	0 €
Actions spécifiques : compensations IUF	72 999 €	72 999 €	0 €
Plan bibliothèques ouvertes + (PBO +)	74 419 €	74 419 €	0 €
Compensation prolongation contrats doctoraux crise sanitaire	131 304 €	112 373 €	-18 931 €
Compensation PPCR 2021	52 358 €	43 950 €	-8 408 €
Compensation PPCR 2022	0 €	8 408 €	8 408 €
Compensation indemnité télétravail	36 651 €	36 651 €	0 €
Compensation congé pour projet pédagogique	10 000 €	10 000 €	0 €
Compensation congé pour recherches ou conversions thématiques (CRCT) - SHS	5 000 €	5 000 €	0 €
Financement DSG volet 2 phase 2021 - projets stratégiques RI	40 000 €	0 €	-40 000 €
<b>Dotation de fonctionnement</b>	<b>13 638 030 €</b>	<b>13 842 416 €</b>	<b>204 386 €</b>
Dotation globalisée de fonctionnement	12 212 816 €	12 212 816 €	0 €
Egalité des chances - diversité et réussite étudiante - part des boursiers dans les filières sélectives	266 666 €	66 666 €	-200 000 €
Egalité des chances - CPES Bachelor sciences et société rentrée 2022	0 €	128 000 €	128 000 €
LPR 2021 - moyens aux laboratoires	169 900 €	169 900 €	0 €
LPR 2022 - moyens aux laboratoires	91 200 €	91 200 €	0 €
LPR 2022 - dotation au démarrage	12 500 €	12 500 €	0 €
Actions spécifiques : participation concours communs session 2021	498 983 €	498 983 €	0 €
Actions spécifiques : IUF crédits scientifiques	116 250 €	116 250 €	0 €
Financement DSG 2022 - projet stratégique RI	0 €	250 000 €	250 000 €
Financement DSG 2022 - projet stratégique hors RI	0 €	180 000 €	180 000 €
Financement DSG volet 2 phase 2021 - projets stratégiques RI	100 000 €	0 €	-100 000 €
Actions spécifiques : mission d'étude structuration de l'édition scientifique publique française	72 000 €	6 000 €	-66 000 €
Opérations immobilières - dotation sûreté	90 000 €	90 000 €	0 €
Actions spécifiques : dotation Persée	50 000 €	72 000 €	22 000 €
Actions spécifiques : indemnités et frais de déplacement des membres du CNU et du CNAP	15 000 €	15 000 €	0 €
Actions spécifiques : indemnités et frais de déplacement des membres du CNU	10 000 €	0 €	-10 000 €
Actions spécifiques : concours ITRF 2022	5 000 €	5 000 €	0 €
Aides spécifiques aux étudiants en situation de handicap 2022	5 000 €	5 000 €	0 €
Groupement de commandes 2019-2022 avec Elsevier - contribution 2022	-77 285 €	-76 899 €	386 €
<b>Total subvention pour charges de service public</b>	<b>121 341 778 €</b>	<b>121 462 124 €</b>	<b>120 346 €</b>

La subvention pour charges de service public (SCSP) est réévaluée de +120k€, en tenant compte de la notification initiale transmise par le MESRI en date du 11 mars 2022. Elle représente 84,4% de l'ensemble des recettes de l'établissement prévues au BR. Dans le tableau ci-dessus sont indiqués 116 250€ de crédits scientifiques IUF qui sont inscrits parmi les recettes fléchées à ce budget rectificatif soit un total de 121 462 124€ pour la SCSP comme on l'observe dans l'annexe n°3 recensant les recettes par origine.

Les recettes de **masse salariale État** incluent la dotation sociée depuis la rentrée universitaire 2020 pour les **CDSN** : 13,5M€. Elles prennent en compte la compensation du surcoût généré par les revalorisations des rémunérations des doctorants soit **+738k€**. Ce montant a été ajusté par rapport à la prévision du BI, afin d'être conforme à la compensation qui sera versée par le MESRI à l'été 2022.

La compensation de ce surcoût pour les contrats doctoraux ordinaires est également prévue à hauteur de **94k€** (-30k€ en comparaison du BI). Il reste à charge de l'établissement un delta correspondant à la subvention transport et à la cotisation Unedic.

La notification initiale 2022 affiche une recette relative notamment à la refonte indemnitaire pour les enseignants-chercheurs et les BIATSS dans le cadre de la **loi de programmation de la recherche 2021-2022** pour 518k€. L'établissement prévoit une recette finale ajustée pour **679k€** et comprenant notamment la compensation RIPEC.

Le remboursement aux agents dès le 1<sup>er</sup> janvier 2022 d'un forfait lié à la **complémentaire santé** est compensé par l'État pour un montant de **382k€** dans la notification initiale.

La hausse du **SMIC** à l'automne 2021 puis en 2022 a un impact financier d'environ **978k€** pour l'établissement, dû majoritairement à la rémunération des Normaliens. A ce stade, l'Etat n'a prévu aucune recette pour compenser cette hausse significative qui n'est pas à l'initiative de l'établissement. Des discussions sont en cours entre le MESRI et les quatre ENS (Ulm, Saclay, Rennes et Lyon) afin de trouver rapidement une solution à ce surcoût mettant en péril les équilibres financiers des Écoles.

Comme en 2020 et 2021, il n'est pas prévu de compensation par l'État du glissement-vieillesse-technicité **GVT** qui reste une charge annuelle, mécanique et significative pour l'établissement d'environ 350k€.

S'agissant de la dotation de fonctionnement, il est à noter un ajustement de la subvention relative au dispositif **Egalité des chances** pour la diversité et la réussite étudiante. Le ministère a précisé par courrier d'octobre 2021 à l'ENS de Lyon que 200k€ sont désormais sociés dans la SCSP. Toutefois, les 200k€ pour l'année universitaire 2021-2022 ont été alloués en décembre 2021 et la notification initiale 2022 ne prévoit que l'ajustement à hauteur de **66,7k€**. A ce stade, l'ENS n'a pas la garantie que 200k€ seront bien versés en 2022 pour l'année 2022-2023.

La dotation de fonctionnement comprend également une recette de **128k€** reçue dans la notification initiale de mars. Il s'agit d'une partie du financement pour le dispositif **CPES / Bachelor sciences et société**, qui est un nouveau cycle pluridisciplinaire d'études

supérieures permettant la délivrance d'un diplôme de niveau licence mis en place à la rentrée de septembre 2022.

Il était prévu au budget initial les derniers versements pour les projets 2021 obtenus dans le cadre du **dialogue stratégique de gestion** (DSG) avec le ministère pour 100k€ en fonctionnement et 40k€ en masse salariale. Ils ont finalement été reçus sur l'exercice 2021 dans la notification définitive de décembre.

La notification initiale accorde des financements pour de nouveaux projets déposés dans le cadre du DSG pour 2022. L'ENS de Lyon obtient ainsi **250k€** pour le projet de recherche nommé Chimie, transdisciplinarité et Société et **180k€** pour un projet relatif à la sécurité informatique.

### 3.1.2 Les recettes globalisées générées par l'établissement

Les recettes propres générées par l'établissement sont estimées à **6,8M€** au BR 2022. Il s'agit des recettes liées au cycle d'exploitation de l'ENS de Lyon.

	Exécution 2019	Exécution 2020	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022	Variation BI/BR
Hébergement Résidences Descartes et Monod	1 588 457 €	1 298 360 €	1 541 358 €	1 600 000 €	1 600 000 €	0 €
Recettes liées à des dépenses RH (mises à disposition)	1 089 048 €	831 482 €	712 499 €	1 085 916 €	1 406 711 €	320 795 €
Droits de scolarité	680 841 €	722 461 €	651 181 €	660 000 €	660 000 €	0 €
Engagement décennal	578 284 €	563 169 €	700 626 €	500 000 €	500 000 €	0 €
Convention UdL participation déménagement M8			0 €	0 €	447 884 €	447 884 €
Recettes de la VPE	231 803 €	207 094 €	108 774 €	208 716 €	199 145 €	-9 571 €
Refacturations restaurants CROUS	155 537 €	105 180 €	66 245 €	200 000 €	250 000 €	50 000 €
Indemnisation assurance pour sinistres	457 324 €	270 141 €	46 899 €	200 000 €	200 000 €	0 €
CVEC	149 165 €	136 758 €	141 031 €	140 000 €	140 000 €	0 €
Appel à projets Résilience plan de relance			0 €	0 €	138 500 €	138 500 €
Location de salles / amphis	133 878 €	42 534 €	40 150 €	100 000 €	100 000 €	0 €
Recettes de la BDL	96 530 €	106 473 €	94 872 €	93 800 €	106 250 €	12 450 €
Autres recettes Présidence et DGS	55 274 €	29 978 €	99 886 €	87 333 €	126 489 €	39 156 €
Antennes des opérateurs de téléphonie	80 015 €	83 747 €	63 031 €	84 000 €	88 000 €	4 000 €
Autres recettes diverses	562 661 €	827 479 €	575 135 €	1 294 000 €	851 700 €	-442 300 €
<b>TOTAL recettes générées par l'établissement</b>	<b>5 858 816 €</b>	<b>5 224 856 €</b>	<b>4 841 686 €</b>	<b>6 253 765 €</b>	<b>6 814 679 €</b>	<b>560 914 €</b>

Les **loyers** des résidences étudiantes représentent **1,6M€**, soit 23,5% du volume total des recettes propres générées par l'établissement. Les recettes liées aux **mises à disposition** sortantes de personnels sont prévues pour **1,4M€** à ce budget rectificatif soit +321k€ par rapport au BI 2022.

Les **droits d'inscription** sont estimés à **660k€** en 2022. Ce montant tient compte de la baisse engendrée par la modification du tarif du diplôme de l'ENS de Lyon pour les Normaliens étudiants non boursiers, votée par le conseil d'administration du 25 mai 2021. Ce tarif est en effet passé de 213€ à 107€ depuis la rentrée universitaire 2021. Il est à noter également qu'il n'y a plus de refacturation à l'université Lyon 1 de droits d'inscription qui pouvaient y être payés car ces droits sont désormais directement versés à l'ENS de Lyon.

Une **convention avec l'UdL** a été signée en 2015 dans le cadre du plan Campus. Cette convention prévoit un financement plafond de 497k€ pour couvrir une partie du coût du déménagement des laboratoires dans le nouveau bâtiment M8. En 2022, il est prévu d'encaisser 90% de cette subvention soit **448k€** à condition que l'établissement présente un PV de réception du bâtiment sans réserve. Cette recette n'avait pas été prévue au budget initial.

Il est à noter que l'ENS de Lyon percevra une recette d'**indemnisation d'assurance** à hauteur de 200k€ faisant suite à des sinistres subis par l'établissement (bâtiment D9 – bibliothèque - et local mis à disposition de l'association ANTS sur le site Monod).

L'École a déposé en mai 2022 une demande de financement dans le cadre de l'**appel à projets Résilience**. Ce dispositif du plan de relance a pour objectif de développer des solutions innovantes dans le domaine de l'autonomie énergétique. Le projet de l'ENS de Lyon envisage une reprise du calorifugeage des réseaux de chauffage sur le site Descartes. La demande de financement est à hauteur de la totalité du coût des travaux, soit 138,5k€.

La prévision des refacturations CROUS est augmentée de 50k€ pour atteindre 250k€. Cette hausse tient compte des éléments de la nouvelle convention relative au restaurant du site Monod et de son avenant en cours.

### 3.1.3 Les recettes globalisées pré-affectées

Parmi les recettes globalisées, certaines recettes sont considérées comme pré-affectées dès lors que leur usage ou leur affectation est prédéterminé. Elles sont évaluées à **4,24M€** en encaissement à ce budget rectificatif 2022.

	Exécution 2019	Exécution 2020	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022	Variation BI/BR
Prestations/refacturations/autres recettes structures de recherche	2 435 262 €	1 527 679 €	1 978 711 €	1 438 607 €	1 973 201 €	534 594 €
Colloques organisés via cellule congrès			52 695 €	883 863 €	384 972 €	-498 891 €
Préciput ANR	555 531 €	518 056 €	741 685 €	728 759 €	920 709 €	191 950 €
Fonds recherche : contributions des EPST (CNRS, INRIA...)	1 177 235 €	850 103 €	1 016 003 €	727 000 €	579 971 €	-147 029 €
ENS Editions dont ventes d'ouvrage	223 149 €	191 962 €	185 497 €	190 000 €	190 000 €	0 €
Hébergement start-ups, licences, rémunérations d'inventions	107 231 €	104 444 €	122 891 €	90 899 €	121 456 €	30 557 €
Laboratoires SHS : subventions, redevances...	160 380 €	98 560 €	92 725 €	24 823 €	46 407 €	21 584 €
Institut Français de l'Education	68 060 €	157 927 €	95 500 €	9 560 €	27 093 €	17 533 €
<b>Total recettes globalisées pré-affectées</b>	<b>4 726 849 €</b>	<b>3 448 731 €</b>	<b>4 285 706 €</b>	<b>4 093 511 €</b>	<b>4 243 809 €</b>	<b>150 298 €</b>

Un grand nombre de laboratoires en sciences exactes et expérimentales réalisent des recettes propres liées à leur activité : prestations de recherche, refacturations aux utilisateurs de plateformes scientifiques etc. Elles sont réévaluées à **1,97M€** à ce BR 2022 soit +0,53M€ en comparaison de la prévision initiale.

La cellule congrès et manifestations coordonne l'organisation de plusieurs **colloques** d'envergure. Les recettes encaissables sont revues à la baisse pour l'ensemble des colloques qui auront lieu en 2022 : 385k€ au lieu de 884k€. Cela s'explique notamment par l'ajustement des recettes du colloque International Mineralogical Association (IMA) 2022 qui recense moins d'inscriptions qu'envisagé.

Les recettes du **préciput ANR** et les contributions des **EPST** sont évaluées respectivement à 921k€ et 580k€, soit +0,5k€ par rapport au BI. Ce total prévisionnel de 1,5M€ constitue l'essentiel des ressources externes de la vice-présidence recherche dans le cadre des projets financés par le fonds recherche de l'établissement.

## 3.2 Dépenses globalisées du budget rectificatif 2022

### 3.2.1 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement globalisées sont inscrites au BR 2022 pour 44M€ en autorisations d'engagement et **33,5M€** en crédits de paiement.

Ce tableau présente de manière non exhaustive la répartition de ces dépenses selon les montants en crédits de paiement les plus significatifs.

Dépenses globalisées : fonctionnement	Exécution 2021 (en crédits de paiement)	BI 2022 (en crédits de paiement)	BR 2022 (en crédits de paiement)	Variation BI/BR
Reversements CDSN aux établissements d'accueil	10 058 681 €	10 658 918 €	11 511 230 €	852 312 €
Dépenses courantes de l'établissement	8 216 406 €	8 931 500 €	11 398 540 €	2 467 040 €
Fonctionnement des structures	5 691 019 €	5 727 009 €	6 416 852 €	689 843 €
Projets financés par fonds recherche	1 180 508 €	1 780 359 €	2 045 717 €	265 358 €
Colloques 2022		906 363 €	480 159 €	-426 204 €
Documentation BDL	807 502 €	803 830 €	803 830 €	0 €
Reversements RH (mises à disposition)	552 943 €	352 000 €	403 655 €	51 655 €
Projets SI	377 396 €	237 000 €	246 963 €	9 963 €
Projets aménagements Dirpat		0 €	181 794 €	181 794 €
<b>TOTAL</b>	<b>26 884 455 €</b>	<b>29 396 979 €</b>	<b>33 488 740 €</b>	<b>4 091 761 €</b>

Les **reversements CDSN** aux établissements d'accueil sont prévus pour **11,5M€** de crédits de paiement en 2022 (dont 54k€ de régularisation pour la promotion 2018 qui n'apparaissent pas dans le tableau ci-après). Les autorisations d'engagement sont quant à elles estimées à 21,3M€. Elles correspondent à la totalité des engagements relatifs à la promotion 2021-2024 et qui n'ont pu être réalisés entre septembre et décembre 2021 faute de disposer du nouveau montant financé par le MESRI suite à la revalorisation du montant minimal de la rémunération des contrats doctoraux. Ceci a entraîné du retard dans la signature des conventions liant l'ENS de Lyon et les établissements d'accueil. Ces AE intègrent également les nouveaux engagements pour la promotion 2022-2025.

Cohorte	Nombre de doctorants	Montant total des reversements pour l'ensemble de la période	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement				
			AE consommées en 2019	AE consommées en 2020	AE consommées en 2021	AE prévues au BR 2022	TOTAL AE par cohorte	CP consommés en 2019	CP consommés en 2020	CP consommés en 2021	CP prévus au BR 2022	TOTAL CP par cohorte
Cohorte 2019-2022	139	11 372 424 €	9 408 840 €	1 963 584 €			11 372 424 €	600 006 €	4 370 360 €	3 752 172 €	2 649 886 €	11 372 424 €
Cohorte 2020-2023	129	10 554 264 €		6 299 832 €	4 254 432 €		10 554 264 €		497 732 €	3 960 478 €	3 381 728 €	7 839 938 €
Cohorte 2021-2024	132	11 953 038 €			0 €	11 953 038 €	11 953 038 €			0 €	4 940 589 €	4 940 589 €
Cohorte 2022-2025	130	12 458 160 €				9 343 620 €	9 343 620 €				484 484 €	484 484 €
Total	530	46 337 886 €	9 408 840 €	8 263 416 €	4 254 432 €	21 296 658 €	43 223 346 €	600 006 €	4 868 092 €	7 712 650 €	11 456 687 €	24 637 435 €

Les **dépenses courantes** de l'École augmentent de +2,5M€ en comparaison des prévisions initiales, et atteignent **11,4M€**. Elles regroupent les principales charges de l'établissement telles que détaillées dans le tableau ci-dessous :

Dépenses courantes de l'établissement	Exécution 2021 (en crédits de paiement)	BI 2022 (en crédits de paiement)	BR 2022 (en crédits de paiement)	Variation BI/BR
Fluides : eau, gaz, électricité, chauffage	3 258 709 €	3 975 000 €	5 526 040 €	1 551 040 €
Frais de maintenance	1 300 016 €	1 146 850 €	1 437 850 €	291 000 €
Loyer contrat de partenariat	926 112 €	1 100 000 €	1 600 000 €	500 000 €
Gardiennage	947 531 €	956 150 €	956 150 €	0 €
Nettoyage et entretien	817 576 €	800 000 €	840 000 €	40 000 €
Autres loyers	646 634 €	650 000 €	680 000 €	30 000 €
Accueil physique et téléphonique	111 734 €	111 000 €	111 000 €	0 €
Environnement et gestion des déchets	109 401 €	110 000 €	110 000 €	0 €
Marchés transversaux	98 693 €	82 500 €	137 500 €	55 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>8 216 406 €</b>	<b>8 931 500 €</b>	<b>11 398 540 €</b>	<b>2 467 040 €</b>

Les dépenses de **fluides** sont évaluées à **5,5M€** soit +1,6M€ (+39%) en comparaison des prévisions du BI. Cette très forte hausse est due au contexte international et à l'augmentation générale des prix de l'énergie. L'impact financier, malgré le bouclier tarifaire de l'Etat, est majeur pour l'École qui ne peut pas couvrir cette hausse avec ses ressources annuelles. Le fonds de roulement de l'établissement doit donc être exceptionnellement mobilisé en 2022 pour faire face à ce surcoût, ce qui entraînera en conséquence le gel de certains projets d'investissement qui devaient être financés via le fonds de roulement. En parallèle, une réflexion est menée afin de mettre en œuvre des solutions rapides d'optimisation des dépenses d'énergie comme par exemple baisser le chauffage de plusieurs degrés lors de la période hivernale ou bien décaler le calendrier de mise en chauffe des bâtiments.

Les frais de **maintenance** concernent les maintenances obligatoires réalisées par la direction du patrimoine, la DSI et également par le service Sécurité. Ils sont ré-évalués à **1,4M€** en 2022.

Les dépenses pour le loyer du **contrat de partenariat** sont réajustées à **1,6M€** en 2022. Les crédits de paiement prévus tiennent compte des factures à payer du dernier trimestre 2021 qui n'ont pas pu être prises en charge sur l'exercice précédent. La révision du loyer annuel avec l'ajout de l'impact des travaux modificatifs est également prévue. Ce loyer annuel s'élève désormais à 1,28M€ en année courante.

Les prestations de **nettoyage** augmentent de 40k€ au BR soit des dépenses totales atteignant **840k€** afin de prendre en charge des prestations supplémentaires non prévues dans le marché.

Parmi les marchés transversaux de l'École, le coût des assurances est en hausse et doit donc être réévalué de +55k€ au budget rectificatif.

Le fonctionnement des structures est évalué à **6,42M€** en 2022 soit +0,69M€ de crédits de paiement par rapport au BI : organisation du concours d'entrée, fonctionnement des départements d'enseignement et des laboratoires de recherche etc. Cette hausse entre le BI et le BR s'explique par le réajustement des CP pour 150k€ afin de régulariser le paiement de factures de début d'année pour des engagements faits en 2021. Il est à noter également une hausse de 150k€ des reversements RH dans le cadre de mise à disposition de personnels dans d'autres établissements. La direction des affaires internationales connaît une recrudescence des mobilités étudiantes, notamment en rattrapage des années précédentes pénalisées par la crise sanitaire, ce qui génère des besoins supplémentaires estimés à 120k€ en 2022.

L'Ecole, par le biais de certains de ses laboratoires, organise des **colloques** dont certains d'envergure internationale en 2022. Les dépenses totales sur l'exercice budgétaire sont nettement revues à la baisse au budget rectificatif pour **480k€** (soit -426k€), en raison de réajustements des budgets prévisionnels des colloques 2022.

## 3.2.2 Les dépenses d'investissement

### 3.2.2.1 Dépenses du BR 2022

Les dépenses d'investissement globalisées sont prévues au BR 2022 pour **7,25M€** en autorisations d'engagement soit une diminution de 1,27M€ en comparaison du BI. En crédits de paiement, elles s'élèvent à **6,82M€** (-1,24M€ par rapport au BI).

Ce tableau présente la répartition des prévisions de dépenses d'investissement par service et/ou vice-présidence.

Dépenses globalisées : investissements	Exécution 2021 (en crédits de paiement)	BI 2022 (en crédits de paiement)	BR 2022 (en crédits de paiement)	Variation BI/BR
Travaux et aménagements portés par la Direction du patrimoine	1 535 782 €	5 239 112 €	3 900 010 €	-1 339 102 €
<i>dont travaux et aménagements pour activités de formation</i>	20 393 €	1 397 940 €	883 332 €	-514 608 €
<i>dont travaux et aménagements pour activités de la BDL</i>	477 586 €	1 305 000 €	471 000 €	-834 000 €
<i>dont travaux et aménagements pour activités de recherche</i>	478 568 €	1 931 172 €	1 494 292 €	-436 880 €
<i>dont autres travaux et aménagements</i>	559 235 €	605 000 €	1 051 386 €	446 386 €
Investissements Recherche via le PPI	1 013 151 €	1 063 600 €	1 063 600 €	0 €
Direction des systèmes d'informations	940 776 €	886 000 €	798 267 €	-87 733 €
Fonds recherche	582 200 €	321 400 €	240 900 €	-80 500 €
Laboratoires sur recettes préaffectées	1 092 112 €	231 818 €	331 390 €	99 572 €
Accueil et sécurité	54 626 €	105 000 €	105 000 €	0 €
Investissements départements de formation et vie étudiante	125 808 €	77 100 €	93 000 €	15 900 €
ENS Médias	44 107 €	48 000 €	98 000 €	50 000 €
Direction des moyens généraux	13 127 €	32 000 €	127 139 €	95 139 €
DUNES	34 077 €	20 000 €	10 000 €	-10 000 €
Bibliothèque Diderot de Lyon	47 483 €	15 000 €	30 587 €	15 587 €
Prévention et santé au travail	16 039 €	14 000 €	17 000 €	3 000 €
Institut français de l'éducation	17 700 €	7 000 €	7 000 €	0 €
Présidence	3 319 €	0 €	0 €	0 €
<b>TOTAL</b>	<b>5 520 307 €</b>	<b>8 060 030 €</b>	<b>6 821 893 €</b>	<b>-1 238 137 €</b>

C'est la direction du patrimoine qui dispose du plus gros volume budgétaire avec 3,9M€ soit 57% de l'ensemble des dépenses globalisées, afin de mener des travaux et aménagements. Les crédits de paiement inscrits au budget rectificatif sont revus à la baisse en comparaison de la prévision initiale pour -1,3M€, essentiellement du fait de décalage calendaire de travaux et/ou de paiements de factures.

Parmi les travaux significatifs, ceux pour l'**étanchéité de la BDL** site Descartes et la réfection intérieure des locaux endommagés par les intempéries sont programmés sur 2 ans. En 2022, ce sont **453k€** qui sont inscrits au budget rectificatif.

La **réhabilitation de la résidence** étudiante Bonnamour (site Descartes) est planifiée sur plusieurs années afin que les travaux occasionnent le moins de perturbations possibles pour les étudiants. Le coût total de l'opération est évalué à 6,6M€, dont **300k€** de dépenses en crédits de paiement dès 2022.

La rénovation de **salles de TP d'enseignement** sur le site Monod est évaluée à 430k€ en autorisations d'engagement, le paiement des factures générant la consommation des crédits de paiement est programmé début 2023. La réhabilitation d'**amphithéâtres de cours** est évaluée à environ **275k€** au BR 2022.

En Recherche, le **sous-sol du bâtiment M6** va être entièrement aménagé pour 750k€ au total afin de permettre l'installation de soutes et compresseur : **300k€** devraient être consommés sur l'exercice 2022. La finalisation de travaux d'aménagement et de déménagement de salles de culture au nouveau **bâtiment M8** est estimée à plus de **300k€** en 2022.

Lors du budget initial, l'établissement a prévu des études de faisabilité pour 400k€ dans la perspective de la **construction d'un bâtiment** pouvant accueillir un cryomicroscope pour le laboratoire CIRI ainsi que le P3. Ces études ont mis en évidence l'impossibilité technique de construire ce bâtiment sur le site Monod. Le coût de ces études, revu à **58k€** au final, est inscrit en fonctionnement à ce BR et non plus en investissement dans la mesure où il n'y aura pas de construction portée par l'établissement.

Comme évoqué dans le paragraphe 3.1.2, l'établissement a répondu à l'appel à projets Résilience. Si le financement demandé est obtenu, il est prévu des travaux de reprise du **calorifugeage** des réseaux de chauffage sur le site Descartes pour **138,5k€**.

La **vice-présidence Recherche** prévoit des investissements à hauteur de **1,3M€** via le PPI et le fonds recherche (-0,1M€), essentiellement pour des achats d'équipements scientifiques par les laboratoires.

La direction des systèmes d'information prévoit l'acquisition de nouvelles **baies de stockage** pour la Recherche à hauteur de **400k€**. Le budget pour le renforcement de la **sécurité du cœur de réseau** est réajusté pour **167k€** au lieu de 226k€. Le coût de la refonte du **parc wifi** est rééquilibré entre fonctionnement (55k€ contre 14k€ au BI) et investissement (14k€ contre 55k€ au BI).

### 3.2.2.1.2 Projection pluriannuelle des investissements

L'ensemble des services a été consulté afin d'identifier les projets d'investissement ayant des impacts budgétaires pluriannuels.

Le tableau ci-dessous présente les projets recensés lors de l'élaboration du BR 2022.

Investissements pluriannuels	Montant total du projet	Répartition pluriannuelle prévisionnelle des dépenses				
		2022	2023	2024	2025	2026
Travaux réhabilitation résidence étudiante site Descartes	6 635 562 €	300 000 €	2 000 000 €	3 000 000 €	1 335 562 €	
Travaux réhabilitation amphis et salles de cours	674 000 €	274 000 €	200 000 €	200 000 €		
Travaux étanchéité et réhabilitation BDL	1 200 000 €	453 000 €	670 000 €	77 000 €		
Travaux aménagement sous-sol M6 - soutes	750 000 €	300 000 €	450 000 €			
Equipements plateforme Plexmico	3 111 006 €	1 001 026 €	1 068 243 €			
Refonte SI concours	90 000 €	50 000 €	40 000 €			
<b>Sous-total projets en cours</b>	<b>12 460 568 €</b>	<b>2 378 026 €</b>	<b>4 428 243 €</b>	<b>3 277 000 €</b>	<b>1 335 562 €</b>	<b>0 €</b>
Construction bâtiment d'enseignement, recherche, médiation et enjeux sociétaux (projet)*	26 000 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Gymnase Debourg site Monod (projet)*	5 000 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Sous-total projets à venir</b>	<b>31 000 000 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>43 460 568 €</b>	<b>2 378 026 €</b>	<b>4 428 243 €</b>	<b>3 277 000 €</b>	<b>1 335 562 €</b>	<b>0 €</b>

\*sous réserve d'un financement du CPER

Les quatre premiers projets figurent dans les annexes n°9, n°9bis et n°10 de la liasse budgétaire du BR 2022. Il s'agit d'opérations immobilières portées par la direction du patrimoine pour lesquelles des dépenses se réaliseront en 2022. Les projets immobiliers de construction d'un bâtiment d'enseignement, recherche, médiation et enjeux sociétaux et de construction d'un gymnase ont été présentés dans le cadre du financement CPER toujours en attente de réponse et ne figurent pas dans les annexes immobilières. Au regard de la situation financière très contrainte qui oblige l'établissement à mobiliser son fonds de roulement pour compenser la forte hausse des coûts de l'énergie et la hausse du SMIC notamment, des projets seront gelés ou revus à la baisse.

### 3.2.2.1.3 Fonds de roulement mobilisable

Parmi ces projets d'investissements, certains sont totalement financés par l'établissement mais d'autres bénéficient en partie de recettes externes déjà obtenues et/ou demandées.

Par exemple, les travaux d'aménagement du sous-sol du M6 bénéficient d'un financement de 250k€ versé par le MESRI dans le cadre de la phase 2 du dialogue stratégique et de gestion (DSG) 2022.

	Montant total du projet	Financements externes	Financement ENS de Lyon	dont financement ENS de Lyon en 2022
Travaux réhabilitation résidence étudiante site Descartes	6 635 562 €	0 €	6 635 562 €	300 000 €
Travaux réhabilitation amphithéâtres et salles de cours	674 000 €	0 €	674 000 €	274 000 €
Travaux étanchéité et réhabilitation BDL	1 200 000 €	0 €	1 200 000 €	453 000 €
Travaux aménagement sous-sol M6 - soutes	750 000 €	250 000 €	500 000 €	50 000 €
Equipements plateforme Plexmico	3 111 006 €	1 555 503 €	1 555 503 €	500 513 €
Refonte SI concours	90 000 €	0 €	90 000 €	50 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>12 460 568 €</b>	<b>1 805 503 €</b>	<b>10 655 065 €</b>	<b>1 627 513 €</b>

Compte-tenu du niveau du fonds de roulement prévisionnel inscrit au BR 2022 et du seuil prudentiel de 15 jours de fonctionnement à conforter, l'ensemble des projets listés dans le tableau ci-dessus mobilise pleinement le fonds de roulement disponible de l'établissement.

### 3.2.3 La masse salariale

#### De quoi parle-t-on ?

Les **dépenses de personnel** : rémunérations principales, cotisations patronales, rémunérations accessoires et prestations sociales obligatoires.

**Masse salariale État** : crédits transférés à partir du titre 2 du budget de l'État lors du passage aux compétences et responsabilités élargies en 2010.

**Ressources Propres** : toutes les autres charges de personnels hors crédits transférés : contrats de recherche, vacations et jury de concours.

#### 3.2.3.1 Masse salariale globale en dépenses

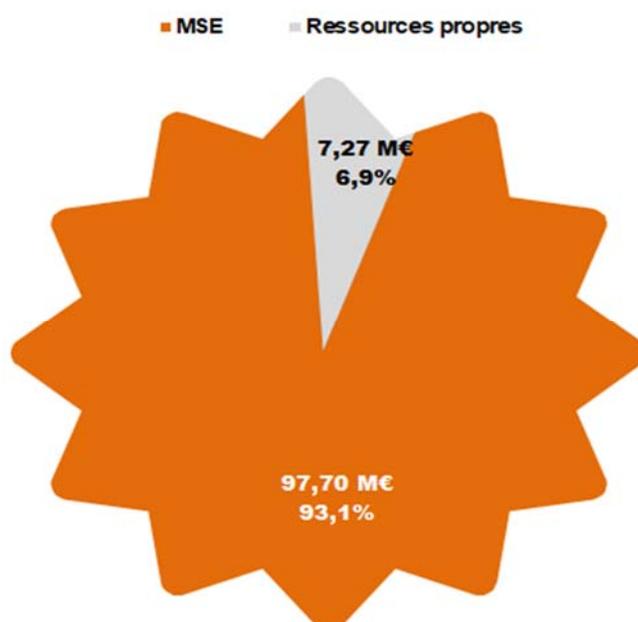


Figure 5 – Part relative de la masse salariale en fonction du support budgétaire

Support budgétaire	BI 2022	BR 2022	▲
MSE	95 903 907 €	97 703 936 €	1,9%
RP	7 205 443 €	7 266 435 €	0,8%
Total	103 109 350 €	104 970 371 €	1,8%

Entre la prévision initiale et rectificative, les coûts salariaux sont en hausse de **+1,86M€** au global (**+1,8%**). Alors que la masse salariale consommée sur le support État augmente sensiblement (**+1,80M€ ; +1,88%**), les charges de personnels financées sur ressources propres restent stables **+0,8%** (soit +0,06M€).

### 3.2.3.2 Masse salariale sur supports budgétaires de l'État

#### A- Principaux éléments de variation de la masse salariale État entre les prévisions rectificatives et initiales

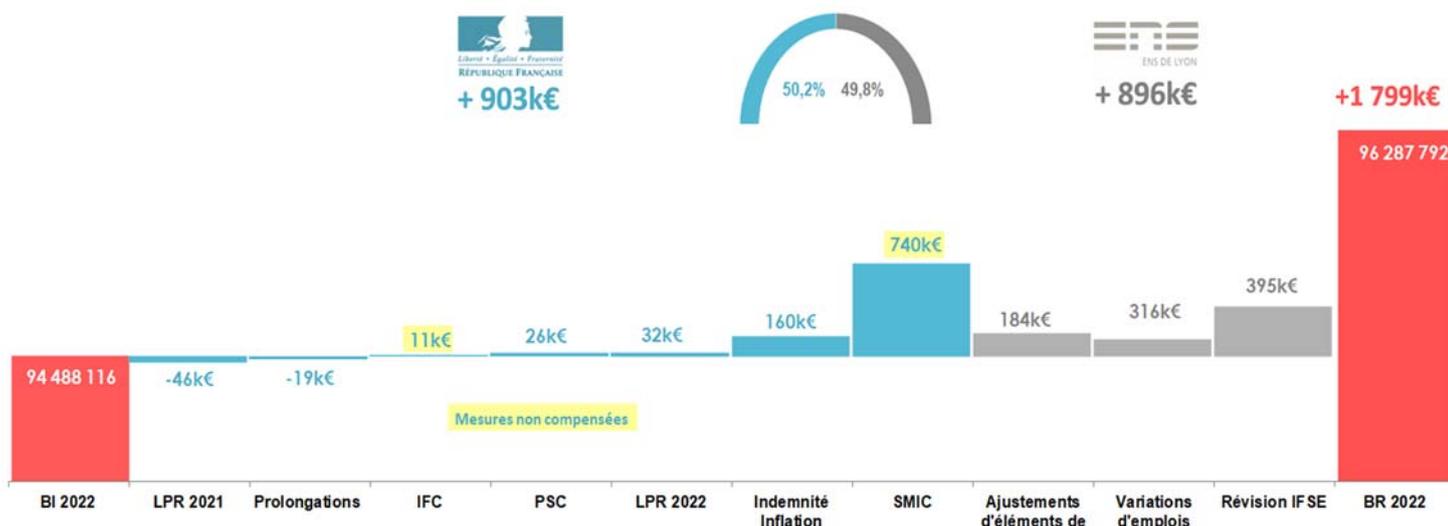


Figure 6 : Évolution structurelle des prévisions sur emplois budgétaires entre la prévision initiale 2022 et rectificative 2022

MSE	BI 2022	BR 2022	€	▲
Dépenses de rémunérations	94 488 116 €	96 287 792 €	1,80 M€	1,9%

Entre ces deux prévisions, les dépenses de rémunérations de l'établissement augmentent de **+1,80M€ (+1,9%)**.

La décomposition des dépenses prévisionnelles par facteurs d'évolution présente l'effet financier de chaque dispositif sur l'exercice 2022. Ces différents éléments sont également regroupés par type, en distinguant les mesures **réglementaires** (obligatoires), des **décisions de l'établissement**.

➔ **Mesures réglementaires : +903 k€**

Facteurs d'évolution	2022		
	BI	BR	Écart
SMIC	238 556 €	977 584 €	739 028 €
Protection Sociale Complémentaire	355 681 €	382 123 €	26 442 €
LPR 2022	325 238 €	356 852 €	31 614 €
Indemnité Inflation	- €	160 300 €	160 300 €
Indemnité de fin de contrat	71 099 €	82 579 €	11 480 €
Prolongations contrats doctoraux	131 304 €	112 373 €	- 18 931 €
LPR 2021	107 712 €	61 176 €	- 46 536 €
<b>Total</b>	<b>1 229 590 €</b>	<b>2 132 986 €</b>	<b>903 396 €</b>

- Les hausses successives du **salair e minimum de croissance (SMIC)** entre 2021 et le 01/05/2022 (+6%) contraint la masse salariale de **+977k€** sur 2022, dont près de 94% pour les seuls élèves fonctionnaire stagiaires.  
Au global, l'impact du SMIC augmentera mécaniquement les dépenses salariales de **+1,4M€** (en intégrant les extensions en année pleine 2023).  
*Cette hausse n'est pas financée par l'État pour le moment.*
- **Protection sociale complémentaire (PSC)** : l'État a décidé d'aligner le système de prise en charge des frais de mutuelle dans la fonction publique, avec celui en place dans le secteur privé depuis 2016.  
La transition vers le régime cible a débuté en janvier 2022 avec une prise en charge de la complémentaire santé à hauteur de 25%. Les agents éligibles bénéficient d'un forfait mensuel de **15€**, correspondant au remboursement d'une partie des cotisations de protection sociale complémentaire destinées à couvrir les frais de santé (frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident). Le montant est ajusté dans ce budget : **+26k€**.  
*Ce dispositif est intégralement financé par l'État.*

- La mise en œuvre de la **LPR 2022** (loi de programmation de la recherche) :

LPR 2022	2022		
	BI	BR	Écart
Revalorisation indemnitaire et repyramidage	200 839 €	200 839 €	- €
Revalorisation des contrats doctoraux	69 120 €	32 734 €	- 36 386 €
RIPEC C3	- €	63 000 €	63 000 €
Mesure "deux SMIC"	45 279 €	45 279 €	- €
Congés pour projet pédagogique & CRCT	10 000 €	15 000 €	5 000 €
<b>Total</b>	<b>325 238 €</b>	<b>356 852 €</b>	<b>31 614 €</b>

*Ces mesures sont intégralement compensées.*

**Mesures de revalorisations indemnitaires et statutaires ainsi que le repyramidage** initiées en 2021, se poursuivent en 2022: **+200k€** pour les enseignants chercheurs. Les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs seront définies ultérieurement par le MESRI.

**RIPEC C3 : +63k€** de masse salariale prévisionnelle consacrée au nouveau régime indemnitaire des enseignants-chercheurs.

**Revalorisation des contrats doctoraux – nouveaux contrats 2022** : si une nouvelle augmentation est prévue à la rentrée 2022, le montant inscrit au BI est ajusté dans ce budget : **-37k€** (arrêté du 11 octobre 2021).

**Mesure « deux SMIC »** : amélioration de la rémunération des personnels de recherche, tout maître de conférences sera recruté à hauteur d'au moins deux Smic (**+45k€**).

**CRCT : +5k€** pour **les congés pour recherches ou conversions thématiques**, et **congés pour projet pédagogique (CPP)**.

- **L'indemnité inflation aide exceptionnelle de l'Etat : 160k€** versés en février 2022 pour ce dispositif ponctuel, *intégralement compensé en recettes*.

- ▶ **+82k€** consacrés au versement de la **prime de précarité**, indemnités de fin de contrat concernant les personnels contractuels éligibles à ce dispositif(+11k€ par rapport au BI).

Contractuels	2022		
	BI	BR	Écart
Biatss	32 406 €	32 406 €	- €
EC	38 693 €	50 173 €	11 480 €
<b>Total</b>	<b>71 099 €</b>	<b>82 579 €</b>	<b>11 480 €</b>

- ▶ **Prolongations des contrats doctoraux et contrats de recherche** affectés par la pandémie de COVID-19 (**+112k€**).  
*L'État participe à la prise en charge financière de ces prolongations.*

- ▶ Le déploiement de la **LPR 2021** : **+61k€** de crédits de personnels dédiés à la **réévaluation de la rémunération des contractuels doctorants en 2021**.

*Ce dispositif est intégralement compensé en recette par l'État.*

➔ **A l'initiative de l'établissement : +896k€**

Facteurs d'évolution	2022		
	BI	BR	Écart
Révision de l'IFSE	72 905 €	468 226 €	395 321 €
Variations d'emplois 2022	298 662 €	615 621 €	316 959 €
Ajustements d'éléments de rémunérations	- €	184 000 €	184 000 €
<b>Total</b>	<b>371 567 €</b>	<b>1 267 847 €</b>	<b>896 280 €</b>

- ▶ **L'ajustement d'éléments de rémunération** (prestations, cotisations et contributions sociales) minorées dans le cadre de la prévision initiale : **+184 k€**
- ▶ **Variations d'emplois 2022** : correspond à la valorisation des variations d'effectifs (comptabilisé en ETPT) sur l'exercice : **+317k€** par rapport au BI.
- ▶ Ces crédits de personnels retranscrivent l'impact financier des mouvements d'effectifs prévus sur 2022 (réintégration, retraites, détachements, mutations, disponibilités, recrutements, campagne d'emplois...).
- ▶ **Revalorisation de l'IFSE** : **+468k€** seront dédiés à la révision de la politique indemnitaire des personnels titulaires (revalorisation des montants de l'IFSE par groupe de fonction, valorisation en cas de changement de grade) et pour les personnels contractuels, soit 395k€ supplémentaires par rapport aux montants prévus au budget initial. Ce montant correspond à la revalorisation rétroactive de l'IFSE intégrant les coûts 2021 et 2022. En année courante, le coût supplémentaire induit par cette revalorisation est estimé à 116k€. L'État contribue à ce dispositif à hauteur de 73k€.

### 3.2.3.3 Répartition globale de la masse salariale État par population et type de dépenses

Pour ce BR 2022, le montant total des dépenses salariales État prévues est de **97 703 936€**.

Ces crédits se répartissent de la manière suivante :

	Population / Type	BI 2022	BR 2022	Écarts	▲	%
<b>Enseignants &amp; Enseignants Chercheurs</b>	Élèves	33 445 489	34 137 064	691 575	2,1%	34,9%
	Titulaires	23 492 066	23 968 038	475 972	2,0%	24,5%
	Contractuels	1 942 304	1 971 813	29 509	1,5%	2,0%
	Doctorants	5 530 375	5 644 201	113 826	2,1%	5,8%
	<b>Sous total EC</b>	<b>64 410 235</b>	<b>65 721 117</b>	<b>1 310 882</b>	<b>2,0%</b>	<b>67,3%</b>
<b>Biatss</b>	Titulaires	25 425 190	25 776 082	350 892	1,4%	26,4%
	Contractuels	4 652 691	4 790 593	137 902	3,0%	4,9%
	<b>Sous total BIATSS</b>	<b>30 077 881</b>	<b>30 566 675</b>	<b>488 794</b>	<b>1,6%</b>	<b>31,3%</b>
<b>Total - Rémunérations</b>		<b>94 488 116</b>	<b>96 287 792</b>	<b>1 799 676</b>	<b>1,9%</b>	<b>98,6%</b>
<b>Vacations</b>	Administratives	317 325	327 325	10 000	3,2%	0,3%
	Gpeec	15 000	15 000	-	0,0%	0,02%
	Enseignement	474 988	474 988	-	0,0%	0,5%
	CPES	17 600	17 600	-	0,0%	0,02%
	<b>Total - Vacances</b>	<b>824 913</b>	<b>834 913</b>	<b>10 000</b>	<b>1,2%</b>	<b>0,9%</b>
<b>Hors-psop</b>	Action sociale	517 878	508 231	- 9 647	-1,9%	0,5%
	FSDIE	73 000	73 000	-	0,0%	0,1%
	<b>Total dépenses H-psop</b>	<b>590 878</b>	<b>581 231</b>	<b>- 9 647</b>	<b>-1,6%</b>	<b>0,6%</b>
<b>Total</b>		<b>95 903 907</b>	<b>97 703 936</b>	<b>1 800 029</b>	<b>1,9%</b>	<b>100,0%</b>

► **Élèves fonctionnaires stagiaires :**

Population	BI 2022	BR 2022	€	▲
Élèves fonctionnaires stagiaires	33 445 489 €	34 137 064 €	691 575 €	2,07%

Les dépenses de salaires des **élèves fonctionnaires stagiaires** représentent **35,5%** des dépenses de rémunérations.

Cette prévision de dépenses est en augmentation : **+691k€**, résultant de :

- la hausse du SMIC : **+739k€**
- indemnité inflation : **+89k€**
- remboursement transport : **+15k€**
- la protection sociale complémentaire : **+26k€**
- ajustements d'éléments de rémunérations (pensions civiles) : **+60k€**
- des variations d'emplois : **-238k€**

Précisons par ailleurs que lors de la construction budgétaire, certains mouvements demeurent difficilement prévisibles. En effet, les chiffres liés aux retours et départs en année de césure (congé sans solde) ne sont connus qu'en septembre.

Cette phase de budgétisation fait l'objet d'échanges continus avec la Vice-Présidence Études, qui met tout en œuvre pour anticiper l'ensemble de ces mouvements.

► **Enseignants et enseignants-chercheurs – Doctorants contractuels**

Population	BI 2022	BR 2022	€	▲
Enseignants et EC - Doctorants	30 964 746 €	31 584 053 €	619 307 €	2,00%

La prévision de masse salariale concernant les Enseignants et enseignants-chercheurs et doctorants contractuels augmente : **+619k€**.

Cette hausse s'explique principalement par :

- le schéma d'emplois : **+495k€**, avec notamment une hausse du nombre de contractuels doctorants (+5 ETPT, en excluant le décompte des prolongations Covid19) due à un nombre plus important d'entrants que de sortants dans le cadre de la rentrée universitaire 2022, et 2 prolongations d'activité accordées
- ajustements d'éléments de rémunérations (pensions civiles) : **+124k€**
- LPR 2022 : **+31k€**
- LPR 2021 - revalorisation des contrats doctoraux : **-46k€**
- Indemnité inflation : **+23k€**
- Indemnité de précarité : **+11k€**

L'ajustement des dépenses salariales consacrées à l'allongement des contrats doctoraux et contrats de recherche affectés par la COVID-19 : **-19k€**

► **BIATSS :**

Population	BI 2022	BR 2022	€	▲
<b>BIATSS</b>	30 077 881 €	30 566 675 €	<b>488 794 €</b>	<b>1,63%</b>

Les dépenses de rémunérations des personnels **BIATSS** sont en hausse **+ 488k€** :

- Révision IFSE : **+395k€**
- Indemnité inflation : **+33k€**
- Schéma d'emplois : **+84k€**

► **Vacations**

L'enveloppe globale de masse salariale État inscrite au budget, intègre également les dépenses salariales relatives aux **vacations**, ces crédits de personnels ne décomptent pas le plafond d'emplois.

Vacations	BI 2022	BR 2022	€	▲
Enseignement	474 988 €	474 988 €	- €	0,0%
Administratives	317 325 €	327 325 €	10 000 €	3,2%
CPES	15 000 €	15 000 €	- €	0,0%
Gpeec	17 600 €	17 600 €	- €	0,0%
<b>Total</b>	<b>824 913 €</b>	<b>834 913 €</b>	<b>10 000 €</b>	<b>1,2%</b>

- Les vacances administratives augmentent très légèrement dans ce budget : **+10k€ (+3,2%)**. Cette hausse s'explique par l'extension des horaires de la bibliothèque Diderot qui accroît le recours aux emplois étudiants.

► **Dépenses h-psop**

Hors-psop	BI 2022	BR 2022	Écart	▲
Action sociale	517 878 €	508 231 €	- 9 647 €	-1,9%
FSDIE	73 000 €	73 000 €	- €	0,0%
<b>Total</b>	<b>590 878 €</b>	<b>581 231 €</b>	<b>- 9 647 €</b>	<b>-1,6%</b>

Les prévisions de dépenses Hors paye sans ordonnancement préalable restent stables :

- **-9k€** de dépenses prévues au titre de l'action sociale qui correspondent à l'ajustement de crédits dédiés au **capital décès**.

## A- Périodicité : évolution mensuelle des dépenses de rémunérations sur support budgétaire État

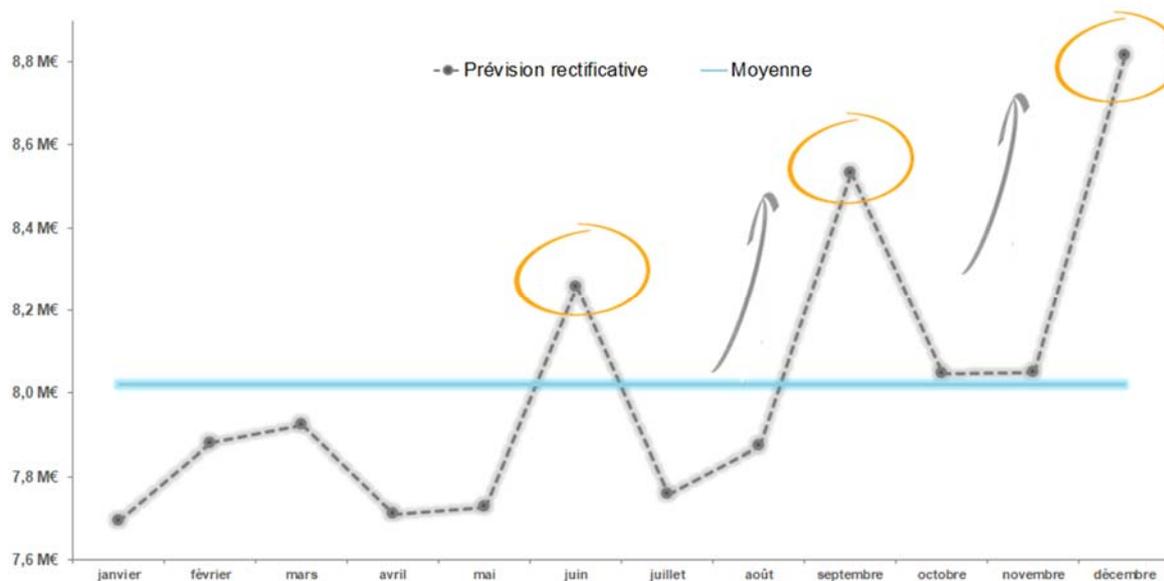


Figure 7 : Évolution mensuelle de la masse salariale État

La masse salariale sur emplois budgétaires de l'État est évaluée à **96 287 792 €** sur l'exercice 2022. Ce montant correspond aux dépenses de rémunération sur emplois budgétaires et qui consomment le plafond d'emplois. Ne sont pas concernées ici les dépenses liées aux vacances ainsi que les dépenses d'action sociale. La dépense moyenne mensuelle de la masse salariale État concernant les rémunérations de personnel s'élève à environ **8,02 M€**.

L'aspect discontinu des dépenses mensuelles de personnel se justifie essentiellement par des éléments de rémunération dont la mise en paiement n'est pas systématique (primes non mensualisées des enseignants-chercheurs par exemple), et des flux d'entrées et de sorties de personnels.

La spécificité des mois de juin, septembre et décembre est à souligner. Celle-ci est la résultante du versement de primes non mensualisées, et pour décembre une particularité supplémentaire, avec l'inscription de dépenses dont le mois d'impact est encore inconnu lors de la construction budgétaire.

## F- Plafond d'emplois

Le plafond d'emplois sur supports budgétaires de l'État est fixé à **1 976 ETPT** (cf. annexe « Tableau des emplois »)

L'Équivalent Temps Plein Travaillé (ETPT) est l'unité de décompte du plafond d'emplois. Ce décompte demeure proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année.

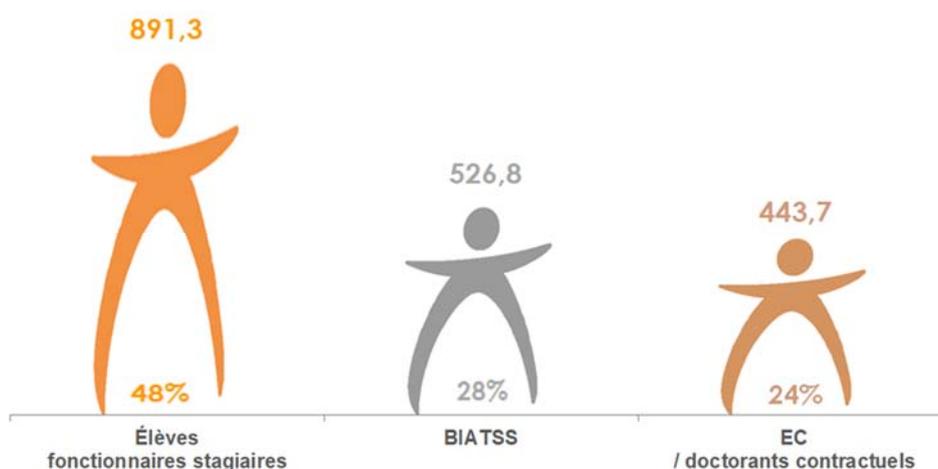
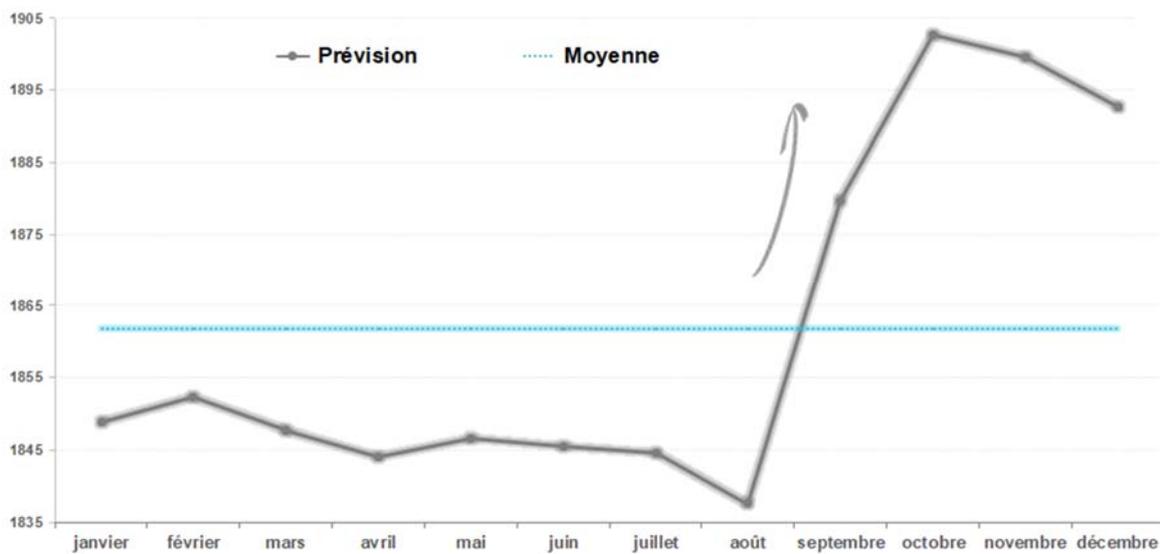


Figure 8 : Répartition des ETPT par population sur emplois budgétaires de l'Etat en 2022

Emplois	BI 2022	BR 2022		
Éléves fonctionnaires stagiaires	900,0	891,3	- 8,7	-1,0%
EC / Doc. contractuels	436,4	443,7	7,3	1,7%
BIATSS	522,3	526,8	4,5	0,9%
<b>Total</b>	<b>1 858,7</b>	<b>1 861,8</b>	<b>3,2</b>	<b>0,2%</b>

La prévision de consommation des ETPT sur emplois budgétaires s'établit à **1 861,8 ETPT**. Cette moyenne annualisée prend en considération les arrivées et départs prévus sur l'exercice budgétaire.

La prévision augmente **(+3,2 ETPT ; +0,2%)** par rapport au BI demeurant relativement stable.



**Figure 9- Courbe de consommation prévisionnelle mensuelle des emplois 2022 sur supports budgétaires État**

Une variation sensible des emplois est observée entre août et septembre.

L'évolution d'ETPT coïncide avec le calendrier des campagnes d'emplois et les mouvements attendus lors cette rentrée universitaire 2022 (cohorte de doctorants : +15, élèves fonctionnaires stagiaires : +9, enseignants contractuels : +4, ainsi que les mutations, détachements, intégrations, recrutements en cours...).

### 3.2.3.4 Masse salariale globale et ETPT proposés au vote du conseil d'administration

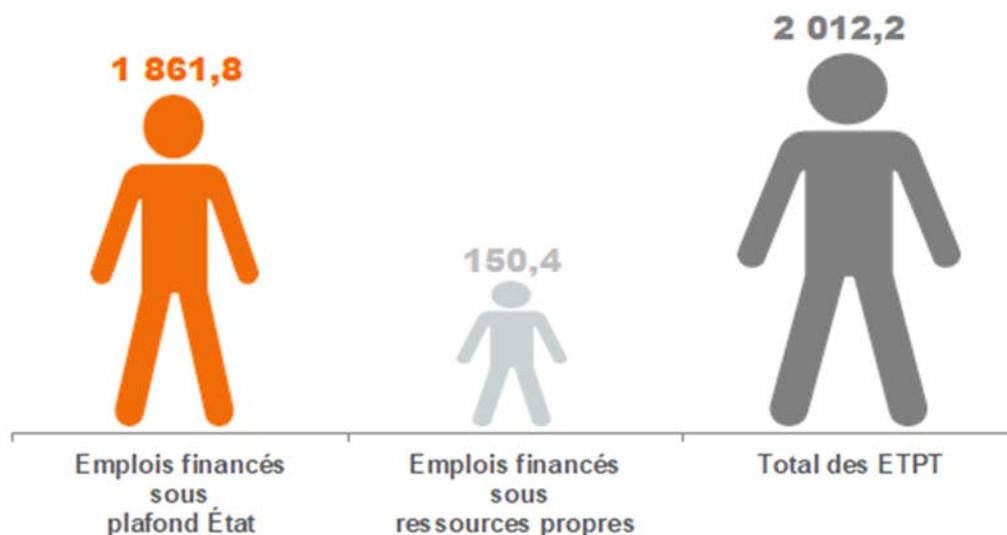


Figure 10 - Décomposition du plafond d'emplois prévisionnel (en ETPT)

Le plafond d'emplois se mesure en moyenne annualisée (ETPT).

Les emplois État (1 861,8 ETPT) et sur ressources propres (150,4 ETPT) se cumulent et forment le plafond d'emplois de l'établissement : 2 012,2 ETPT (-0,14% par rapport au précédent budget).

Emplois	BI 2022	BR 2022		
Élèves fonctionnaires stagiaires	900,0	891,3	-8,7	-1,0%
EC / Doc. contractuels	436,4	443,7	7,3	1,7%
BIATSS	522,3	526,8	4,5	0,9%
<b>Total</b>	<b>1 858,7</b>	<b>1 861,8</b>	<b>3,2</b>	<b>0,2%</b>
BIATSS	47,6	61,0	13,4	28,2%
EC / Doc. contractuels	108,8	89,4	-19,5	-17,9%
RP	156,4	150,4	-6,0	-3,9%
<b>Total</b>	<b>2 015,1</b>	<b>2 012,2</b>	<b>-2,9</b>	<b>-0,14%</b>

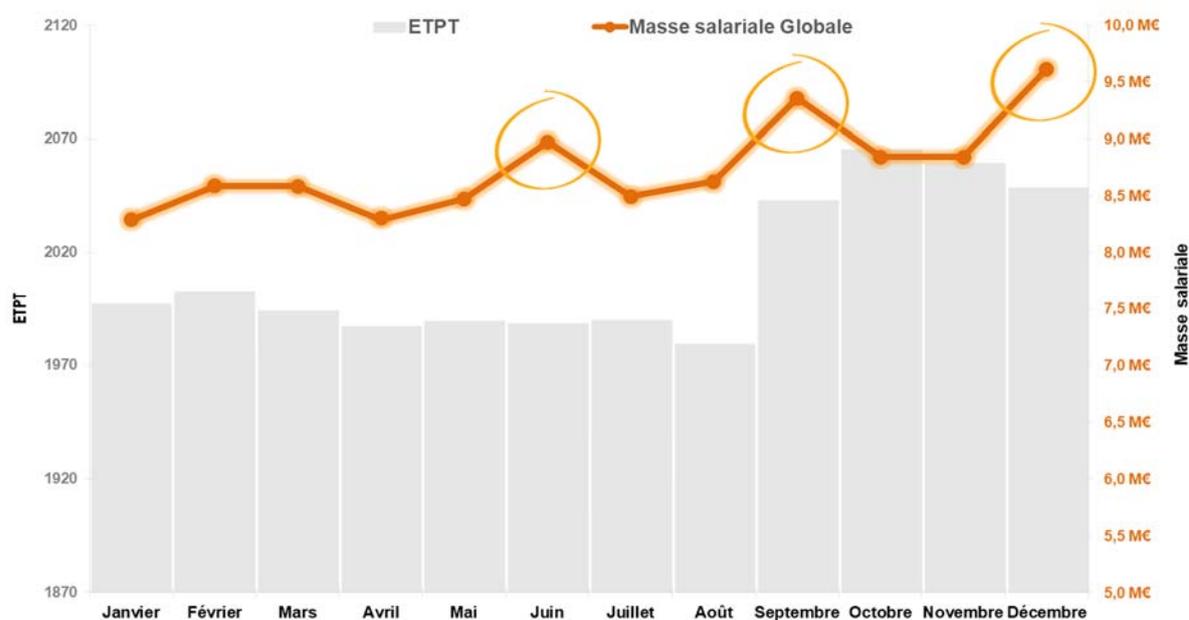


Figure 11 - Consommation mensuelle totale en ETPT et masse salariale globale

L'enveloppe de masse salariale globale de l'ENS de Lyon proposée au vote du conseil d'administration pour le budget rectificatif 2022 s'élève à **104 970 371 €** pour **2 012,2 ETPT**, dont :

Support budgétaire	MS	ETPT
État	97 703 936 €	1 861,8
Ressources propres	7 266 435 €	150,4
<b>ENSL</b>	<b>104 970 371 €</b>	<b>2 012,2</b>

### 3.2.3.4.1 Autres dépenses de masse salariale globalisée

Les dépenses globalisées de masse salariale sont constituées très majoritairement de la masse salariale Etat, mais également de dépenses financées via des ressources propres.

Ces dépenses sont évaluées à **1,65M€** au budget rectificatif 2022 soit +0,2M€ par rapport aux prévisions initiales.

Elles comprennent les rémunérations des jurys du concours d'entrée pour environ **706k€**. Elles sont en hausse de +50k€, ce qui correspond à la revalorisation de la rémunération des jurys SHS

Les principales autres rémunérations sont prévues pour des recrutements de doctorants, post-doctorants, ou encore des ingénieurs et techniciens en CDD dans les **structures de recherche**. Le montant total atteint **593k€** au BR 2022.

Les autres dépenses de masse salariale sur ressources propres (5,6M€) sont portées par des contrats de recherche fléchés (cf paragraphe 4.2.3).

## 4. Recettes et dépenses fléchées du budget rectificatif 2022

### De quoi parle-t-on ?

Les **recettes fléchées** constituent une exception au principe de globalisation des recettes et ont une utilisation prédéterminée par le financeur. Elles sont destinées à des dépenses explicitement identifiées, potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement. Ex : contrats de recherche.

### 4.1 Recettes fléchées du budget rectificatif 2022

Les recettes fléchées inscrites au BR 2022 sont estimées à **11 454 759€**, soit +1,76M€ en comparaison de la prévision initiale.

Les encaissements prévus se répartissent ainsi :

	Exécution 2019	Exécution 2020	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022	Variation BI/BR
ANR PIA IDEX	277 538 €	1 071 870 €	876 701 €	1 189 495 €	1 028 751 €	-160 744 €
ANR PIA hors IDEX	138 220 €	461 018 €	372 035 €	1 184 186 €	2 476 806 €	1 292 620 €
<b>Total ANR PIA</b>	<b>415 759 €</b>	<b>1 532 888 €</b>	<b>1 248 736 €</b>	<b>2 373 681 €</b>	<b>3 505 557 €</b>	<b>1 131 876 €</b>
ANR hors PIA	1 763 078 €	2 580 974 €	3 338 117 €	3 047 658 €	3 023 381 €	-24 277 €
Union Européenne	2 173 232 €	1 840 511 €	3 614 204 €	1 121 798 €	1 449 936 €	328 138 €
Région	270 005 €	179 367 €	137 381 €	1 003 522 €	1 105 567 €	102 045 €
Autres recettes	2 510 054 €	3 316 938 €	2 606 936 €	2 144 959 €	2 370 318 €	225 359 €
<b>Total recettes fléchées</b>	<b>7 132 128 €</b>	<b>9 450 678 €</b>	<b>10 945 374 €</b>	<b>9 691 618 €</b>	<b>11 454 759 €</b>	<b>1 763 141 €</b>

La hausse des prévisions d'encaissement trouve son origine dans l'obtention de nouveaux contrats de recherche.

Il est ainsi prévu un encaissement de 374k€ relatif au projet SFRI intitulé Graduate+, ou encore 269k€ pour des projets européens Marie Curie.

L'Ecole a obtenu 7 contrats plan de relance PEPR pour lesquels 460k€ d'encaissements sont prévus sur l'exercice 2022. Parmi ces projets, les 4 plus importants en volume (2,3M€) concernent le laboratoire de physique, dont des projets sur la thématique de la Physique Quantique pour un montant global pluriannuel de presque 2M€ (NISQ2LSQ et ROBUSTSUPERSQ)

Les derniers encaissements liés aux soldes des projets IDEX sont revus à la baisse par rapport au BI, passant de 732k€ à 616k€. Cela s'explique par le fait qu'il y a eu moins de dépenses que prévues, notamment en raison de la crise sanitaire, d'où des bilans financiers moins élevés.

## 4.2 Dépenses fléchées du budget rectificatif 2022

### 4.2.1 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement sur contrats fléchés s'élèvent à **4 228 755€** au BR 2022 en crédits de paiement (+0,66M€ par rapport au BI).

Selon la typologie de contrats, elles se répartissent comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

	Exécution 2019	Exécution 2020	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022	Variation BI/BR
ANR PIA IDEX	336 339 €	151 622 €	355 398 €	11 913 €	36 587 €	24 674 €
ANR PIA hors IDEX	124 761 €	25 767 €	38 275 €	260 324 €	483 673 €	223 349 €
<b>Total ANR PIA</b>	<b>461 100 €</b>	<b>177 389 €</b>	<b>393 673 €</b>	<b>272 237 €</b>	<b>520 260 €</b>	<b>248 023 €</b>
ANR hors PIA	609 739 €	60 340 €	513 928 €	1 169 938 €	1 211 113 €	41 175 €
Union Européenne	494 142 €	133 660 €	350 352 €	667 427 €	842 486 €	175 059 €
Région	154 818 €	77 454 €	170 696 €	498 860 €	481 678 €	-17 182 €
Autres	780 574 €	550 825 €	728 626 €	962 258 €	1 173 218 €	210 960 €
<b>Fonctionnement fléché en crédits de paiement</b>	<b>2 500 373 €</b>	<b>999 667 €</b>	<b>2 157 275 €</b>	<b>3 570 720 €</b>	<b>4 228 755 €</b>	<b>658 035 €</b>

L'augmentation entre le BI et le BR 2022 s'explique en premier lieu par l'obtention de nouveaux projets qui vont générer des dépenses de fonctionnement, comme par exemple 100k€ prévus pour la SFRI ou bien 57k€ pour des contrats du dispositif plan de relance PEPR.

Deux remboursements de trop perçus sur des opérations annulées sont inscrits pour un montant total de 312k€.

Dans un cas, un financement de la FRM versé en totalité (204k€) pour le financement d'une thèse s'est arrêté suite à la démission de la candidate au bout de quelques mois.

Dans l'autre cas, le contrat européen REACHING OUT obtenu en 2016 et dont le préfinancement de 195k€ a été versé la même année a été arrêté au bout de 6 mois suite au départ du coordinateur du projet.

## 4.2.2 Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement sur contrats fléchés sont évaluées à **4 128 813€** en crédits de paiement pour ce budget rectificatif, soit +0,5M€ en comparaison du BI.

	Exécution 2019	Exécution 2020	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022	Variation BI/BR
ANR PIA IDEX	22 729 €	95 524 €	469 485 €	10 000 €	1 912 €	-8 088 €
ANR PIA hors IDEX	321 505 €	54 521 €	499 584 €	1 234 146 €	2 026 427 €	792 281 €
<b>Total ANR PIA</b>	<b>344 233 €</b>	<b>150 045 €</b>	<b>969 069 €</b>	<b>1 244 146 €</b>	<b>2 028 339 €</b>	<b>784 193 €</b>
ANR hors PIA	203 726 €	320 044 €	162 941 €	338 032 €	327 479 €	-10 553 €
Union Européenne	88 313 €	629 835 €	23 592 €	1 123 743 €	553 039 €	-570 704 €
Région	103 464 €	118 218 €	52 225 €	47 895 €	24 578 €	-23 317 €
Autres	772 723 €	566 413 €	104 675 €	864 543 €	1 195 378 €	330 836 €
<b>Investissement fléché en crédits de paiement</b>	<b>1 512 459 €</b>	<b>1 784 555 €</b>	<b>1 312 502 €</b>	<b>3 618 358 €</b>	<b>4 128 813 €</b>	<b>510 455 €</b>

Les dépenses d'investissements passent de 3,62M€ à 4,13M€ par rapport au BI 2022. Cette hausse s'explique notamment par des prévisions d'achats d'équipements financés sur de nouveaux financements obtenus en 2022. C'est le cas par exemple des contrats plan de relance PEPR pour lesquels 357k€ de crédits d'investissement supplémentaires sont inscrits à ce BR sur les seuls projets de Physique Quantique, ou encore d'un nouveau LABEX Imust « Tricope » qui prévoit l'acquisition d'un rhéomètre pour 144k€.

En parallèle, certaines dépenses prévues au budget initial sont revues à la baisse ou reprogrammées sur les années ultérieures. Ainsi, l'achat d'un cryomicroscope à 2M€ financé sur un contrat Equipex devait être lancé en 2022 pour une livraison en 2023. Mais l'impossibilité technique de construire un bâtiment pour accueillir cet équipement sur le site Monod décale ce projet d'achat.

### 4.2.3 La masse salariale

Les dépenses de masse salariale sur contrats fléchés sont inscrites à hauteur de **5 619 152€** au BR 2022 (-0,17M€).

	Exécution 2019	Exécution 2020	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022	Variation BI/BR
ANR PIA IDEX	327 575 €	446 825 €	1 110 350 €	354 530 €	348 949 €	-5 581 €
ANR PIA hors IDEX	380 082 €	612 168 €	87 067 €	377 868 €	352 950 €	-24 918 €
<b>Total ANR PIA</b>	<b>707 657 €</b>	<b>1 058 993 €</b>	<b>1 197 417 €</b>	<b>732 398 €</b>	<b>701 899 €</b>	<b>-30 499 €</b>
ANR hors PIA	853 504 €	1 030 887 €	1 095 454 €	2 182 193 €	2 044 759 €	-137 434 €
Union Européenne	649 862 €	805 116 €	921 540 €	990 646 €	1 052 800 €	62 154 €
Région	169 299 €	322 621 €	236 552 €	291 535 €	349 784 €	58 249 €
Autres	1 300 205 €	1 308 127 €	1 640 884 €	1 593 453 €	1 469 910 €	-123 543 €
<b>Masse salariale fléchée</b>	<b>3 680 527 €</b>	<b>4 525 744 €</b>	<b>5 091 847 €</b>	<b>5 790 225 €</b>	<b>5 619 152 €</b>	<b>-171 073 €</b>

Des recrutements de contractuels financés sur contrats fléchés sont prévus pour environ 130 ETPT (équivalents temps plein) sur l'ensemble de l'année 2022. Ce sont très majoritairement des doctorants et post-doctorants qui travaillent sur les projets de recherche financés par les contrats de recherche fléchés.

## 5. Indicateurs et ratios budgétaires et comptables

		Exécution 2019	Exécution 2020	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022	Variation BI/BR
<b>Résultat</b>	ENS de Lyon	2 733 557 €	3 272 574 €	2 864 259 €	1 984 322 €	<b>-2 551 801 €</b>	-4 536 123 €
	BDL	0 €	0 €	0 €	0 €	<b>0 €</b>	0 €
	<b>TOTAL résultat</b>	2 733 557 €	3 272 574 €	2 864 259 €	1 984 322 €	<b>-2 551 801 €</b>	-4 536 123 €
<b>Capacité d'autofinancement (CAF)</b>	ENS de Lyon	4 966 922 €	6 153 447 €	5 868 321 €	4 703 798 €	<b>742 078 €</b>	-3 961 720 €
	BDL	28 604 €	25 140 €	25 248 €	31 741 €	<b>21 644 €</b>	-10 097 €
	<b>TOTAL CAF</b>	4 995 526 €	6 178 587 €	5 893 570 €	4 735 539 €	<b>763 722 €</b>	-3 971 817 €
<b>Fonds de roulement</b>	ENS de Lyon	18 234 248 €	21 187 782 €	21 473 259 €	15 999 581 €	<b>15 526 408 €</b>	-473 173 €
	BDL	245 227 €	247 551 €	242 783 €	238 498 €	<b>233 840 €</b>	-4 658 €
	<b>TOTAL fonds de roulement</b>	18 479 475 €	21 435 333 €	21 716 042 €	16 238 079 €	<b>15 760 248 €</b>	-477 831 €
<b>Solde budgétaire</b>	ENS de Lyon	-1 708 179 €	3 578 746 €	4 066 319 €	-6 495 256 €	<b>-9 730 508 €</b>	-3 235 252 €
	BDL	36 553 €	-23 061 €	-14 764 €	4 241 €	<b>-48 943 €</b>	-53 184 €
	<b>TOTAL solde budgétaire</b>	-1 671 626 €	3 555 685 €	4 051 555 €	-6 491 015 €	<b>-9 779 451 €</b>	-3 288 436 €
<b>Trésorerie</b>	ENS de Lyon	25 615 235 €	28 709 805 €	32 942 461 €	21 440 952 €	<b>22 536 953 €</b>	1 096 001 €
	BDL	244 524 €	241 421 €	243 693 €	214 496 €	<b>169 750 €</b>	-44 746 €
	<b>TOTAL trésorerie</b>	25 859 759 €	28 951 226 €	33 186 154 €	21 655 448 €	<b>22 706 703 €</b>	1 051 255 €

Le résultat, la capacité d'autofinancement et le niveau de fonds de roulement sont calculés en droits constatés. Les dépenses non décaissables (sans impact sur la trésorerie) sont prises en compte : amortissements, provisions, cautions des résidences étudiantes, dépenses réalisées en attente de factures.

En recettes, ce sont les éléments non encaissables qui sont intégrés en droits constatés et couvrent ainsi : les recettes d'amortissement, les reprises sur provision, et les recettes en attente d'encaissement. Tous ces indicateurs sont présentés dans l'annexe 6 : tableau de situation patrimoniale.

Quant au solde budgétaire, il s'agit d'un indicateur GBCP présenté dans l'annexe 2 : tableau des autorisations budgétaires.

### 5.1.1 Le solde budgétaire du BR 2022

#### De quoi parle-t-on ?

Le **solde budgétaire** correspond à l'écart entre les recettes encaissées et les crédits de paiement (=dépenses décaissées). Il s'agit du flux de trésorerie généré par l'activité de l'établissement.

Le solde budgétaire n'est pas obligatoirement à l'équilibre : il peut être excédentaire ou déficitaire.

Le solde budgétaire est déficitaire de **-9 779 451€** pour ce BR 2022 soit -3,3M€ par rapport aux prévisions initiales.

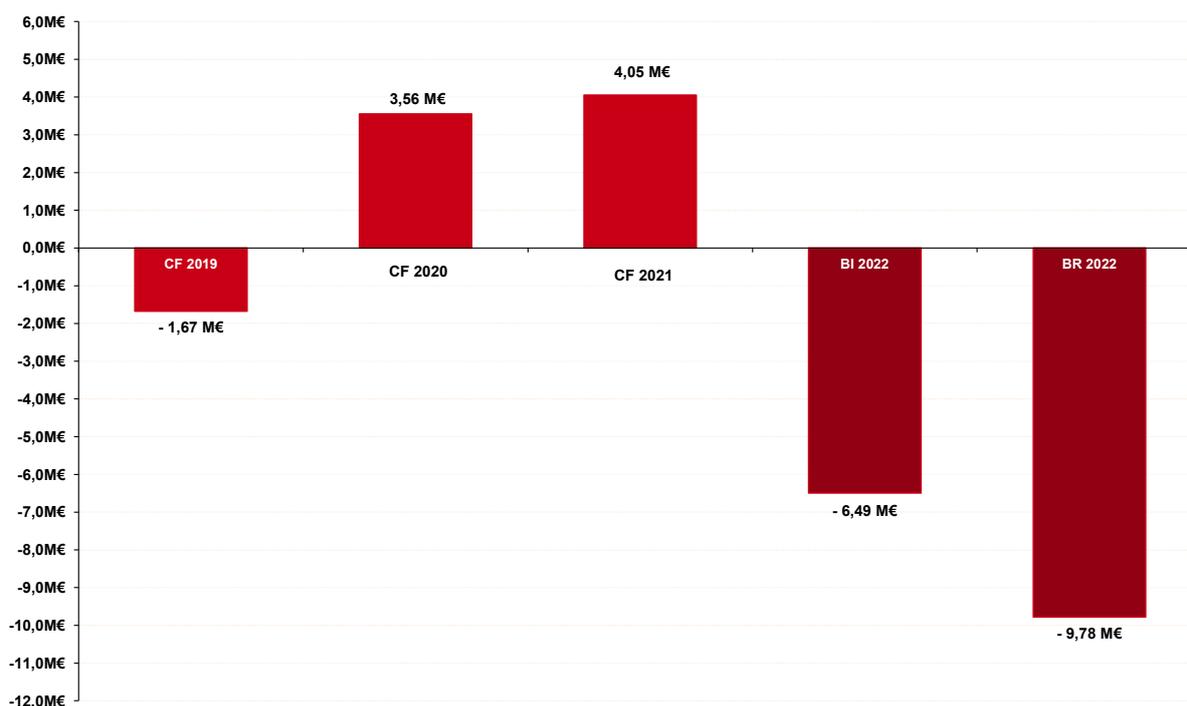


Figure 11 : évolution du solde budgétaire depuis le compte financier 2019 (données prévisionnelles en 2022)

Le solde budgétaire est déficitaire pour 7,96M€ sur les opérations annuelles non fléchées. Cela se justifie principalement par 5,6M€ de crédits de paiement prévus en investissement au BR 2022 afin de mener les projets de l'établissement : aménagements et travaux portés par la Direction du Patrimoine ou encore le PPI 2022 de la VP Recherche par exemple. Il y a également la prise en compte des dépenses de fonctionnement supplémentaires relatives aux fluides.

Ce solde budgétaire négatif au BR 2022 s'explique également par les opérations fléchées qui ont un impact de 2,52M€ comme constaté en annexe budgétaire n°8. Les opérations pluriannuelles fléchées ont un impact significatif sur la trésorerie du fait de volumes d'encaissements et de décaissements pouvant être décalés sur des exercices différents.

## 5.1.2 La trésorerie du BR 2022

### De quoi parle-t-on ?

Il s'agit des liquidités dont l'École dispose quoiqu'il arrive et quasi immédiatement.

La trésorerie est depuis le décret GBCP gérée à la fois en comptabilité budgétaire, en encaissements (recettes encaissées) et décaissements (crédits de paiement) et en comptabilité générale (compte financier de classe 5).

Le BR 2022 prévoit une mobilisation de la trésorerie pour 10,48M€, ce qui porte le niveau de la trésorerie de l'établissement à **22,71M€** fin 2022 soit 57 jours (seuil d'alerte = 30 jours).

Ce montant est calculé en prenant en compte comme base de départ le niveau de trésorerie constaté au 31/12/2021 qui s'élevait à 33,19M€.

Au vu du tableau 4 présenté en annexe, ce prélèvement sur la trésorerie en 2022 s'explique par :

- un solde budgétaire déficitaire de 9,78M€
- un décalage déficitaire de 0,7M€ entre les encaissements et décaissements liés aux opérations non budgétaires présentées dans le tableau 5 "opérations pour comptes de tiers"

La différence entre le niveau prévisionnel de la trésorerie et celui du fonds de roulement entraîne un besoin en fonds de roulement (BFR) de -6,95M€. Le besoin en fonds de roulement correspond à la somme que l'établissement doit financer pour couvrir le besoin résultant des décalages de trésorerie entre les entrées et les sorties.

La prévision de cet indicateur étant négative, l'établissement n'a pas de difficulté majeure dans la mesure où sa trésorerie couvre ses besoins.

## 5.1.3 Les restes-à-payer

Les restes-à-payer (RAP) font partie des indicateurs significatifs introduits par le décret GBCP. Ils permettent en effet d'appréhender la soutenabilité budgétaire de l'établissement à moyen et long terme. Ils représentent un montant inéluctable des décaissements à venir.

L'évolution des RAP, la durée sur laquelle ils s'étalent ainsi que les ressources permettant de couvrir les futurs décaissements constituent des points d'analyse essentiels de la soutenabilité budgétaire.

Le niveau final des restes-à-payer au 31/12/2022 pour l'ENS de Lyon est estimé à **49,78M€**. Ce montant figure dans l'annexe budgétaire intitulée « tableau de synthèse budgétaire et comptable ».

Le tableau 9 des opérations pluriannuelles permet d'identifier les principaux volumes de restes-à-payer par catégorie, qui sont le loyer du contrat de partenariat et les contrats d'enseignement (représentant à eux seuls 75% des restes-à-payer).

Nous constatons en effet que 24M€ de restes-à-payer concernent le loyer du contrat de partenariat public-privé, soit 48% de l'ensemble des restes-à-payer de l'établissement.

Les contrats d'enseignement constituent quant à eux 13,2M€ des restes-à-payer soit 26% du total des RAP. Ce volume important s'explique par l'intégration dans cette catégorie des reversements CDSN auprès des établissements partenaires, pour lesquels les engagements sont pris pour une durée de 3 ans pour chaque promotion d'étudiants.

## 5.1.4 Les ratios en comptabilité budgétaire

### 5.1.4.1.1 Poids relatif des dépenses de personnel

Ce ratio permet d'indiquer le degré de "rigidité" du budget lié à la part des dépenses destinées à la rémunération des personnels. Il se calcule à l'appui du tableau 2 des annexes réglementaires : dépenses de personnel / dépenses totales hors investissement.

2019	2020	2021	BI 2022	BR 2022
76,6%	76,8%	77,5%	75,8%	73,6%

Le transfert des CDSN depuis 2018 fait baisser le poids des dépenses de personnel par rapport à l'ensemble des dépenses de l'établissement.

### 5.1.4.1.2 Poids relatif des recettes propres

Cet indicateur mesure le degré de dépendance de l'établissement vis-à-vis des financements publics. Il se calcule à l'appui du tableau 2 des annexes réglementaires : recettes propres (globalisées et fléchées) / total des recettes.

2019	2020	2021	BI 2022	BR 2022
6,3%	5,6%	4,9%	6,0%	6,1%

La SCSP est la principale ressource de l'établissement, ce qui explique logiquement une dépendance élevée aux financements publics..

### 5.1.4.1.3 Poids des crédits de paiement issus d'engagements pris antérieurement

Cet indicateur permet de préciser les hypothèses de budgétisation retenues pour déterminer le volume de crédits de paiement de l'année. Il permet également de mesurer le poids des décaissements inéluctables, car liés à des engagements déjà pris qu'il conviendra d'honorer quoiqu'il arrive, par rapport aux décaissements sur lesquels des marges de manœuvre existent davantage. Le calcul est : montant des CP relatifs à des AE consommées sur exercices antérieurs / montant total des CP de l'année issu du tableau 2.

2019	2020	2021	BI 2022	BR 2022
6,2%	6,7%	5,7%	5,0%	5,3%

En comparaison de 2020 et 2021, le poids des crédits de paiement issus d'engagements antérieurs prévus en 2022 est en diminution. Cela signifie que l'établissement a moins d'engagements à dénouer liés aux années antérieures.

#### 5.1.4.1.4 Poids relatif des restes à payer

Ce ratio permet de mesurer le degré de rigidité de la dépense (hors dépenses de personnel) et l'inertie générée par les engagements pris au cours de l'exercice et des exercices précédents. Il se calcule comme tel : restes-à-payer (tous exercices confondus) issus du tableau de synthèse budgétaire et comptable / montant des CP de l'année hors personnel issus du tableau 2 en annexe.

2019	2020	2021	BI 2022	BR 2022
114,4%	117,8%	107,7%	102,3%	102,3%

Les restes-à-payer de notre établissement concernent majoritairement les engagements pris pour de nombreuses années.

#### 5.1.4.1.5 Poids des charges à payer au sein des restes à payer

Il permet de mesurer le poids des reste-à-payer les plus imminents. Si le pourcentage est élevé, il doit attirer l'attention sur la capacité ou non de l'établissement à faire face à cette sortie de trésorerie à venir. Il se calcule ainsi : charges à payer issues de la balance de comptabilité générale / restes-à-payer issus du tableau de synthèse budgétaire et comptable.

2019	2020	2021	BI 2022	BR 2022
8,2%	6,4%	14,1%	5,7%	5,3%

Le taux plutôt faible prévu au BR signifie que l'établissement peut honorer sur l'exercice 2022 les décaissements liés à des dépenses rattachées comptablement à l'exercice 2021.

## 5.2.1 Le résultat du BR 2022

### De quoi parle-t-on ?

Le **résultat net comptable** correspond au bénéfice ou à la perte de la période, mesuré par la différence entre les produits et les charges (au sens comptable) de l'exercice. Il mesure les ressources nettes restant à l'établissement à l'issue de l'exercice.

**Calcul** : = Montant des recettes de fonctionnement (classe 7) – Montant des dépenses de fonctionnement (classe 6)

Le résultat prévisionnel de ce budget rectificatif est déficitaire. Il est estimé à **-2 551 801€**.

Il se calcule, en droits constatés, par des produits s'élevant à 148,53M€ et des charges de personnel et de fonctionnement à hauteur de 151,08M€.

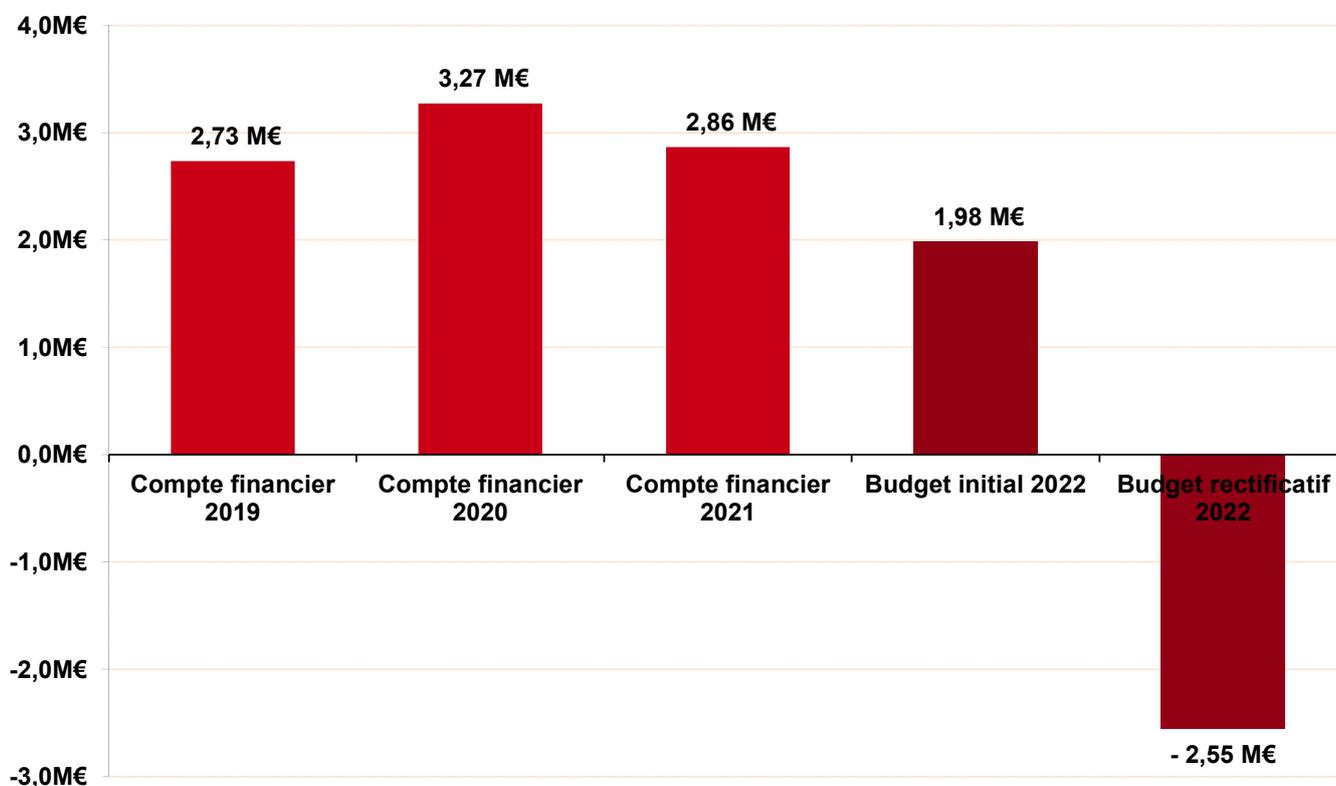


Figure 12 : évolution du résultat depuis le compte financier 2019 (résultat prévisionnel en 2022)

La variation de 4,5M€ en comparaison du budget initial trouve principalement son explication par :

- la situation conjoncturelle (3,3M€ de diminution du résultat)
  - 1,6M€ de charges supplémentaires pour les fluides
  - 1M€ de charges relatives aux hausses du SMIC, non compensées en produits par l'Etat
  - 0,6M€ de besoins supplémentaires liés à la reprise de l'activité des missions de l'École telles que les bourses de mobilités étudiantes par exemple
  
- les mesures à l'initiative de l'établissement (1,5M€ de diminution du résultat)
  - 0,4M€ pour la politique indemnitaire RIFSEEP
  - 0,5M€ de variation d'emplois 2022
  - 0,6M€ de charges supplémentaires majoritairement pour les coûts de maintenance et réparation non-alloués au budget initial mais nécessaires au fonctionnement de l'établissement
  
- les opérations non budgétaires (0,6M€ de diminution du résultat)
  - hausse de 116k€ de la charge d'amortissement non-neutralisé
  - 500k€ de provisions non prévues au BI relatives au jugement du tribunal administratif sur les cotisations UdL
  
- des recettes supplémentaires (1M€ d'augmentation du résultat )
  - ajustement de la prévision de la SCSP et des recettes de mises à disposition de personnel pour 385k€
  - nouvelles recettes pour 687k€ dont principalement la contribution UdL pour le M8

## 5.2.2 La capacité d'autofinancement (CAF) du BR 2022

### De quoi parle-t-on ?

La **capacité d'autofinancement (CAF)** correspond à l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de l'établissement et dont il pourrait disposer pour couvrir ses autres besoins. Elle mesure donc la capacité de ce dernier à financer, sur ses propres ressources, les besoins liés à son existence, tels que les investissements ou les remboursements de dettes.

#### Calcul (méthode additive) :

##### Résultat Net Comptable

- + Charges calculées (amortissements et provisions)
- Reprise sur charges calculées (reprises sur amortissements - dotation sur amortissements)
- + Valeur Nette Comptable d'éléments d'Actif Cédés
- Produits de Cession d'éléments d'Actif
- Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice

L'établissement a une capacité d'autofinancement de **763 722€** pour ce BR 2022.

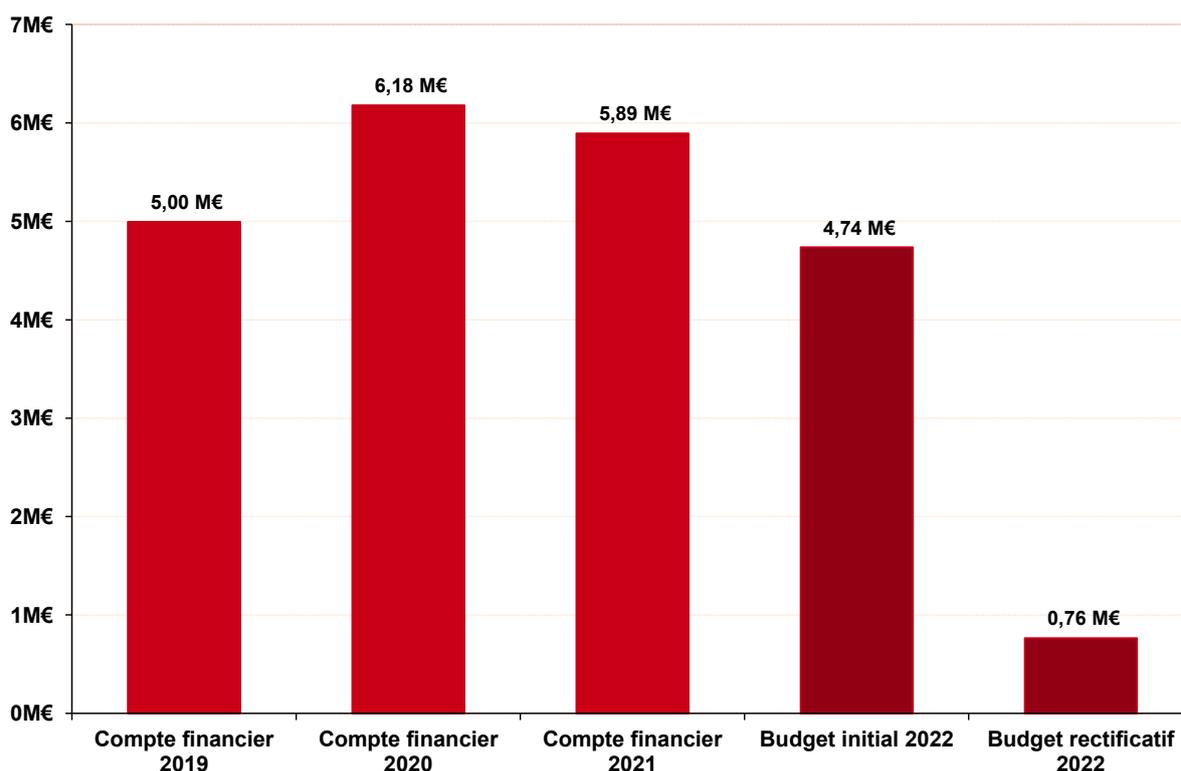


Figure 13 : évolution de la capacité d'autofinancement depuis le compte financier 2019 (CAF prévisionnelle en 2022)

Cette CAF très faible est la conséquence directe du résultat prévisionnel fortement déficitaire. L'annexe n°6 de situation patrimoniale montre que le niveau très bas de cette capacité d'autofinancement entraîne logiquement une forte diminution des ressources de l'établissement par rapport aux prévisions initiales (-3M€). L'ENS de Lyon ne peut donc pas couvrir l'ensemble de ses emplois (=dépenses d'investissement) et doit mobiliser son fonds de roulement pour y pallier.

### 5.2.3 Le fonds de roulement du BR 2022

#### De quoi parle-t-on ?

Le **fonds de roulement** constitue un excédent de ressources stables qui va permettre de financer une partie des besoins à court terme de l'établissement appelés autrement besoins en fonds de roulement.

En comptabilité budgétaire, il correspond à la somme des excédents que l'établissement a dégagé au cours du temps.

**Calcul** = Ressources stables (capitaux propres et provisions) – Actifs stables (actif immobilisé)

Si le fonds de roulement est positif, l'équilibre financier est donc respecté et l'établissement dispose grâce au fonds de roulement d'un excédent de ressources stables qui lui permettra de financer ses autres besoins de financement à court terme.

Le résultat déficitaire et la faible capacité d'autofinancement ont une répercussion sur le fonds de roulement de l'établissement qui ne peut pas couvrir l'ensemble de ses emplois par ses seules ressources.

L'ENS de Lyon est ainsi contrainte de prévoir un prélèvement sur son fonds de roulement de 5,96M€ à ce budget rectificatif.

Le fonds de roulement 2022 de l'établissement s'élève à **15 760 248€** représentant 40 jours de fonctionnement (le seuil d'alerte fixé par Bercy est de 15 jours). Pour rappel, le fonds de roulement constaté au 31/12/2021 était de 21,72M€ soit 59 jours de fonctionnement.

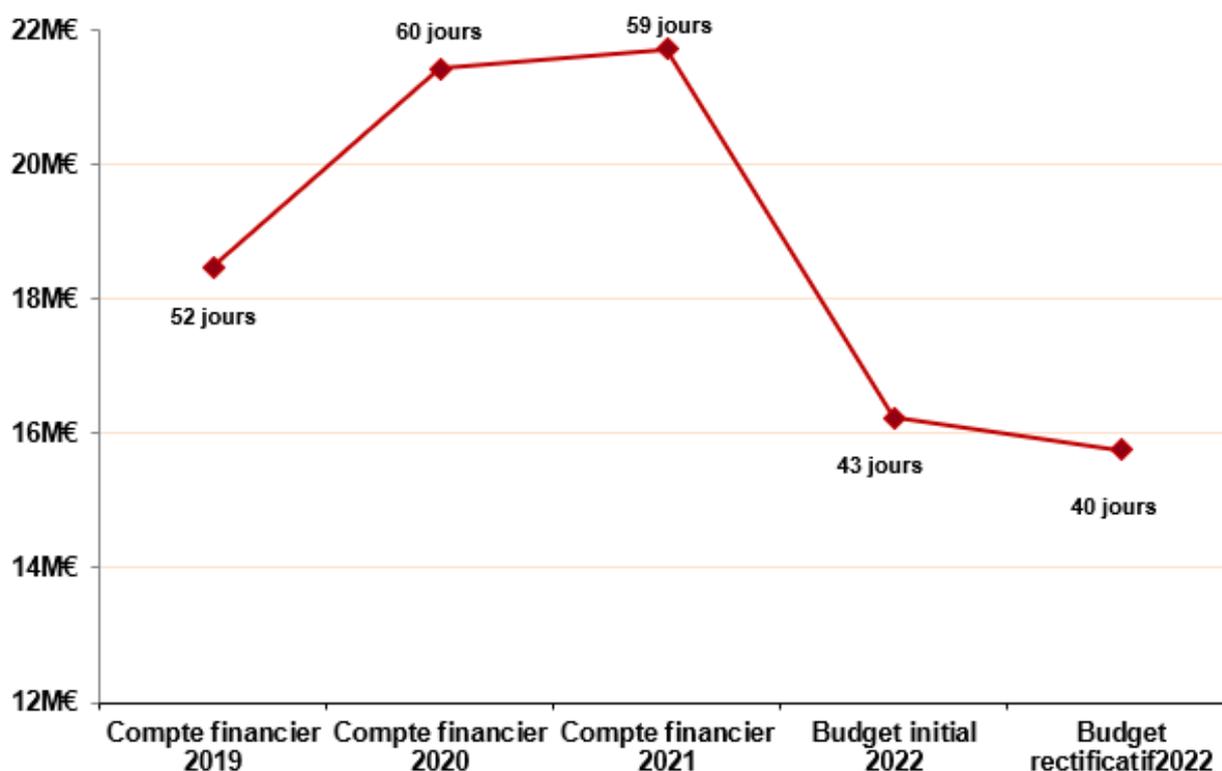


Figure 14 : évolution du fonds de roulement depuis le compte financier 2019 (prévisions en 2022)

Ce prélèvement du fonds de roulement prévu en 2022 pour absorber la forte inflation des coûts de l'énergie et la revalorisation du SMIC non compensée par l'Etat est inédit et exceptionnel.

Face à cet aléa, le fonds de roulement mobilisable pour des projets d'investissement se trouve fortement impacté. Des décisions devront être prises pour geler certaines opérations immobilières.

Cette situation financière devrait perdurer en 2023. Ainsi, l'établissement se verra obligé de prendre rapidement des orientations en optimisant ses charges de fonctionnement et de masse salariale État, et en limitant au minimum les nouveaux projets à lancer. Ces éléments seront inscrits dans la lettre d'orientations budgétaires 2023 avec toutes les incertitudes actuelles (coûts de l'énergie...).

## 5.2.4 Les ratios en comptabilité générale

Les ratios présentés sont des indicateurs d'analyse dont le ministère de l'action et des comptes publics recommande l'usage dans la circulaire des opérateurs transmise à chaque ministère. Le rectorat de l'académie de Lyon s'appuie également sur ces ratios afin d'apprécier la trajectoire financière et budgétaire de notre établissement.

Pour précision, certains de ces ratios sont déjà intégrés dans le corps de ce rapport et n'apparaissent donc pas dans ce paragraphe, comme le fonds de roulement en nombre de jours par exemple.

Les données utilisées pour calculer ces ratios sont celles issues du tableau 6 de situation patrimoniale, qui se trouve parmi les annexes réglementaires de ce rapport.

### 5.2.4.1.1 Poids des charges décaissables de fonctionnement général

Ce ratio mesure l'évolution dans le temps du poids relatif des charges de fonctionnement décaissables, hors charges de masse salariale. Il se calcule de la manière suivante : charges décaissables de fonctionnement / produits encaissables.

2019	2020	2021	BI 2022	BR 2022
22,5%	22,4%	23,9%	25,0%	26,9%

Depuis 2017, le poids des charges de fonctionnement augmente. Cela s'explique principalement par le transfert de l'Etat des financements relatifs aux CDSN, dont une grande partie est reversée en fonctionnement par l'ENS de Lyon aux établissements dans lesquels les doctorants vont effectuer leur thèse. Au BR 2022, le poids des charges de fonctionnement doit sa hausse aux surcoûts des dépenses d'énergie.

### 5.2.4.1.2 Dépendance aux financements de l'État

Cet indicateur mesure la dépendance de l'établissement à la subvention pour charges de service public et aux éventuelles autres subventions de l'État. Il se calcule de la manière suivante : ressources propres encaissables / produits encaissables. Une vigilance est à avoir si ce taux se situe entre 13% et 15%, et une alerte s'il est inférieur à 13%.

2019	2020	2021	BI 2022	BR 2022
15,9%	15,4%	16,3%	18,2%	18,7%

Pour ce BR, les ressources propres encaissables représentent 18,2% des produits encaissables. La dépendance de notre établissement aux financements de l'Etat demeure élevée, la subvention pour charges de service public (SCSP) étant la principale recette de l'Ecole.

### 5.2.4.1.3 Taux de déficit

Ce ratio éclaire sur l'envergure du résultat de l'établissement. Le mode de calcul pour déterminer cet indicateur est le suivant : résultat / total des recettes de la classe 7.

2019	2020	2021	BI 2022	BR 2022
2,0%	2,3%	2,0%	1,3%	-1,7%

Pour ce BR 2022, cet indicateur est en nette baisse et se retrouve même négatif donc sous le seuil d'alerte. Cela s'explique par la prévision du résultat déficitaire qui tient compte du surcoût des dépenses d'énergie et de la non-compensation de la revalorisation du SMIC.

#### 5.2.4.1.4 Poids des charges de personnel

Ce ratio, appelé aussi taux de saturation, permet de mesurer le poids des charges de personnel par rapport à l'ensemble des produits encaissables de l'établissement. Une vigilance est à avoir si ce taux se situe entre 82% et 83%, et une alerte s'il dépasse 83%.

2019	2020	2021	BI 2022	BR 2022
73,7%	73,0%	71,8%	71,7%	72,5%

La tendance du poids des charges de personnel est à la baisse depuis 2017. Cet indicateur est toutefois à analyser avec précaution. En effet, le transfert des financements des CDSN par l'Etat augmente les produits de l'établissement, mais les dépenses de masse salariale n'augmentent pas en miroir puisque les versements aux établissements partenaires sont réalisés en fonctionnement.

#### 5.2.4.1.5 Taux d'autofinancement

Ce ratio permet de mesurer l'amélioration ou la dégradation de la capacité d'autofinancement (CAF) par rapport à l'ensemble des produits encaissables. Une vigilance est à avoir si ce taux se situe entre 0,5% et 1%, et une alerte s'il est en dessous de 0,5%.

2019	2020	2021	BI 2022	BR 2022
3,8%	4,6%	4,3%	3,3%	0,5%

Le taux d'autofinancement prévu au BR est en baisse, ce qui est la conséquence du résultat déficitaire. Ce taux demeure toutefois sous les seuils de vigilance et d'alerte.

## 6. Annexes réglementaires

### 6.1 Annexe 1 : tableau des emplois

TABLEAU DES EMPLOIS

TABLEAU DES EMPLOIS - BUDGET RECTIFICATIF 2022						
CATEGORIES D'EMPLOIS	NATURE DES EMPLOIS		EMPLOIS - ARTICLE L712-9		NOMBRE D'EMPLOIS	
			EN EPT	EN EPT	EN EPT	EN EPT
ENSEIGNANTS, ENSEIGNANTS -CHERCHEURS, CHERCHEURS	PERMANENTS	TITULAIRES	227,6			227,6
		CDI	1,0			1,0
	NON PERMANENTS	CDD	215,1		89,4	304,5
<b>SOUS TOTAL EC</b>			<b>443,7</b>		<b>89,4</b>	<b>533,1</b>
<b>ELEVES FONCTIONNAIRES STAGIAIRES</b>						
BIATSS	PERMANENTS	TITULAIRES	416,3			416,3
		CDI	31,3			31,3
	NON PERMANENTS	CDD	79,2		61,0	140,2
<b>SOUS TOTAL BIATSS</b>			<b>526,8</b>		<b>61,0</b>	<b>587,8</b>
<b>TOTAL</b>			<b>1 861,8</b>		<b>150,4</b>	<b>2 012,2</b>
<b>PLAFOND DES EMPLOIS FIXÉS PAR L'ÉTAT</b>			<b>1 976</b>			
<b>AUTRES EMPLOIS</b>						<b>150,4</b>
<b>PLAFOND GLOBAL DES EMPLOIS PROPOSÉ AU CONSEIL D'ADMINISTRATION</b>						<b>2012,2</b>

## 6.2 Annexe 2 : tableau des autorisations budgétaires

### 6.2.1 Tableau des autorisations budgétaires établissement

Tableau 2 : Tableau des autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire établissement (ENS de Lyon + BDL)

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	DÉPENSES						RECETTES			
	BI 2022		BR 2022		VARIATION		BI 2022	BR 2022	VARIATION	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP				
Personnel	103 109 350 €	103 109 350 €	104 970 371 €	104 970 371 €	1 861 021 €	1 861 021 €	132 404 362 €	831 558 €	Recettes globalisées	
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	30 033 200 €	30 033 200 €	30 397 229 €	30 397 229 €	364 029 €	364 029 €	121 345 874 €	120 346 €	Subvention pour charges de service public	
<i>Intra-annuel</i>	97 319 125 €	97 319 125 €	99 351 219 €	99 351 219 €	2 032 094 €	2 032 094 €	0 €	0 €	Autres financements de l'Etat	
<i>Plus-annuel</i>	5 790 225 €	5 790 225 €	5 619 152 €	5 619 152 €	-171 073 €	-171 073 €	140 000 €	0 €	Fiscalité affectée	
Fonctionnement	34 845 898 €	32 867 689 €	48 144 770 €	37 717 485 €	13 298 872 €	4 749 796 €	3 071 295 €	575 820 €	Autres financements publics	
<i>Intra-annuel</i>	18 975 061 €	17 638 061 €	21 350 627 €	20 432 053 €	2 375 568 €	2 793 982 €	7 711 801 €	135 392 €	Recettes propres	
<i>Plus-annuel</i>	15 870 837 €	15 229 628 €	26 794 143 €	17 285 442 €	10 923 306 €	1 955 804 €				
<i>dont reversements CDSN</i>	12 372 341 €	10 685 918 €	21 296 658 €	11 458 687 €	8 821 317 €	797 789 €				
Intervention							324 699 €	698 564 €	Financements de l'Etat fléchés	
Investissement	14 119 096 €	11 678 388 €	11 666 370 €	10 950 706 €	-2 453 726 €	-727 682 €	8 576 935 €	1 266 078 €	Autres financements publics fléchés	
<i>Intra-annuel</i>	6 675 740 €	6 420 030 €	5 397 001 €	5 494 883 €	-1 478 739 €	-925 137 €	7 89 984 €	123 198 €	Recettes propres fléchées	
<i>Plus-annuel</i>	7 243 356 €	5 258 358 €	6 269 369 €	5 455 823 €	-974 967 €	197 455 €				
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>152 074 344 €</b>	<b>147 755 437 €</b>	<b>164 780 511 €</b>	<b>153 638 572 €</b>	<b>12 706 167 €</b>	<b>5 883 135 €</b>	<b>141 264 422 €</b>	<b>2 694 699 €</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>	
<b>SOLDE BUDGÉTAIRE (excédent)</b>							<b>-6 495 256 €</b>	<b>-9 779 451 €</b>	<b>SOLDE BUDGÉTAIRE (déficit)</b>	

## 6.2.2 Tableau des autorisations budgétaires ENS de Lyon

Tableau 2 : Tableau des autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire ENS de Lyon

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DÉPENSES										RECETTES			
	BI 2022		BR 2022		VARIATION		BI 2022	BR 2022	VARIATION				
	AE	CP	AE	CP	AE	CP							
<b>Personnel</b>	<b>103 088 350 €</b>	<b>103 088 350 €</b>	<b>104 905 871 €</b>	<b>104 905 871 €</b>	<b>1 817 521 €</b>	<b>1 817 521 €</b>	<b>130 503 828 €</b>	<b>131 336 983 €</b>	<b>833 155 €</b>	<b>Recettes globalisées</b>			
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	<i>30 033 200 €</i>	<i>30 033 200 €</i>	<i>30 397 229 €</i>	<i>30 397 229 €</i>	<i>364 029 €</i>	<i>364 029 €</i>	<i>120 250 352 €</i>	<i>120 384 745 €</i>	<i>134 393 €</i>	<i>Subvention pour charges de service public</i>			
<i>Infra-annuel</i>	<i>97 298 125 €</i>	<i>97 298 125 €</i>	<i>99 316 719 €</i>	<i>99 316 719 €</i>	<i>2 018 594 €</i>	<i>2 018 594 €</i>	<i>0 €</i>	<i>0 €</i>	<i>0 €</i>	<i>Autres financements de l'Etat</i>			
<i>Pluri-annuel</i>	<i>5 790 225 €</i>	<i>5 790 225 €</i>	<i>5 589 152 €</i>	<i>5 589 152 €</i>	<i>-201 073 €</i>	<i>-201 073 €</i>	<i>140 000 €</i>	<i>140 000 €</i>	<i>0 €</i>	<i>Fiscalité affectée</i>			
<b>Fonctionnement</b>	<b>33 722 163 €</b>	<b>31 928 964 €</b>	<b>47 123 535 €</b>	<b>36 696 260 €</b>	<b>13 401 372 €</b>	<b>4 767 296 €</b>	<b>2 414 475 €</b>	<b>2 976 845 €</b>	<b>562 370 €</b>	<b>Autres financements publics</b>			
<i>Infra-annuel</i>	<i>17 868 826 €</i>	<i>16 616 826 €</i>	<i>20 339 392 €</i>	<i>19 420 818 €</i>	<i>2 470 566 €</i>	<i>2 803 992 €</i>	<i>7 699 001 €</i>	<i>7 835 393 €</i>	<i>136 392 €</i>	<i>Recettes propres</i>			
<i>Pluri-annuel</i>	<i>15 853 337 €</i>	<i>15 312 138 €</i>	<i>26 784 143 €</i>	<i>17 275 442 €</i>	<i>10 930 806 €</i>	<i>1 963 304 €</i>							
<i>dont reversements CDSN</i>	<i>12 472 341 €</i>	<i>10 659 918 €</i>	<i>21 236 656 €</i>	<i>11 456 687 €</i>	<i>8 624 317 €</i>	<i>797 769 €</i>	<b>9 681 618 €</b>	<b>11 454 759 €</b>	<b>1 773 141 €</b>	<b>Recettes flechées</b>			
Intervention							<i>324 699 €</i>	<i>698 564 €</i>	<i>373 865 €</i>	<i>Financements de l'Etat flechés</i>			
Investissement	<b>14 104 096 €</b>	<b>11 663 388 €</b>	<b>11 637 440 €</b>	<b>10 920 119 €</b>	<b>-2 466 656 €</b>	<b>-743 269 €</b>	<i>8 566 935 €</i>	<i>9 843 013 €</i>	<i>1 276 078 €</i>	<i>Autres financements publics flechés</i>			
<i>Infra-annuel</i>	<i>6 660 740 €</i>	<i>6 405 039 €</i>	<i>5 369 071 €</i>	<i>5 464 306 €</i>	<i>-1 491 669 €</i>	<i>-940 724 €</i>	<i>789 984 €</i>	<i>913 182 €</i>	<i>123 198 €</i>	<i>Recettes propres flechées</i>			
<i>Pluri-annuel</i>	<i>7 243 356 €</i>	<i>5 258 359 €</i>	<i>6 268 369 €</i>	<i>5 455 813 €</i>	<i>-974 997 €</i>	<i>197 455 €</i>							
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>150 914 609 €</b>	<b>146 680 702 €</b>	<b>163 666 846 €</b>	<b>152 522 250 €</b>	<b>12 752 237 €</b>	<b>5 841 548 €</b>	<b>140 185 446 €</b>	<b>142 791 742 €</b>	<b>2 606 296 €</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>			
<b>SOLDE BUDGÉTAIRE (excédent)</b>							<b>-6 495 256 €</b>	<b>-9 730 509 €</b>		<b>SOLDE BUDGÉTAIRE (déficit)</b>			

### 6.2.3 Tableau des autorisations budgétaires BDL

Tableau 2 : Tableau des autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire BDL

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DÉPENSES										RECETTES			
	BI 2022		BR 2022		VARIATION			BR 2022	VARIATION	BI 2022			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	CP						
<b>Personnel</b>	<b>21 000 €</b>	<b>21 000 €</b>	<b>64 500 €</b>	<b>64 500 €</b>	<b>43 500 €</b>	<b>43 500 €</b>	<b>43 500 €</b>	<b>43 500 €</b>	<b>1 067 379 €</b>	<b>1 068 976 €</b>	<b>-1 597 €</b>	<b>Recettes globalisées</b>	
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>									961 129 €	975 176 €	-14 047 €	Subvention pour charges de service public	
<i>Intra-annuel</i>	21 000 €	21 000 €	34 500 €	34 500 €	13 500 €	13 500 €	13 500 €					Autres financements de l'Etat	
<i>Pluri-annuel</i>	0 €	0 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €					Fiscalité affectée	
										81 000 €	13 450 €	Autres financements publics	
<b>Fonctionnement</b>	<b>1 123 735 €</b>	<b>1 038 735 €</b>	<b>1 021 235 €</b>	<b>1 021 235 €</b>	<b>-102 500 €</b>	<b>-17 500 €</b>	<b>-102 500 €</b>	<b>-17 500 €</b>	<b>11 800 €</b>	<b>12 800 €</b>	<b>-1 000 €</b>	Recettes propres	
<i>Intra-annuel</i>	1 106 235 €	1 021 235 €	1 011 235 €	1 011 235 €	-95 000 €	-10 000 €	-95 000 €	-10 000 €					
<i>Pluri-annuel</i>	17 500 €	17 500 €	10 000 €	10 000 €	-7 500 €	-7 500 €	-7 500 €	-7 500 €					
										<b>10 000 €</b>	<b>-10 000 €</b>	<b>Recettes flechées</b>	
												Financements de l'Etat flechés	
										10 000 €	-10 000 €	Autres financements publics flechés	
												Recettes propres flechées	
<b>Investissement</b>	<b>15 000 €</b>	<b>15 000 €</b>	<b>27 930 €</b>	<b>30 587 €</b>	<b>12 930 €</b>	<b>15 587 €</b>	<b>12 930 €</b>	<b>15 587 €</b>					
<i>Intra-annuel</i>	15 000 €	15 000 €	27 930 €	30 587 €	12 930 €	15 587 €	12 930 €	15 587 €					
<i>Pluri-annuel</i>	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €					
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>1 159 735 €</b>	<b>1 074 735 €</b>	<b>1 113 665 €</b>	<b>1 116 322 €</b>	<b>-46 070 €</b>	<b>41 587 €</b>	<b>-46 070 €</b>	<b>41 587 €</b>	<b>1 067 379 €</b>	<b>1 078 976 €</b>	<b>-11 597 €</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>	
<b>SOLDE BUDGÉTAIRE (excédent)</b>											<b>-48 943 €</b>	<b>SOLDE BUDGÉTAIRE (déficit)</b>	

## 6.3 Annexe 3 : tableau des dépenses par destination et des recettes par origine

### 6.3.1 Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine établissement

Tableau 3 : Tableau des dépenses par destination établissement (ENS de Lyon + BDL)

	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>Formation initiale et continue</b>	<b>23 007 899 €</b>	<b>23 007 899 €</b>	<b>22 170 119 €</b>	<b>12 333 474 €</b>	<b>75 800 €</b>	<b>75 800 €</b>	<b>48 253 818 €</b>	<b>35 417 173 €</b>
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	1 092 495 €	1 092 495 €	453 258 €	453 258 €	0 €	0 €	1 545 753 €	1 545 753 €
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	16 117 070 €	16 117 070 €	365 860 €	368 986 €	75 800 €	75 800 €	16 558 530 €	16 561 856 €
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	5 798 334 €	5 798 334 €	21 351 201 €	11 511 230 €	0 €	0 €	27 149 535 €	17 309 564 €
D105 - Bibliothèques et documentation	5 125 753 €	5 125 753 €	1 021 235 €	1 021 235 €	27 930 €	30 587 €	6 174 918 €	6 177 575 €
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	3 647 372 €	3 647 372 €	2 245 553 €	2 275 138 €	2 635 762 €	2 335 912 €	8 528 687 €	8 258 422 €
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	2 538 375 €	2 538 375 €	512 415 €	523 346 €	21 259 €	22 137 €	3 072 049 €	3 083 858 €
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	4 150 408 €	4 150 408 €	1 265 513 €	1 325 692 €	1 535 560 €	1 624 089 €	6 951 481 €	7 100 189 €
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	1 402 905 €	1 402 905 €	680 951 €	955 082 €	323 015 €	320 629 €	2 406 871 €	2 678 616 €
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	7 346 883 €	7 346 883 €	1 232 446 €	1 250 444 €	36 000 €	39 418 €	8 615 329 €	8 636 746 €
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	4 227 493 €	4 227 493 €	3 044 653 €	2 944 653 €	1 344 217 €	1 344 217 €	8 616 364 €	8 516 364 €
D113 - Diffusion des savoirs et musées	2 437 157 €	2 437 157 €	55 307 €	58 330 €	19 500 €	19 500 €	2 511 964 €	2 514 987 €
D114 - Immobilier	1 487 472 €	1 487 472 €	8 273 334 €	8 443 834 €	4 553 060 €	3 900 010 €	14 313 866 €	13 831 316 €
D115 - Pilotage et support	48 526 763 €	48 526 763 €	6 120 125 €	5 061 921 €	1 000 267 €	1 145 406 €	55 647 155 €	54 734 090 €
<b>Étudiants</b>	<b>1 071 891 €</b>	<b>1 071 891 €</b>	<b>1 523 119 €</b>	<b>1 524 346 €</b>	<b>93 000 €</b>	<b>93 000 €</b>	<b>2 688 010 €</b>	<b>2 689 237 €</b>
D201 - Aides directes aux étudiants	98 610 €	98 610 €	705 976 €	707 205 €	0 €	0 €	804 588 €	805 815 €
D202 - Aides indirectes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	973 281 €	973 281 €	817 141 €	817 141 €	93 000 €	93 000 €	1 883 422 €	1 883 422 €
<b>Total</b>	<b>104 970 371 €</b>	<b>104 970 371 €</b>	<b>48 144 770 €</b>	<b>37 717 495 €</b>	<b>11 665 370 €</b>	<b>10 950 706 €</b>	<b>164 780 511 €</b>	<b>153 638 572 €</b>
							<b>SOLDE BUDGETAIRE (déficit)</b>	<b>-9 779 451 €</b>

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tableau 3 : Tableau des recettes par origine établissement (ENS de Lyon + BDL)

## POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

	Recettes globalisées				Recettes fléchées			Total	
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés		Recettes propres fléchées
Subvention pour charges de service public	121 345 874 €					116 250 €			121 462 124 €
Droits d'inscription					660 000 €	0 €	0 €	0 €	660 000 €
Formation continue, diplômes propres et VAE					100 000 €	0 €	0 €	0 €	100 000 €
Taxe d'apprentissage					40 000 €	0 €	0 €	0 €	40 000 €
Contrats et prestations de recherche hors ANR					1 042 868 €	0 €	0 €	173 065 €	1 215 933 €
Valorisation					121 456 €	0 €	0 €	0 €	121 456 €
ANR investissements d'avenir				384 700 €		0 €	3 505 557 €	0 €	3 890 257 €
ANR hors investissements d'avenir				920 709 €		0 €	3 031 089 €	0 €	3 951 798 €
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				0 €		0 €	1 105 567 €	0 €	1 105 567 €
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne				0 €		0 €	1 449 936 €	0 €	1 449 936 €
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		0 €		1 765 886 €	0 €	582 314 €	750 864 €	0 €	3 099 064 €
Fondations - Fonds propres; réserves, dons et legs		0 €		0 €	0 €	0 €	0 €	740 117 €	740 117 €
Autres recettes			140 000 €	0 €	5 882 869 €	0 €	0 €	0 €	6 022 869 €
<b>Total</b>	<b>121 345 874 €</b>	<b>0 €</b>	<b>140 000 €</b>	<b>3 071 295 €</b>	<b>7 847 193 €</b>	<b>688 564 €</b>	<b>9 843 013 €</b>	<b>913 182 €</b>	<b>143 859 121 €</b>

### 6.3.2 Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine ENS de Lyon

Tableau 3 : Tableau des dépenses par destination ENS de Lyon

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
<b>Formation initiale et continue</b>	<b>23 007 899 €</b>	<b>22 170 119 €</b>	<b>12 333 474 €</b>	<b>75 800 €</b>	<b>75 800 €</b>	<b>45 253 818 €</b>	<b>35 417 173 €</b>	
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	1 092 495 €	453 258 €	453 258 €			1 545 753 €	1 545 753 €	
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	16 117 070 €	365 660 €	368 986 €	75 800 €	75 800 €	16 558 530 €	16 561 856 €	
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	5 798 334 €	21 351 201 €	11 511 230 €			27 149 535 €	17 309 564 €	
D105 - Bibliothèques et documentation	5 061 253 €					5 061 253 €	5 061 253 €	
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	3 647 372 €	2 245 553 €	2 275 138 €	2 635 762 €	2 335 912 €	8 528 687 €	8 258 422 €	
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'informatique et de la communication, micro et nanotechnologies	2 538 375 €	512 415 €	523 346 €	21 259 €	22 137 €	3 072 049 €	3 083 858 €	
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	4 150 408 €	1 265 513 €	1 325 692 €	1 535 560 €	1 624 089 €	6 951 481 €	7 100 189 €	
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies								
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	1 402 905 €	680 951 €	955 082 €	323 015 €	320 629 €	2 406 871 €	2 678 616 €	
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	7 346 883 €	1 232 446 €	1 250 444 €	36 000 €	39 418 €	8 615 329 €	8 636 746 €	
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	4 227 493 €	3 044 653 €	2 944 653 €	1 344 217 €	1 344 217 €	8 616 364 €	8 516 364 €	
D113 - Diffusion des savoirs et musées	2 437 157 €	55 307 €	56 330 €	19 500 €	19 500 €	2 511 964 €	2 514 987 €	
D114 - Immobilier	1 487 472 €	8 273 334 €	8 443 834 €	4 553 060 €	3 900 010 €	14 313 866 €	13 831 316 €	
D115 - Pilotage et support	48 526 763 €	6 120 125 €	5 061 921 €	1 000 267 €	1 145 406 €	55 647 155 €	54 734 090 €	
<b>Étudiants</b>	<b>1 071 891 €</b>	<b>1 523 119 €</b>	<b>1 524 346 €</b>	<b>93 000 €</b>	<b>93 000 €</b>	<b>2 688 010 €</b>	<b>2 689 237 €</b>	
D201 - Aides directes aux étudiants	98 610 €	705 878 €	707 205 €			804 598 €	805 815 €	
D202 - Aides indirectes						0 €	0 €	
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	973 281 €	817 141 €	817 141 €	93 000 €	93 000 €	1 883 422 €	1 883 422 €	
<b>Total</b>	<b>104 905 871 €</b>	<b>47 423 535 €</b>	<b>36 696 260 €</b>	<b>11 637 440 €</b>	<b>10 920 119 €</b>	<b>163 666 846 €</b>	<b>152 522 250 €</b>	
						<b>SOLDE BUDGETAIRE (déficit)</b>	<b>-9 730 508 €</b>	

Tableau 3 : Tableau des recettes par origine ENS de Lyon

## POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

	Recettes globalisées							Recettes fléchées			Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées			
Subvention pour charges de service public	120 384 745 €					116 250 €				120 500 995 €	
Droits d'inscription					660 000 €					660 000 €	
Formation continue, diplômés propres et VAE					100 000 €					100 000 €	
Taxe d'apprentissage					40 000 €					40 000 €	
Contrats et prestations de recherche hors ANR					1 042 868 €				173 065 €	1 215 933 €	
Vaibrisation					121 456 €					121 456 €	
ANR investissements d'avenir				384 700 €					3 505 557 €	3 890 257 €	
ANR hors investissements d'avenir				920 709 €					3 031 089 €	3 951 798 €	
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région									1 105 567 €	1 105 567 €	
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne									1 449 936 €	1 449 936 €	
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres				1 671 436 €		582 314 €			750 864 €	3 004 614 €	
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs									740 117 €	740 117 €	
Autres recettes			140 000 €						0 €	6 011 089 €	
<b>Total</b>	<b>120 384 745 €</b>	<b>0 €</b>	<b>140 000 €</b>	<b>2 976 845 €</b>	<b>7 835 333 €</b>	<b>698 564 €</b>	<b>9 843 013 €</b>	<b>913 182 €</b>	<b>142 791 742 €</b>		

## 6.3.3 Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine BDL

Tableau 3 : Tableau des dépenses par destination BDL

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence								
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master								
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat								
D105 - Bibliothèques et documentation	64 500 €	64 500 €	1 021 235 €	1 021 235 €	27 930 €	30 587 €	1 113 665 €	1 116 322 €
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé								
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies								
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur								
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies								
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement								
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société								
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale								
D113 - Diffusion des savoirs et musées								
D114 - Immobilier								
D115 - Pilotage et support								
Étudiants	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
D201 - Aides directes aux étudiants								
D202 - Aides indirectes								
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives								
<b>Total</b>	<b>64 500 €</b>	<b>64 500 €</b>	<b>1 021 235 €</b>	<b>1 021 235 €</b>	<b>27 930 €</b>	<b>30 587 €</b>	<b>1 113 665 €</b>	<b>1 116 322 €</b>
							<b>SOLDE BUDGETAIRE (déficit)</b>	<b>-48 943 €</b>

Tableau 3 : Tableau des recettes par origine BDL

**POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

	Recettes globalisées						Recettes fléchées			Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées		
Subvention pour charges de service public	961 129 €								961 129 €	
Droits d'inscription									0 €	
Formation continue, diplômes propres et VAE									0 €	
Taxe d'apprentissage									0 €	
Contrats et prestations de recherche hors ANR									0 €	
Valorisation									0 €	
ANR investissements d'avenir									0 €	
ANR hors investissements d'avenir									0 €	
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région									0 €	
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne									0 €	
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres				94 450 €					94 450 €	
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs									0 €	
Autres recettes					11 800 €				11 800 €	
<b>Total</b>	<b>961 129 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>94 450 €</b>	<b>11 800 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>1 067 379 €</b>	

## 6.4 Annexe 4 : tableau d'équilibre financier

### 6.4.1 Tableau d'équilibre financier établissement

Tableau 4 : Tableau d'équilibre financier établissement (ENS de Lyon + BDL)

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Besoins (utilisation des financements)				Financements (couverture des besoins)			
	BI 2022	BR 2022	VARIATION	BI 2022	BR 2022	VARIATION	
Solde budgétaire (déficit) *	6 491 015 €	9 779 451 €	3 288 436 €				Solde budgétaire (excédent) *
<i>dont solde budgétaire budget principal</i>							<i>dont solde budgétaire budget principal</i>
<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>							<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>
<i>dont solde budgétaire FU</i>							<i>dont solde budgétaire FU</i>
<i>dont solde budgétaire BAI</i>							<i>dont solde budgétaire BAI</i>
<i>dont solde budgétaire SIE</i>							<i>dont solde budgétaire SIE (BDL)</i>
Cautions résidences étudiantes	195 000 €	195 000 €	0 €	195 000 €	195 000 €	0 €	Cautions résidences étudiantes
Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice)	4 778 760 €	4 962 666 €	183 906 €	4 490 760 €	4 262 666 €	-228 094 €	Opérations au nom et pour le compte de tiers (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)							Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme</b>	<b>11 464 775 €</b>	<b>14 937 117 €</b>	<b>3 472 342 €</b>	<b>4 685 760 €</b>	<b>4 457 666 €</b>	<b>-228 094 €</b>	<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme</b>
<b>Variation de trésorerie</b>				<b>6 779 015 €</b>	<b>10 479 451 €</b>	<b>3 700 436 €</b>	<b>Variation de trésorerie</b>
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée</i>				3 287 685 €	2 521 961 €	-765 724 €	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie disponible (non fléchée)</i>				3 491 330 €	7 957 490 €	4 466 160 €	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (non fléchée)</i>
<b>TOTAL DES BESOINS</b>	<b>11 464 775 €</b>	<b>14 937 117 €</b>	<b>3 472 342 €</b>	<b>11 464 775 €</b>	<b>14 937 117 €</b>	<b>3 472 342 €</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS</b>

## 6.4.2 Tableau d'équilibre financier ENS de Lyon

Tableau 4 : Tableau d'équilibre financier ENS de Lyon

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Besoins (utilisation des financements)				Financements (couverture des besoins)			
	BI 2022	BR 2022	VARIATION	BI 2022	BR 2022	VARIATION	
Solde budgétaire (déficit) *	6 495 256 €	9 730 508 €	3 235 252 €				Solde budgétaire (excédent) *
<i>dont solde budgétaire budget principal</i>							<i>dont solde budgétaire budget principal</i>
<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>							<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>
<i>dont solde budgétaire FU</i>							<i>dont solde budgétaire FU</i>
<i>dont solde budgétaire BAI</i>							<i>dont solde budgétaire BAI</i>
<i>dont solde budgétaire SIE</i>							<i>dont solde budgétaire SIE (BDL)</i>
Cautions résidences étudiantes	195 000 €	195 000 €	0 €	195 000 €	195 000 €	0 €	Cautions résidences étudiantes
Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice)	4 688 760 €	4 872 666 €	183 906 €	4 390 760 €	4 197 666 €	-193 094 €	Opérations au nom et pour le compte de tiers (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)							Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme</b>	<b>11 379 016 €</b>	<b>14 798 174 €</b>	<b>3 419 158 €</b>	<b>4 585 760 €</b>	<b>4 392 666 €</b>	<b>-193 094 €</b>	<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme</b>
<b>Variation de trésorerie</b>				<b>6 793 256 €</b>	<b>10 405 508 €</b>	<b>3 612 252 €</b>	<b>Variation de trésorerie</b>
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée</i>				<b>3 280 185 €</b>	<b>2 481 961 €</b>	<b>-798 224 €</b>	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie disponible (non fléchée)</i>				<b>3 513 071 €</b>	<b>7 923 547 €</b>	<b>4 410 476 €</b>	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (non fléchée)</i>
<b>TOTAL DES BESOINS</b>	<b>11 379 016 €</b>	<b>14 798 174 €</b>	<b>3 419 158 €</b>	<b>11 379 016 €</b>	<b>14 798 174 €</b>	<b>3 419 158 €</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS</b>

### 6.4.3 Tableau d'équilibre financier BDL

Tableau 4 : Tableau d'équilibre financier BDL

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Besoins (utilisation des financements)				Financements (couverture des besoins)			
	BI 2022	BR 2022	VARIATION	BI 2022	BR 2022	VARIATION	
Solde budgétaire (déficit)		48 943 €	53 184 €	4 241 €			Solde budgétaire (excédent)
<i>dont solde budgétaire budget principal</i>							<i>dont solde budgétaire budget principal</i>
<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>							<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>
<i>dont solde budgétaire FU</i>							<i>dont solde budgétaire FU</i>
<i>dont solde budgétaire BAI</i>							<i>dont solde budgétaire BAI</i>
<i>dont solde budgétaire SIE</i>							<i>dont solde budgétaire SIE (BDL)</i>
Remboursements d'emprunts							Nouveaux emprunts
Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice)	90 000 €	90 000 €	0 €	100 000 €	65 000 €	-35 000 €	Opérations au nom et pour le compte de tiers (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)							Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme</b>	<b>90 000 €</b>	<b>138 943 €</b>	<b>48 943 €</b>	<b>104 241 €</b>	<b>65 000 €</b>	<b>-35 241 €</b>	<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme</b>
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>14 241 €</b>				<b>73 943 €</b>	<b>88 184 €</b>	<b>Variation de trésorerie</b>
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée</i>				7 500 €	40 000 €	32 500 €	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie disponible (non fléchée)</i>	21 741 €				33 943 €	55 684 €	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (non fléchée)</i>
<b>TOTAL DES BESOINS</b>	<b>104 241 €</b>	<b>138 943 €</b>	<b>34 702 €</b>	<b>104 241 €</b>	<b>138 943 €</b>	<b>34 702 €</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS</b>

## 6.5 Annexe 5 : tableau des opérations pour compte de tiers

### 6.5.1 Tableau des opérations pour compte de tiers établissement

**Tableau 5 : Tableau des opérations pour le compte de tiers Établissement (ENS de Lyon et BDL)**

**POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers Établissement (ENS de Lyon et BDL)

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Décaissements	Encaissements
Bourses Aide à la mobilité internationale	C 46711	AMI	51 200 €	51 200 €
TVA	C 445	TVA	3 700 000 €	3 000 000 €
Inscriptions banque d'épreuves littéraires	C47312	BEL	567 106 €	567 106 €
Retraite supplémentaire de la fonction publique	C47311	RAFP	16 000 €	16 000 €
Reversements partenaires - contrats de recherche	C4675/4434	Reversements	628 360 €	628 360 €
<b>TOTAL</b>			<b>4 962 666 €</b>	<b>4 262 666 €</b>

Nous constatons un décalage entre les encaissements et les décaissements de TVA car la TVA décaissée, correspondant à la TVA déductible sur les dépenses est plus importante que la TVA collectée.

## 6.5.2 Tableau des opérations pour compte de tiers ENS de Lyon

Tableau 5 : Tableau des opérations pour le compte de tiers ENS de Lyon

## POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers - ENS de Lyon

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Décaissements	Encaissements
Bourses Aide à la mobilité internationale	C 4671	AMI	51 200 €	51 200 €
TVA	C 445	TVA	3 610 000 €	2 935 000 €
Inscriptions banque d'épreuves littéraires	C47312	BEL	567 106 €	567 106 €
Retraite additionnelle de la fonction publique	C47311	RAFP	16 000 €	16 000 €
Reversements partenaires - contrats de recherche	C4675/4434	Reversements	628 360 €	628 360 €
<b>TOTAL</b>			<b>4 872 666 €</b>	<b>4 197 666 €</b>

## 6.5.3 Tableau des opérations pour compte de tiers BDL

Tableau 5 : Tableau des opérations pour le compte de tiers BDL

## POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers - BDL

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Décaissements	Encaissements
Bourses Aide à la mobilité internationale	C 46711	AMI		
TVA	C 445	TVA	90 000 €	65 000 €
Inscriptions banque d'épreuves littéraires	C47312	BEL		
Reversements partenaires - contrats de recherche	C4675/4434	Reversements		
<b>TOTAL</b>			<b>90 000 €</b>	<b>65 000 €</b>

## 6.6 Annexe 6 : tableau de situation patrimoniale

### 6.6.1 Tableau de situation patrimoniale établissement

Tableau 6 : Tableau de situation patrimoniale Etablissement (ENS de Lyon+BDL)

**POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	BI 2022	BR 2022	VARIATION	PRODUITS	BI 2022	BR 2022	VARIATION
Personnel	101 792 021 €	103 702 816 €	1 910 795 €	Subventions de l'Etat	121 506 322 €	121 647 279 €	140 957 €
dont charges de pensions civiles*	30 033 200 €	30 397 229 €	364 029 €	Fiscalité affectée	140 000 €	140 000 €	0 €
Fonctionnement autre que les charges de personnel et l'intervention	43 663 228 €	47 376 786 €	3 713 558 €	Autres subventions	11 077 561 €	11 887 553 €	809 992 €
				Autres produits	14 715 688 €	14 852 969 €	137 281 €
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>145 465 249 €</b>	<b>151 079 602 €</b>	<b>5 624 353 €</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>147 439 571 €</b>	<b>148 527 801 €</b>	<b>1 088 230 €</b>
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	1 984 322 €			Résultat prévisionnel : déficit (3) = (2) - (1)	0 €	-2 651 801 €	-4 536 123 €
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)</b>	<b>147 439 571 €</b>	<b>151 079 602 €</b>	<b>3 640 031 €</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)</b>	<b>147 439 571 €</b>	<b>145 976 000 €</b>	<b>-1 463 571 €</b>

\* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	BI 2022	BR 2022	VARIATION
Résultat prévisionnel de l'exercice	1 984 322 €	-2 551 801 €	-4 536 123 €
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	8 196 723 €	8 652 489 €	655 766 €
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	5 445 506 €	5 538 966 €	91 460 €
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	0 €	0 €	0 €
- produits de cession d'éléments d'actifs	0 €	0 €	0 €
- quote-part des subventions d'investissement versée au résultat de l'exercice	0 €	0 €	0 €
<b>= CAF *</b>	<b>4 735 539 €</b>	<b>763 722 €</b>	<b>-3 971 817 €</b>

\* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	BI 2022	BR 2022	VARIATION	RESSOURCES	BI 2022	BR 2022	VARIATION
Insuffisance d'autofinancement*	0 €	0 €	0 €	Capacité d'autofinancement*	4 735 539 €	763 722 €	-3 971 817 €
Investissements	11 428 388 €	10 696 736 €	-731 652 €	Financement de l'actif par l'Etat	0 €	0 €	0 €
Remboursement des dettes financières	195 000 €	195 000 €	0 €	Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	2 621 783 €	3 346 381 €	724 598 €
				Autres ressources	428 500 €	630 839 €	204 339 €
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>11 623 388 €</b>	<b>10 891 736 €</b>	<b>-731 652 €</b>	Augmentation des dettes financières	195 000 €	195 000 €	0 €
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)				<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>7 978 822 €</b>	<b>4 935 942 €</b>	<b>-3 042 880 €</b>
				Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	<b>3 644 566 €</b>	<b>5 955 794 €</b>	<b>2 311 228 €</b>

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	BI 2022	BR 2022	VARIATION
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION OU DIMINUTION	-3 644 566 €	-5 955 794 €	-2 311 228 €
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	3 134 449 €	4 523 657 €	1 389 208 €
Variation de la TRESORERIE : AUGMENTATION OU DIMINUTION	-6 779 015 €	-10 479 451 €	-3 700 436 €
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	16 238 079 €	15 760 248 €	-477 831 €
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-5 417 369 €	-6 946 455 €	-1 529 086 €
Niveau de la TRESORERIE	21 655 448 €	22 706 703 €	1 051 255 €

\* : montant issu du tableau "équilibre financier"

## 6.6.2 Tableau de situation patrimoniale ENS de Lyon

Tableau 6 : Tableau de situation patrimoniale ENS de Lyon

## POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Compte de résultat prévisionnel		BI 2022	BR 2022	VARIATION	PRODUITS	BI 2022	BR 2022	VARIATION
<b>CHARGES</b>								
Personnel		101 771 021 €	103 638 316 €	1 867 295 €	Subventions de l'Etat	120 531 146 €	120 866 150 €	155 004 €
	dont charges de pensions civiles *	30 033 200 €	30 397 229 €	364 029 €	Fiscalité affectée	140 000 €	140 000 €	0 €
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention		42 590 381 €	46 331 538 €	3 741 155 €	Autres subventions	10 974 081 €	11 783 103 €	819 042 €
					Autres produits	14 700 517 €	14 798 798 €	98 281 €
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>		<b>144 361 402 €</b>	<b>149 969 852 €</b>	<b>5 608 450 €</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>146 345 724 €</b>	<b>147 418 051 €</b>	<b>1 072 327 €</b>
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)		1 984 322 €			Résultat prévisionnel : déficit (3) = (2) - (1)		-2 551 801 €	-4 536 123 €
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)</b>		<b>146 345 724 €</b>	<b>149 969 852 €</b>	<b>3 624 128 €</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)</b>	<b>146 345 724 €</b>	<b>144 866 250 €</b>	<b>-1 479 474 €</b>

\* Il s'agit des sous-catégories de comptes présentées (les contributions employeur au CAS Pensions).

## Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	BI 2022	BR 2022	VARIATION
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice</b>	1 984 322 €	-2 551 801 €	-4 536 123 €
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	8 162 611 €	8 828 474 €	665 863 €
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	5 443 135 €	5 534 595 €	91 460 €
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			
- produits de cession d'éléments d'actifs			
- quote-part des subventions d'investissement versée au résultat de l'exercice			
<b>= CAF *</b>	<b>4 703 798 €</b>	<b>742 078 €</b>	<b>-3 961 720 €</b>

\* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

## État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

	BI 2022	BR 2022	VARIATION	RESSOURCES	BI 2022	BR 2022	VARIATION
<b>EMPLOIS</b>				<b>RESSOURCES</b>			
Insuffisance d'autofinancement *				Capacité d'autofinancement *	4 703 798 €	742 078 €	-3 961 720 €
Investissements	11 413 388 €	10 666 149 €	-747 239 €	Financement de l'actif par l'Etat	0 €	0 €	0 €
Remboursement des dettes financières	195 000 €	195 000 €	0 €	Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	2 821 783 €	3 346 381 €	724 598 €
<b>TOTAL DES EMPLOIS (6)</b>	<b>11 608 388 €</b>	<b>10 861 149 €</b>	<b>-747 239 €</b>	Autres ressources	428 500 €	630 839 €	204 339 €
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6) - (5)				Augmentation des dettes financières	195 000 €	195 000 €	0 €
				<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>7 947 081 €</b>	<b>4 914 288 €</b>	<b>-3 032 793 €</b>
				<b>Diminution du fonds de roulement (8) = (6) - (7)</b>	<b>3 651 307 €</b>	<b>5 946 851 €</b>	<b>2 285 544 €</b>

## POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	BI 2022	BR 2022	VARIATION
<b>VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION OU DIMINUTION</b>	<b>-3 661 307 €</b>	<b>-5 946 851 €</b>	<b>-2 285 544 €</b>
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	3 131 949 €	4 458 657 €	1 326 708 €
Variation de la TRESORERIE : AUGMENTATION OU DIMINUTION	-6 793 256 €	-10 405 508 €	-3 612 252 €
Niveau de FONDS DE ROULEMENT	15 999 581 €	15 526 408 €	-473 173 €
Niveau de BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-5 441 371 €	-7 010 545 €	-1 569 174 €
Niveau de la TRESORERIE	21 440 952 €	22 536 953 €	1 096 001 €

\* : montant issu du tableau "équilibre financier"

### 6.6.3 Tableau de situation patrimoniale BDL

Tableau 6 : Tableau de situation patrimoniale BDL

**POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Compte de résultat prévisionnel

	BI 2022	BR 2022	VARIATION	PRODUITS	BI 2022	BR 2022	VARIATION
Personnel	21 000 €	64 500 €	43 500 €	Subventions de l'Etat	975 176 €	961 129 €	-14 047 €
<i>dont charges de pensions civiles*</i>							
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	1 072 847 €	1 045 250 €	-27 597 €	Fiscalité affectée			
				Autres subventions	103 500 €	94 450 €	-9 050 €
				Autres produits	15 171 €	54 171 €	39 000 €
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>1 093 847 €</b>	<b>1 109 750 €</b>	<b>15 903 €</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>1 093 847 €</b>	<b>1 109 750 €</b>	<b>15 903 €</b>
<i>Résultat prévisionnel - bénéfice (3) = (2) - (1)</i>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<i>Résultat prévisionnel - déficit (3) = (2) - (1)</i>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>1 093 847 €</b>	<b>1 109 750 €</b>	<b>15 903 €</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)</b>	<b>1 093 847 €</b>	<b>1 109 750 €</b>	<b>15 903 €</b>

\* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	BI 2022	BR 2022	VARIATION
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (4))</b>	0 €	0 €	0 €
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	34 112 €	24 015 €	-10 097 €
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	2 371 €	2 371 €	0 €
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			
- produits de cession d'éléments d'actifs			
- quote-part des subventions d'investissement versées au résultat de l'exercice			
<b>= CAF ou IAF*</b>	<b>31 741 €</b>	<b>21 644 €</b>	<b>-10 097 €</b>

\* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

	BI 2022	BR 2022	VARIATION	RESSOURCES	BI 2022	BR 2022	VARIATION
Insuffisance d'autofinancement*				Capacité d'autofinancement*	31 741 €	21 644 €	-10 097 €
Investissements	15 000 €	30 587 €	15 587 €	Financement de fait par l'Etat			
Remboursement de dettes financières				Financement de fait par des tiers autres que l'Etat			
				Autres ressources			
				Augmentation des dettes financières			
<b>TOTAL DES EMPLOIS (6)</b>	<b>15 000 €</b>	<b>30 587 €</b>	<b>15 587 €</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>31 741 €</b>	<b>21 644 €</b>	<b>-10 097 €</b>
<b>Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)</b>	<b>16 741 €</b>			<b>Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)</b>		<b>8 943 €</b>	

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	BI 2022	BR 2022	VARIATION
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION OU DIMINUTION	16 741 €	-8 943 €	-25 684 €
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	2 500 €	65 000 €	62 500 €
Variation de la TRESORERIE : AUGMENTATION OU DIMINUTION	14 241 €	-73 943 €	-88 184 €
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	238 498 €	233 840 €	-4 658 €
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	24 002 €	64 090 €	40 088 €
Niveau de la TRESORERIE	214 496 €	169 750 €	-44 746 €

\* : montant issu du tableau "équilibre financier"

## 6.7 Annexe 7 : tableau présentant le plan de trésorerie

Plan de trésorerie  
Tableau présentant le plan de trésorerie

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
<b>POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</b>													
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	33 166 154 €	61 963 312 €	44 442 336 €	35 374 223 €	54 497 131 €	46 195 955 €	26 124 399 €	63 028 102 €	40 733 610 €	34 776 739 €	41 296 067 €	30 226 268 €	
dotations	0												
ENCAISSEMENTS													
<b>A1. Recettes budgétaires globalisées</b>	20 897 €	30 220 927 €	927 421 €	31 709 342 €	935 297 €	550 000 €	43 060 929 €	663 697 €	1 405 715 €	19 635 994 €	1 815 895 €	1 444 171 €	132 404 362 €
Subvention pour charges de service public	0 €	29 730 059 €	0 €	30 937 436 €	0 €	0 €	42 031 631 €	0 €	0 €	18 646 749 €	0 €	0 €	121 346 874 €
Autres financements de l'Etat													
Fiscalité affectée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	100 000 €	0 €	0 €	40 000 €	0 €	0 €	140 000 €
Autres financements publics	0 €	1 750 €	289 128 €	303 636 €	513 909 €	100 000 €	391 640 €	220 948 €	194 750 €	275 101 €	294 990 €	481 454 €	3 071 295 €
Recettes propres	20 897 €	489 119 €	638 293 €	466 271 €	436 397 €	450 000 €	537 655 €	442 738 €	1 210 966 €	869 244 €	1 520 895 €	982 717 €	7 847 193 €
<b>A2. Recettes budgétaires filiales</b>	0 €	127 636 €	1 921 389 €	807 180 €	509 071 €	562 415 €	636 767 €	891 904 €	1 577 982 €	1 599 465 €	1 572 989 €	1 298 401 €	11 454 769 €
Financements de l'Etat filiales	0 €	0 €	130 000 €	0 €	0 €	0 €	48 981 €	44 500 €	184 650 €	28 500 €	220 933 €	40 000 €	698 564 €
Autres financements publics filiales	0 €	106 375 €	1 792 256 €	779 599 €	278 408 €	500 000 €	524 146 €	737 783 €	1 310 412 €	1 470 860 €	1 230 795 €	1 172 621 €	9 843 013 €
Recettes propres filiales	0 €	21 261 €	59 143 €	27 620 €	230 663 €	62 415 €	63 640 €	108 821 €	82 500 €	86 298 €	121 241 €	45 780 €	913 182 €
<b>A3. Opérations non budgétaires</b>	30 882 068 €	-28 168 550 €	-492 138 €	-1 661 784 €	716 111 €	714 947 €	159 247 €	841 551 €	1 591 619 €	-459 113 €	735 841 €	-1 186 407 €	4 457 668 €
Nouveaux emprunts - cautions des résidences étudiantes	8 989 €	2 131 €	1 420 €	0 €	1 039 €	342 €	0 €	110 000 €	62 000 €	7 000 €	1 500 €	579 €	195 000 €
Opérations gérées en compte de tiers (encaissements de l'exercice) hors TVA	559 098 €	6 451 €	21 798 €	5 136 €	38 644 €	72 159 €	15 225 €	0 €	494 357 €	0 €	0 €	49 840 €	1 262 666 €
TVA encasée	0 €	989 008 €	49 991 €	30 666 €	522 498 €	45 012 €	24 022 €	531 551 €	35 262 €	33 887 €	34 341 €	703 808 €	3 000 000 €
Autres encaissements sur comptes de tiers	30 313 979 €	-29 166 138 €	418 001 €	-1 697 585 €	153 932 €	597 443 €	120 000 €	200 000 €	1 000 000 €	-700 000 €	700 000 €	-1 940 632 €	0 €
<b>A. TOTAL</b>	30 902 962 €	2 180 013 €	3 340 868 €	30 854 739 €	2 175 479 €	1 827 382 €	43 659 940 €	2 397 141 €	4 574 596 €	20 565 437 €	4 124 895 €	1 516 165 €	146 316 787 €
<b>DECAISSEMENTS</b>													
<b>B1. Enveloppes hors recettes filiales</b>	1 585 096 €	2 330 103 €	19 779 917 €	10 832 097 €	9 415 315 €	10 192 795 €	13 906 617 €	1 271 674 €	21 260 810 €	12 960 464 €	12 638 785 €	23 489 978 €	139 661 852 €
Personnel	20 288 €	19 646 €	15 975 990 €	6 162 742 €	7 893 666 €	7 999 612 €	8 523 651 €	0 €	16 177 941 €	8 835 546 €	8 329 002 €	17 413 144 €	99 351 219 €
Fonctionnement	1 427 119 €	2 103 610 €	3 468 635 €	2 457 831 €	1 297 266 €	2 150 919 €	4 361 998 €	1 270 574 €	4 618 559 €	2 810 589 €	3 066 274 €	4 465 367 €	33 488 740 €
Intervention													
Investissement	137 689 €	206 846 €	345 302 €	211 525 €	224 384 €	42 284 €	1 020 968 €	1 300 €	464 310 €	1 314 329 €	1 241 509 €	1 611 467 €	6 821 899 €
<b>B2. Dépenses sur recettes filiales</b>	123 378 €	133 252 €	1 088 643 €	877 061 €	836 370 €	1 011 785 €	1 407 437 €	251 304 €	2 484 337 €	1 198 852 €	1 314 102 €	3 242 390 €	13 976 720 €
Personnel	0 €	0 €	858 272 €	447 369 €	411 439 €	471 031 €	447 651 €	0 €	939 068 €	518 824 €	510 211 €	1 015 277 €	5 619 152 €
Fonctionnement	77 148 €	119 719 €	216 411 €	157 445 €	368 538 €	334 313 €	423 041 €	168 727 €	512 876 €	512 876 €	597 451 €	740 213 €	4 228 755 €
Intervention													
Investissement	46 230 €	19 532 €	23 960 €	272 247 €	56 395 €	206 441 €	536 746 €	82 576 €	1 032 203 €	165 153 €	208 441 €	1 488 890 €	4 128 813 €
<b>B3. Opérations non budgétaires</b>	417 330 €	17 237 632 €	-8 469 487 €	22 652 €	224 971 €	10 694 337 €	-8 360 817 €	17 168 455 €	-7 213 179 €	-111 207 €	1 243 696 €	-17 686 628 €	5 157 668 €
Nouveaux emprunts - cautions des résidences étudiantes	5 379 €	9 012 €	4 918 €	6 539 €	26 694 €	44 835 €	88 591 €	4 837 €	1 110 €	1 524 €	1 500 €	0 €	195 000 €
Opérations gérées en compte de tiers (décaissements de l'exercice) hors TVA	0 €	10 800 €	1 600 €	3 200 €	6 400 €	567 106 €	111 741 €	0 €	17 037 €	25 225 €	504 357 €	15 200 €	1 282 666 €
TVA décaissée	167 310 €	178 380 €	253 019 €	251 763 €	138 469 €	90 000 €	410 152 €	46 619 €	531 303 €	377 201 €	539 190 €	718 595 €	3 700 000 €
Autres décaissements sur comptes de tiers	244 642 €	17 039 460 €	-8 229 024 €	-238 870 €	53 409 €	9 992 396 €	-8 971 302 €	17 116 999 €	-7 762 629 €	-515 157 €	198 499 €	-18 428 421 €	0 €
<b>B. TOTAL</b>	2 125 804 €	19 700 987 €	12 109 073 €	11 731 630 €	10 476 656 €	21 888 918 €	6 953 237 €	18 691 633 €	10 531 769 €	14 046 109 €	15 194 493 €	9 035 739 €	158 798 238 €
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	28 777 158 €	-17 520 974 €	-9 088 115 €	19 122 098 €	-8 301 177 €	-20 071 555 €	36 903 702 €	-16 294 491 €	-11 566 871 €	6 519 328 €	-11 069 799 €	-7 519 565 €	-10 479 451 €
<b>SOLDE CUMULE (1) - (2)</b>	61 963 312 €	44 442 336 €	35 374 223 €	54 497 131 €	46 195 955 €	26 124 399 €	63 028 102 €	40 733 610 €	34 776 739 €	41 296 067 €	30 226 268 €	22 708 703 €	22 708 703 €
													dont réservations sur non budgétaires = 43 583
													dont réserve filiales = A2 - B2
													-700 000 €

## 6.8 Annexe 8 : tableau des opérations liées aux recettes fléchées

Tableau 8 – EPSCP  
Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées \*

	Antérieures à N non dénouées	N	N+1	N+2	N+3
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		7 739 016 €	-2 521 961 €	-3 583 116 €	-939 805 €
<b>Recettes fléchées (b)</b>	<b>30 071 164 €</b>	<b>11 454 759 €</b>	<b>9 073 341 €</b>	<b>5 126 874 €</b>	<b>3 747 185 €</b>
Financements de l'État fléchés	751 924 €	698 564 €	173 850 €	127 900 €	43 950 €
Autres financements publics fléchés	24 989 455 €	9 843 013 €	8 186 430 €	4 848 974 €	3 668 235 €
Recettes propres fléchées	4 329 785 €	913 182 €	713 261 €	50 000 €	35 000 €
<b>Dépenses sur recettes fléchées (c)</b>	<b>22 332 149 €</b>	<b>13 976 720 €</b>	<b>12 666 457 €</b>	<b>6 066 575 €</b>	<b>2 373 894 €</b>
Personnel					
AE=CP	12 173 544 €	5 619 152 €	5 740 753 €	3 340 943 €	1 373 883 €
Fonctionnement et intervention					
AE	6 106 915 €	4 115 485 €	4 346 332 €	2 642 061 €	973 086 €
CP	5 915 700 €	4 228 755 €	4 354 278 €	2 685 236 €	994 011 €
Investissement					
AE	5 036 697 €	4 417 815 €	1 544 614 €	40 500 €	6 000 €
CP	4 242 905 €	4 128 813 €	2 571 426 €	40 500 €	6 000 €
<b>Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)</b>	<b>7 739 016 €</b>	<b>-2 521 961 €</b>	<b>-3 583 116 €</b>	<b>-939 805 €</b>	<b>1 373 291 €</b>

X repris au tableau "Equilibre financier" en (a)

## 6.9 Annexe 9 : tableau agrégé des opérations pluriannuelles

Tableau 9 - EPSC  
Tableau agrégé des opérations pluriannuelles

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Acréditations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	CP ouvertes au titre des années antérieures	CP consommées au titre des années antérieures	CP reportées ou reprogrammées en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommés en fin d'année n (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)=(2)+(3)	(5)	(6)=(4)+(5)	(7)	(8)	(9)=(7)+(8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(11)-(6)	(13)=(12)-(8)+(11)
Contrats ANR commençaient en 2014	31 198 €	0 €	545 339 €	0 €	0 €	545 339 €	0 €	545 339 €	0 €	545 339 €	0 €	0 €	133 346 881 (11)
Contrats ANR commençaient en 2015	609 482 €	0 €	577 272 €	0 €	1 884 €	1 164 €	579 436 €	577 272 €	2 038 €	581 310 €	36 576 €	0 €	1 444 €
Contrats ANR commençaient en 2016	1 367 386 €	0 €	774 788 €	0 €	14 873 €	789 661 €	789 661 €	789 661 €	1 579 322 €	1 579 322 €	48 271 €	0 €	1 531 €
Contrats ANR commençaient en 2017	2 989 738 €	0 €	1 806 776 €	0 €	303 836 €	1 786 733 €	1 786 733 €	1 786 733 €	3 001 500 €	289 128 €	0 €	0 €	2 888 €
Contrats ANR commençaient en 2018	3 172 845 €	0 €	3 811 819 €	0 €	557 179 €	3 720 000 €	3 720 000 €	3 720 000 €	5 533 853 €	533 853 €	777 209 €	0 €	9 613 €
Contrats ANR commençaient en 2019	3 313 036 €	0 €	489 733 €	0 €	1 035 349 €	1 035 349 €	489 733 €	489 733 €	1 035 349 €	1 035 349 €	1 777 954 €	0 €	6 039 €
Contrats ANR commençaient en 2020	3 313 036 €	0 €	192 286 €	0 €	1 035 349 €	1 035 349 €	192 286 €	192 286 €	1 035 349 €	1 035 349 €	1 777 954 €	0 €	2 016 €
Contrats ANR commençaient en 2021	21 688 €	0 €	192 286 €	0 €	1 035 349 €	1 035 349 €	192 286 €	192 286 €	1 035 349 €	1 035 349 €	1 777 954 €	0 €	2 016 €
Contrats ANR commençaient en 2022	21 688 €	0 €	192 286 €	0 €	1 035 349 €	1 035 349 €	192 286 €	192 286 €	1 035 349 €	1 035 349 €	1 777 954 €	0 €	2 016 €
Contrats Investissement Avenir commençaient en 2018	4 146 156 €	0 €	3 385 865 €	0 €	261 410 €	3 376 731 €	3 376 731 €	3 376 731 €	262 696 €	489 926 €	489 926 €	0 €	7 848 €
Contrats Investissement Avenir commençaient en 2019	1 129 968 €	0 €	801 644 €	0 €	123 320 €	797 721 €	797 721 €	797 721 €	126 067 €	126 067 €	206 004 €	0 €	2 715 €
Contrats Investissement Avenir commençaient en 2020	658 599 €	0 €	481 533 €	0 €	82 819 €	482 352 €	482 352 €	482 352 €	82 819 €	82 819 €	144 614 €	0 €	2 522 €
Contrats Investissement Avenir commençaient en 2021	4 301 537 €	0 €	353 334 €	0 €	51 517 €	354 851 €	354 851 €	354 851 €	51 517 €	51 517 €	144 614 €	0 €	2 522 €
Contrats Investissement Avenir commençaient en 2022	4 301 537 €	0 €	353 334 €	0 €	51 517 €	354 851 €	354 851 €	354 851 €	51 517 €	51 517 €	144 614 €	0 €	2 522 €
Contrats Européens commençaient en 2015	332 376 €	0 €	285 418 €	0 €	5 981 €	285 038 €	285 038 €	285 038 €	5 981 €	5 981 €	41 780 €	0 €	336 €
Contrats Européens commençaient en 2016	403 634 €	0 €	30 876 €	0 €	146 200 €	146 200 €	30 876 €	30 876 €	146 200 €	146 200 €	41 780 €	0 €	336 €
Contrats Européens commençaient en 2017	2 486 243 €	0 €	1 211 972 €	0 €	309 881 €	1 230 311 €	1 230 311 €	1 230 311 €	315 891 €	315 891 €	974 300 €	0 €	1 585 €
Contrats Européens commençaient en 2018	1 772 053 €	0 €	424 832 €	0 €	113 691 €	424 832 €	424 832 €	424 832 €	114 025 €	114 025 €	233 550 €	0 €	2 268 €
Contrats Européens commençaient en 2019	1 908 370 €	0 €	305 343 €	0 €	348 482 €	297 833 €	297 833 €	297 833 €	348 512 €	348 512 €	1 230 311 €	0 €	5 489 €
Contrats Européens commençaient en 2020	6 161 265 €	0 €	222 757 €	0 €	57 650 €	174 633 €	174 633 €	174 633 €	533 070 €	533 070 €	5 430 268 €	0 €	22 705 €
Contrats Européens commençaient en 2021	951 585 €	0 €	143 336 €	0 €	143 336 €	143 336 €	143 336 €	143 336 €	148 334 €	148 334 €	607 750 €	0 €	1 016 €
Contrats Européens commençaient en 2022	951 585 €	0 €	143 336 €	0 €	143 336 €	143 336 €	143 336 €	143 336 €	148 334 €	148 334 €	607 750 €	0 €	1 016 €
Contrats Région commençaient en 2018	526 033 €	0 €	397 600 €	0 €	160 433 €	364 948 €	364 948 €	364 948 €	162 953 €	162 953 €	267 640 €	0 €	181 €
Contrats Région commençaient en 2019	1 070 117 €	0 €	427 154 €	0 €	265 758 €	424 753 €	424 753 €	424 753 €	265 933 €	265 933 €	129 250 €	0 €	2 206 €
Contrats Région commençaient en 2020	291 809 €	0 €	77 618 €	0 €	81 361 €	77 618 €	77 618 €	77 618 €	81 361 €	81 361 €	129 250 €	0 €	480 €
Contrats Région commençaient en 2021	192 971 €	0 €	158 440 €	0 €	138 240 €	158 440 €	158 440 €	158 440 €	142 440 €	142 440 €	51 222 €	0 €	0 €
Contrats Région commençaient en 2022	192 971 €	0 €	158 440 €	0 €	138 240 €	158 440 €	158 440 €	158 440 €	142 440 €	142 440 €	51 222 €	0 €	0 €
Contrats Fondations commençaient en 2016	311 422 €	0 €	301 253 €	0 €	0 €	301 253 €	301 253 €	301 253 €	0 €	0 €	10 168 €	0 €	0 €
Contrats Fondations commençaient en 2018	1 862 448 €	0 €	873 696 €	0 €	962 332 €	517 696 €	517 696 €	517 696 €	411 038 €	411 038 €	428 420 €	0 €	537 081 €
Contrats Fondations commençaient en 2019	1 264 680 €	0 €	496 874 €	0 €	462 410 €	320 584 €	320 584 €	320 584 €	326 854 €	326 854 €	431 101 €	0 €	4 084 €
Contrats Fondations commençaient en 2020	1 775 782 €	0 €	1 092 338 €	0 €	382 455 €	1 041 866 €	1 041 866 €	1 041 866 €	332 242 €	332 242 €	359 770 €	0 €	594 €
Contrats Fondations commençaient en 2021	1 481 148 €	0 €	710 916 €	0 €	44 688 €	705 916 €	705 916 €	705 916 €	44 688 €	44 688 €	104 458 €	0 €	0 €
Contrats Fondations commençaient en 2022	1 481 148 €	0 €	710 916 €	0 €	44 688 €	705 916 €	705 916 €	705 916 €	44 688 €	44 688 €	104 458 €	0 €	0 €
Autres contrats de prestation de recherche	658 900 €	0 €	222 005 €	0 €	179 716 €	179 716 €	179 716 €	179 716 €	217 842 €	217 842 €	247 798 €	0 €	10 844 €
Autres contrats de prestation de recherche	3 303 414 €	0 €	1 815 372 €	0 €	1 335 634 €	1 335 634 €	1 335 634 €	1 335 634 €	1 785 753 €	1 785 753 €	689 747 €	0 €	3 351 €
Autres subventions publiques - organismes et collectivités	592 248 €	0 €	474 377 €	0 €	459 741 €	459 741 €	459 741 €	459 741 €	491 894 €	491 894 €	45 116 €	0 €	0 €
<b>Total des crédits de recherche</b>	<b>89 861 672 €</b>	<b>0 €</b>	<b>21 246 832 €</b>	<b>0 €</b>	<b>13 830 797 €</b>	<b>20 228 322 €</b>	<b>20 228 322 €</b>	<b>20 228 322 €</b>	<b>13 378 470 €</b>	<b>13 378 470 €</b>	<b>34 000 053 €</b>	<b>0 €</b>	<b>116 800 €</b>
CSSA 2019-2022	11 372 428 €	0 €	11 372 428 €	0 €	0 €	11 372 428 €	11 372 428 €	11 372 428 €	2 639 881 €	2 639 881 €	8 732 547 €	0 €	2 716 €
CSSA 2021-2024	11 853 538 €	0 €	9 156 248 €	0 €	0 €	9 156 248 €	9 156 248 €	9 156 248 €	4 940 580 €	4 940 580 €	6 216 668 €	0 €	2 071 668 €
CSSA 2022-2025	12 458 180 €	0 €	9 340 620 €	0 €	11 853 038 €	11 853 038 €	11 853 038 €	11 853 038 €	4 940 580 €	4 940 580 €	6 914 458 €	0 €	8 374 852 €
Contrats Région commençaient en 2017	40 000 €	0 €	24 629 €	0 €	9 884 €	9 884 €	9 884 €	9 884 €	484 484 €	484 484 €	3 114 540 €	0 €	8 374 852 €
Contrats Région commençaient en 2018	24 000 €	0 €	470 €	0 €	23 530 €	23 530 €	23 530 €	23 530 €	23 530 €	23 530 €	5 087 €	0 €	401 €
Contrats Région commençaient en 2019	155 000 €	0 €	5 784 €	0 €	71 916 €	71 916 €	71 916 €	71 916 €	72 901 €	72 901 €	10 000 €	0 €	0 €
Contrats Région commençaient en 2020	70 000 €	0 €	9 500 €	0 €	59 500 €	59 500 €	59 500 €	59 500 €	59 500 €	59 500 €	10 500 €	0 €	0 €
Contrats Région commençaient en 2021	1 763 860 €	0 €	1 418 183 €	0 €	30 000 €	1 418 183 €	1 418 183 €	1 418 183 €	30 000 €	30 000 €	256 677 €	0 €	0 €
Contrats Région commençaient en 2022	60 377 €	0 €	45 153 €	0 €	3 245 €	45 153 €	45 153 €	45 153 €	3 245 €	3 245 €	11 379 €	0 €	0 €
Contrats Européens commençaient en 2019	48 005 €	0 €	47 424 €	0 €	47 424 €	47 424 €	47 424 €	47 424 €	48 005 €	48 005 €	0 €	0 €	0 €
Contrats Européens commençaient en 2020	48 005 €	0 €	47 424 €	0 €	47 424 €	47 424 €	47 424 €	47 424 €	48 005 €	48 005 €	0 €	0 €	0 €
Autres subventions publiques - organismes et collectivités	5 368 223 €	0 €	503 045 €	0 €	21 152 €	503 045 €	503 045 €	503 045 €	237 853 €	237 853 €	4 544 026 €	0 €	4 132 €
<b>Total des crédits d'investissement</b>	<b>53 904 207 €</b>	<b>0 €</b>	<b>24 027 012 €</b>	<b>0 €</b>	<b>21 890 322 €</b>	<b>21 890 322 €</b>	<b>21 890 322 €</b>	<b>21 890 322 €</b>	<b>12 057 829 €</b>	<b>12 057 829 €</b>	<b>7 988 971 €</b>	<b>0 €</b>	<b>13 157 769 €</b>
Taux de réhabilitation résidence étudiante site Descazes	6 635 562 €	0 €	0 €	0 €	603 554 €	603 554 €	603 554 €	603 554 €	300 000 €	300 000 €	6 032 008 €	0 €	300 554 €
Taux de réhabilitation amphie et salle de cours	674 000 €	0 €	0 €	0 €	274 000 €	274 000 €	274 000 €	274 000 €	274 000 €	274 000 €	400 000 €	0 €	70 000 €
Taux de réhabilitation BLD	1 200 000 €	0 €	0 €	0 €	520 000 €	520 000 €	520 000 €	520 000 €	520 000 €	520 000 €	677 000 €	0 €	150 000 €
Taux d'aménagement espace UMS - sous	750 000 €	0 €	0 €	0 €	450 000 €	450 000 €	450 000 €	450 000 €	300 000 €	300 000 €	300 000 €	0 €	0 €
<b>Total programmes pluri annuels d'investissement</b>	<b>9 259 562 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>1 880 554 €</b>	<b>1 880 554 €</b>	<b>1 880 554 €</b>	<b>1 880 554 €</b>	<b>1 327 000 €</b>	<b>1 327 000 €</b>	<b>7 449 908 €</b>	<b>0 €</b>	<b>823 554 €</b>
Loyer contrat de partenariat	31 012 593 €	0 €	29 839 599 €	0 €	1 382 000 €	1 382 000 €	1 382 000 €	1 382 000 €	1 600 000 €	1 600 000 €	0 €	0 €	23 991 548 €
<b>Contrats de partenariat public-privé</b>	<b>31 012 593 €</b>	<b>0 €</b>	<b>29 839 599 €</b>	<b>0 €</b>	<b>1 382 000 €</b>	<b>1 382 000 €</b>	<b>1 382 000 €</b>	<b>1 382 000 €</b>	<b>1 600 000 €</b>	<b>1 600 000 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>23 991 548 €</b>
<b>Total</b>	<b>163 756 033 €</b>	<b>0 €</b>	<b>74 874 436 €</b>	<b>0 €</b>	<b>38 801 684 €</b>	<b>46 399 014 €</b>	<b>46 399 014 €</b>	<b>46 399 014 €</b>	<b>28 360 407 €</b>	<b>28 360 407 €</b>	<b>50 201 894 €</b>	<b>0 €</b>	<b>38 836 678 €</b>

pour information, répartition des opérations pluriannuelles par enveloppes :

Sa 101 investissement	13 173 544 €	13 173 544 €
Sa 102 investissement	57 664 156 €	20 942 568 €
Sa 103 investissement	5 026 897 €	6 289 365 €
Sa 104 investissement	5 616 152 €	13 173 544 €
Sa 105 investissement	20 794 143 €	20 942 568 €
Sa 106 investissement	4 242 805 €	4 242 805 €

**B - Recettes**

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			Restes à encaisser
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements pour l'année n	
	(1)	(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)	
Contrats ANR commençant en 2014	361 199 €	0 €	288 960 €	70 168 €	(18)=(15)-(16)-(17) 2 071 €	
Contrats ANR commençant en 2015	609 482 €	0 €	509 298 €	95 421 €	2 964 €	
Contrats ANR commençant en 2016	772 114 €	0 €	617 693 €	154 421 €	0 €	
Contrats ANR commençant en 2017	971 395 €	0 €	777 113 €	193 449 €	60 833 €	
Contrats ANR commençant en 2018	2 399 738 €	0 €	2 048 393 €	120 564 €	230 781 €	
Contrats ANR commençant en 2019	1 712 845 €	0 €	1 299 637 €	270 874 €	212 534 €	
Contrats ANR commençant en 2020	3 513 086 €	0 €	1 803 221 €	742 556 €	767 256 €	
Contrats ANR commençant en 2021	5 896 895 €	0 €	1 743 843 €	1 348 746 €	2 804 306 €	
Contrats ANR commençant en 2022	231 680 €	0 €	231 680 €	93 292 €	138 386 €	
Contrats investissement Avenir commençant en 2018	4 146 195 €	125 000 €	2 925 841 €	473 930 €	621 424 €	
Contrats investissement Avenir commençant en 2019	1 129 968 €	0 €	371 987 €	360 087 €	397 894 €	
Contrats investissement Avenir commençant en 2020	688 996 €	31 000 €	346 041 €	234 729 €	77 225 €	
Contrats investissement Avenir commençant en 2021	7 198 324 €	0 €	200 848 €	827 278 €	6 170 198 €	
Contrats investissement Avenir commençant en 2022	4 381 587 €	0 €	4 381 587 €	835 361 €	3 546 227 €	
Contrats Européens commençant en 2015	332 379 €	0 €	329 881 €	0 €	2 518 €	
Contrats Européens commençant en 2016	403 634 €	0 €	195 076 €	0 €	208 558 €	
Contrats Européens commençant en 2017	2 498 243 €	0 €	2 046 253 €	233 000 €	216 900 €	
Contrats Européens commençant en 2018	7 823 457 €	0 €	1 405 917 €	280 873 €	6 166 667 €	
Contrats Européens commençant en 2019	772 083 €	0 €	424 414 €	135 000 €	212 669 €	
Contrats Européens commençant en 2020	1 908 370 €	0 €	966 264 €	64 848 €	877 458 €	
Contrats Européens commençant en 2021	6 161 265 €	0 €	2 521 758 €	305 000 €	3 334 507 €	
Contrats Européens commençant en 2022	951 583 €	0 €	6 161 265 €	449 899 €	501 684 €	
Contrats Région commençant en 2017	229 000 €	0 €	229 000 €	182 332 €	168 €	
Contrats Région commençant en 2018	826 033 €	0 €	826 033 €	361 552 €	297 690 €	
Contrats Région commençant en 2019	1 070 117 €	0 €	1 070 117 €	328 131 €	603 755 €	
Contrats Région commençant en 2020	281 809 €	0 €	138 292 €	103 762 €	174 676 €	
Contrats Région commençant en 2021	192 973 €	0 €	3 371 €	30 082 €	162 890 €	
Contrats Région commençant en 2022	15 000 €	0 €	15 000 €	3 000 €	12 000 €	
Contrats Fondations commençant en 2016	311 422 €	0 €	280 279 €	30 940 €	209 €	
Contrats Fondations commençant en 2018	1 892 449 €	0 €	1 209 708 €	130 000 €	552 740 €	
Contrats Fondations commençant en 2019	1 254 660 €	0 €	591 698 €	280 831 €	382 130 €	
Contrats Fondations commençant en 2020	1 775 762 €	0 €	1 254 660 €	57 000 €	198 428 €	
Contrats Fondations commençant en 2021	597 300 €	0 €	297 100 €	172 200 €	128 000 €	
Contrats Fondations commençant en 2022	149 146 €	0 €	149 146 €	69 146 €	80 000 €	
Autres : IUF	805 000 €	0 €	805 000 €	246 250 €	183 750 €	
Autres : contrats de prestation de recherche	655 885 €	0 €	364 312 €	173 065 €	118 509 €	
Autres subventions publiques : organismes et collectivités	3 903 414 €	0 €	2 057 484 €	1 154 178 €	691 753 €	
Autofinancement	959 236 €	959 236 €	0 €	0 €	0 €	
<b>total contrats de recherche</b>	<b>69 591 672 €</b>	<b>1 115 236 €</b>	<b>27 803 230 €</b>	<b>10 533 362 €</b>	<b>30 129 843 €</b>	
CDSN 2019-2022	11 372 424 €	0 €	8 845 219 €	2 527 205 €	0 €	
CDSN 2020-2023	10 554 264 €	0 €	4 660 784 €	3 518 088 €	2 345 392 €	
CDSN 2021-2024	11 953 038 €	0 €	1 328 115 €	3 984 346 €	6 640 577 €	
CDSN 2022-2025	12 458 160 €	0 €	0 €	1 384 240 €	11 073 920 €	
Contrats Région commençant en 2017	40 000 €	0 €	40 000 €	5 834 €	22 166 €	
Contrats Région commençant en 2018	24 000 €	0 €	24 000 €	0 €	24 000 €	
Contrats Région commençant en 2019	69 500 €	0 €	3 000 €	50 874 €	15 626 €	
Contrats Région commençant en 2020	105 000 €	0 €	105 000 €	40 000 €	65 000 €	
Contrats Région commençant en 2021	70 000 €	0 €	70 000 €	0 €	70 000 €	
Contrats Européens commençant en 2012	1 703 860 €	0 €	1 703 860 €	0 €	0 €	
Contrats Européens commençant en 2019	60 877 €	0 €	48 702 €	15 166 €	10 659 €	
Contrats Européens commençant en 2020	76 856 €	0 €	65 607 €	0 €	11 249 €	
Contrats Européens commençant en 2021	68 009 €	0 €	54 404 €	0 €	13 601 €	
Autres subventions publiques	5 348 223 €	0 €	380 401 €	823 171 €	4 144 650 €	
<b>Total contrats d'enseignement</b>	<b>53 904 207 €</b>	<b>0 €</b>	<b>17 132 092 €</b>	<b>12 335 276 €</b>	<b>24 436 839 €</b>	
Travaux réhabilitation résidence étudiante site Descartes	6 635 562 €	6 635 562 €	0 €	0 €	0 €	
Travaux réhabilitation amphité et salles de cours	674 000 €	0 €	674 000 €	0 €	0 €	
Travaux étanchéité et réhabilitation BDL	1 200 000 €	1 200 000 €	0 €	0 €	0 €	
Travaux aménagement sous-sol M6 - soutes	750 000 €	500 000 €	0 €	250 000 €	0 €	
<b>Total programmes pluriannuels d'investissement</b>	<b>9 259 562 €</b>	<b>9 009 562 €</b>	<b>0 €</b>	<b>250 000 €</b>	<b>0 €</b>	
Loyer contrat de partenariat	31 012 593 €	0 €	5 421 045 €	1 600 000 €	23 991 548 €	
<b>Total contrat partenariat public-privé</b>	<b>31 012 593 €</b>	<b>0 €</b>	<b>5 421 045 €</b>	<b>1 600 000 €</b>	<b>23 991 548 €</b>	
<b>Total</b>	<b>163 758 033 €</b>	<b>10 124 798 €</b>	<b>50 356 367 €</b>	<b>24 718 638 €</b>	<b>78 559 230 €</b>	

## 6.10 Annexe 9bis : tableau de suivi des opérations immobilières

### Suivi des opérations immobilières

#### A - Prévission d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Coût total de l'opération	AE ouvertes les années antérieures à N		AE nouvelles ouvertes en N		CP ouverts les années antérieures à N		CP nouveaux ouverts en N		Prévission N+1 et suivantes				Restes à payer sur AE engagées en fin d'année	Restes à payer sur AE engagées en fin d'année
			(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) = (7) + (8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)		
OPE-2022-005	Travaux de réhabilitation résidence étudiante site Discartes	6 635 562 €	0 €	0 €	603 554 €	803 554 €	0 €	0 €	300 000 €	300 000 €	4 000 000 €	2 000 000 €	1 500 000 €	3 000 000 €	532 008 €	1 335 562 €
OPE-2022-008	Travaux de réhabilitation amphithéâtre et salles de cours	674 000 €	0 €	274 000 €	274 000 €	0 €	0 €	274 000 €	274 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €		
OPE-2022-001	Travaux de réhabilitation amphithéâtre et salles de cours	1 200 000 €	0 €	523 000 €	523 000 €	0 €	0 €	463 000 €	463 000 €	670 000 €	600 000 €	670 000 €	77 000 €	77 000 €	77 000 €	
OPE-2022-003	Travaux de réhabilitation amphithéâtre et salles de cours	750 000 €	0 €	450 000 €	450 000 €	0 €	0 €	300 000 €	300 000 €	300 000 €	300 000 €	450 000 €				
<b>TOTAL opérations immobilières</b>		<b>9 259 562 €</b>	<b>0 €</b>	<b>1 850 554 €</b>	<b>1 850 554 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>1 327 000 €</b>	<b>1 327 000 €</b>	<b>7 409 008 €</b>	<b>3 320 000 €</b>	<b>1 777 000 €</b>	<b>3 277 000 €</b>	<b>532 008 €</b>	<b>1 335 562 €</b>	

#### B - Prévissions de recettes

Opération	Nature	Montant de l'opération envisagée	Montant restant à financer	Montant restant à financer	Financements extérieurs		Prévissions en N+1 et suivantes	
					(18a)	(18b)	Encasements prévus en N+1	Encasements prévus en N+2
Travaux de réhabilitation résidence étudiante site Discartes		6 635 562 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Travaux de réhabilitation amphithéâtre et salles de cours		6 635 562 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Travaux de réhabilitation amphithéâtre et salles de cours		6 635 562 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Travaux de réhabilitation amphithéâtre et salles de cours		674 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Travaux de réhabilitation amphithéâtre et salles de cours		674 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Travaux de réhabilitation amphithéâtre et salles de cours		1 200 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Travaux de réhabilitation amphithéâtre et salles de cours		250 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>TOTAL</b>		<b>9 259 562 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>

#### C - Poids des opérations sur la trésorerie de l'établissement

	Années antérieures à N	Année N	Année N+1	Année N+2	Total prévisionnel
Travaux de réhabilitation résidence étudiante site Discartes	0 €	300 000 €	2 000 000 €	3 000 000 €	6 635 562 €
Travaux de réhabilitation amphithéâtre et salles de cours	0 €	274 000 €	200 000 €	200 000 €	674 000 €
Travaux de réhabilitation amphithéâtre et salles de cours	0 €	450 000 €	670 000 €	77 000 €	1 200 000 €
Travaux de réhabilitation amphithéâtre et salles de cours	0 €	450 000 €	450 000 €	0 €	900 000 €
<b>Total</b>	<b>0 €</b>	<b>1 074 000 €</b>	<b>3 320 000 €</b>	<b>3 277 000 €</b>	<b>9 009 562 €</b>

## 6.11 Annexe 10 : tableau détaillé des opérations pluriannuelles

Tableau 10 EPSCP  
POUR L'INFORMATION DE L'ORGANISME DÉLIBÉRANT  
Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'opérations (des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Prévions d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Prévions pluriannuelles		Prévions N1 et suivantes													
		Coût total de l'opération (1)	CP couverts les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE disponibles en N	CP couverts les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP disponibles en N	AE disponibles en N1	AE disponibles en N2	CP disponibles en N1	CP disponibles en N2	AE disponibles > N2	CP disponibles > N2		
		(2)	(3)	(4) = (2)-(3)	(5)	(6) = (4)+(5)	(7)	(8)	(9) = (7)-(8)	(10)	(11) = (9)+(10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
Opérations immobilières	Investissement	9 259 562 €	0 €	0 €	1 850 554 €	1 850 554 €	0 €	0 €	0 €	1 327 000 €	1 327 000 €	5 100 000 €	3 320 000 €	1 777 000 €	3 277 000 €	532 008 €	1 335 562 €
<b>Total Dépenses d'investissement.1</b>		<b>9 259 562 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>1 850 554 €</b>	<b>1 850 554 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>1 327 000 €</b>	<b>1 327 000 €</b>	<b>5 100 000 €</b>	<b>3 320 000 €</b>	<b>1 777 000 €</b>	<b>3 277 000 €</b>	<b>532 008 €</b>	<b>1 335 562 €</b>
Contrats de recherche	Personnel																
	Fonctionnement et intervention																
	Investissement																
<b>Total contrat de recherche.2</b>		<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
Contrat de formation continue	Personnel																
	Fonctionnement et intervention																
<b>Total contrat de formation continue.3</b>		<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
Contrats d'enseignement	Personnel																
	Fonctionnement et intervention																
	Investissement																
<b>Total contrat de formation.4</b>		<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
Contrat de partenariat public-privé	Personnel																
	Fonctionnement et intervention																
	Investissement																
<b>Total contrat partenariat public-privé.5</b>		<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
<b>Total contrat partenariat public-privé.5</b>		<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
<b>Total</b>		<b>9 259 562 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>1 850 554 €</b>	<b>1 850 554 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>1 327 000 €</b>	<b>1 327 000 €</b>	<b>5 100 000 €</b>	<b>3 320 000 €</b>	<b>1 777 000 €</b>	<b>3 277 000 €</b>	<b>532 008 €</b>	<b>1 335 562 €</b>

A : l'opération budgétaire N, c'est-à-dire celle engagée la première fois dans le budget rectificatif N, le cas échéant présentée avec le compte financier N1, cette colonne englobe les éventuels reports en AE et en CP.

\* Dans les décaissements, ne sont pas compris les prélèvements en nature et les fins de gestion la somme intégrée dans les dépenses infra-annuelles

B - Prévions de recettes

Opération	Nature	Prévions N1 et suivantes		Prévions N1 et suivantes													
		Encaissements des années antérieures à N	Encaissements prévus en N2	Encaissements en N	Encaissements en N1	Encaissements en N2	CP couverts les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP disponibles en N	AE disponibles en N1	AE disponibles en N2	CP disponibles en N1	CP disponibles en N2	AE disponibles > N2	CP disponibles > N2	
		(21)	(22)	(23)	(24)	(25)	(26)	(27)	(28)	(29) = (27)-(28)	(30) = (27)-(28)	(31)	(32)	(33)	(34)	(35)	(36)
Opérations immobilières	Financement de l'Etat	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	Autres financements publics**	129 159 €	127 900 €	105 862 €	7 670 012 €	4 228 357 €	16 950 368 €	22 874 881 €	8 968 116 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	Autres financements***	7 132 261 €	50 000 €	546 844 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total PPI.1</b>		<b>7 261 420 €</b>	<b>177 900 €</b>	<b>1 652 706 €</b>	<b>7 670 012 €</b>	<b>4 228 357 €</b>	<b>16 950 368 €</b>	<b>22 874 881 €</b>	<b>8 968 116 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
Contrats de recherche	Financement de l'Etat	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	Autres financements publics**	15 017 518 €	11 458 379 €	2 788 480 €	5 164 196 €	722 617 €	3 089 415 €	11 043 376 €	7 531 568 €	5 881 895 €	2 141 546 €	1 275 000 €	2 275 000 €	21 441 546 €	21 441 546 €	0 €	0 €
	Autres financements***	17 132 092 €	12 335 276 €	1 600 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total contrat de recherche.2</b>		<b>32 149 610 €</b>	<b>23 803 655 €</b>	<b>4 388 480 €</b>	<b>5 164 196 €</b>	<b>722 617 €</b>	<b>3 089 415 €</b>	<b>11 043 376 €</b>	<b>7 531 568 €</b>	<b>5 881 895 €</b>	<b>2 141 546 €</b>	<b>1 275 000 €</b>	<b>2 275 000 €</b>	<b>21 441 546 €</b>	<b>21 441 546 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
Contrat de formation continue	Financement de l'Etat	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	Autres financements publics**	15 017 518 €	11 458 379 €	2 788 480 €	5 164 196 €	722 617 €	3 089 415 €	11 043 376 €	7 531 568 €	5 881 895 €	2 141 546 €	1 275 000 €	2 275 000 €	21 441 546 €	21 441 546 €	0 €	0 €
	Autres financements***	17 132 092 €	12 335 276 €	1 600 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total contrat de formation continue.3</b>		<b>32 149 610 €</b>	<b>23 803 655 €</b>	<b>4 388 480 €</b>	<b>5 164 196 €</b>	<b>722 617 €</b>	<b>3 089 415 €</b>	<b>11 043 376 €</b>	<b>7 531 568 €</b>	<b>5 881 895 €</b>	<b>2 141 546 €</b>	<b>1 275 000 €</b>	<b>2 275 000 €</b>	<b>21 441 546 €</b>	<b>21 441 546 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
Contrats d'enseignement	Financement de l'Etat	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	Autres financements publics**	15 017 518 €	11 458 379 €	2 788 480 €	5 164 196 €	722 617 €	3 089 415 €	11 043 376 €	7 531 568 €	5 881 895 €	2 141 546 €	1 275 000 €	2 275 000 €	21 441 546 €	21 441 546 €	0 €	0 €
	Autres financements***	17 132 092 €	12 335 276 €	1 600 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total contrat de formation.4</b>		<b>32 149 610 €</b>	<b>23 803 655 €</b>	<b>4 388 480 €</b>	<b>5 164 196 €</b>	<b>722 617 €</b>	<b>3 089 415 €</b>	<b>11 043 376 €</b>	<b>7 531 568 €</b>	<b>5 881 895 €</b>	<b>2 141 546 €</b>	<b>1 275 000 €</b>	<b>2 275 000 €</b>	<b>21 441 546 €</b>	<b>21 441 546 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
Contrat de partenariat public-privé	Financement de l'Etat	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	Autres financements publics**	15 017 518 €	11 458 379 €	2 788 480 €	5 164 196 €	722 617 €	3 089 415 €	11 043 376 €	7 531 568 €	5 881 895 €	2 141 546 €	1 275 000 €	2 275 000 €	21 441 546 €	21 441 546 €	0 €	0 €
	Autres financements***	17 132 092 €	12 335 276 €	1 600 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total contrat partenariat public-privé.5</b>		<b>32 149 610 €</b>	<b>23 803 655 €</b>	<b>4 388 480 €</b>	<b>5 164 196 €</b>	<b>722 617 €</b>	<b>3 089 415 €</b>	<b>11 043 376 €</b>	<b>7 531 568 €</b>	<b>5 881 895 €</b>	<b>2 141 546 €</b>	<b>1 275 000 €</b>	<b>2 275 000 €</b>	<b>21 441 546 €</b>	<b>21 441 546 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
<b>Total</b>		<b>9 259 562 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>1 850 554 €</b>	<b>1 850 554 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>



## 6.12 Annexe 11 : tableau des unités mixtes de recherche

Unités	Moyens de l'établissement		MOYENS HORS BUDGET DE L'ETABLISSEMENT								Autres établissements
	Personnel	Emplois	CNRS	INRA	INRIA	INSERM	UCBL	LYON2	IEP		
IAO Institut d'Asie Orientale UMR 5082 - L15	Fonctionnement Personnel	36 000 € Emplois	29 500 €								
TRIANGLE Action, Discours, Pensée politique et économique UMR 5206 - L19	Fonctionnement Personnel	72 000 € Emplois	73 500 €					78 000 €			44 000 €
Institut d'Histoire des représentations et des idées dans les modernités UMR5037 + UMR5611 - L29	Fonctionnement Personnel	73 000 € Emplois	120 000 €					48 000 €			63 450 €
ICAR Interactions, Corpus, Apprentissages et Représentations UMR5191 - L16	Fonctionnement Personnel	32 000 € Emplois	30 000 €					65 000 €			
EVS Environnement, Ville et Société UMR 5600 - L12	Fonctionnement Personnel	52 000 € Emplois	66 500 €					51 000 €			239 799 €
CMW Centre Max WEBER UMR 5040 - L14	Fonctionnement Personnel	15 000 € Emplois	31 000 €					68 500 €			29 000 €
LARHRA Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes (moderne et contemporaine) UMR 5190 - L17	Fonctionnement Personnel	24 000 € Emplois	40 000 €					56 000 €			58 140 €
CHAM Histoire et Archéologie des Monts Chrétiens et Mésamais Médiévaux UMR 5049 - L11	Fonctionnement Personnel	17 000 € Emplois	42 200 €					40 700 €			43 250 €
GATE Groupe d'Analyse et de Théorie Economique UMR 5824 - L13	Fonctionnement Personnel	22 000 € Emplois	60 000 €				3 000 €	75 000 €			42 000 €
CNE Centre Norbert ELIAS UMR 8562	Fonctionnement Personnel	19 000 € Emplois	55 000 €					59 675 €			42 383 €
HISOMA Histoire et sources des Mondes Antiques UMR5188 - L21	Fonctionnement Personnel	25 000 € Emplois									
CRAL Centre de Recherche Astrophysique de Lyon UMR 5574 - S11	Fonctionnement Personnel	46 000 € Emplois					88 795 €				
FRE CRMN FRE 2034 - S82	Fonctionnement Personnel	112 756 € Emplois	223 000 €				50 000 €				
IGFL Institut de Génétique Fonctionnelle de Lyon UMR 5242 - S82	Fonctionnement Personnel	17 244 € Emplois									
LBMC Laboratoire de Biologie Moléculaire de la Cellule UMR 5239 - S80	Fonctionnement Personnel	135 000 € Emplois	222 500 €			88 700 €	50 000 €				
Laboratoire de Chimie UMR 5182 - S81	Fonctionnement Personnel	110 000 € Emplois	174 500 €				32 500 €				
LIP Laboratoire de Informatique du Parallélisme UMR5668 - S71	Fonctionnement Personnel	65 530 € Emplois	75 400 €			5 000 €	49 000 €				
Laboratoire de Physique UMR 5572 - S80	Fonctionnement Personnel	195 876 € Emplois					33 000 €				
LGL Laboratoire de Géologie de Lyon UMR 5570 - S10	Fonctionnement Personnel	110 500 € Emplois									
RDP Laboratoire de Reproduction et Développement des Plantes UMR 5667 - S83	Fonctionnement Personnel	125 000 € Emplois	180 000 €			180 000 €	25 000 €				
UMPA Unité de Mathématiques Pures et Appliquées UMR 5669 - S70	Fonctionnement Personnel	75 000 € Emplois	69 250 €								
Centre International de Recherche en Infectiologie (UVH) U1111 - UMR5308 - S61	Fonctionnement Personnel	59 500 € Emplois	192 100 €			862 000 €	170 000 €				215 700 €





Tableau 2 : Document prévisionnel de gestion des emplois et crédits de personnel (DPG) - Suivi des dépenses de personnel des EPSCP et EPA RCE

Libellé établissement	Année	2022		Exercice 2021										2022					écart exécution 2022 / exécution 2021	
		Phase	Budget initial	BI 2021	BR 2021	Dernière prévision (décembre 2020)	C	D	G	H	I	J	K	L	M					
																Exécution annuelle	BR 2022	Budget initial		BR 2022
Masse salariale Etat notifiée par la DGESIP:		1,00	105 737 605,00																	
Masse salariale voke au budget initial (ou soumise au vote du CA) : montant initial en AE-CP		2,00	103 109 350,00																	
Masse salariale voke après dernier budget rectificatif: montant initial en AE-CP		3,00	-																	
N° DBM:		4,00	-																	
Dépenses de personnel	Emplois sous plafond 1	Enseignants et chercheurs	1,00	81 503 868	81 080 273	80 871 216	82 362 745	83 881 184	83 881 184	83 881 184	88 877	1 491 529	3 009 988	80 871 216						
		Personnels BIATSS et autres personnels titulaires (2)	2,00																	
		Titulaires																		
		Autres personnels titulaires (1)	3,00																	
		Autres personnels non titulaires	4,00																	
		Emplois sous plafond 2																		
		Enseignants et chercheurs	5,00																	
		Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	6,00																	
		Autres personnels non titulaires	7,00																	
		Autres personnels non titulaires	8,00																	
		Autres personnels non titulaires	9,00																	
		Autres personnels non titulaires	10,00																	
		Autres personnels non titulaires	11,00																	
		Autres personnels non titulaires	12,00																	
		Autres personnels non titulaires	13,00																	
		Autres personnels non titulaires	14,00																	
		Autres personnels non titulaires	15,00																	
		Autres personnels non titulaires	16,00																	
		Autres personnels non titulaires	17,00																	
		Autres personnels non titulaires	18,00																	
		Autres personnels non titulaires	19,00																	
		Autres personnels non titulaires	20,00																	
		Autres personnels non titulaires	21,00																	
		Autres personnels non titulaires	22,00																	
		Autres personnels non titulaires	23,00																	
		Autres personnels non titulaires	24,00																	
		Autres personnels non titulaires	25,00																	
Autres personnels non titulaires	26,00																			
Autres personnels non titulaires	27,00																			





## 6.15 Projet annuel de performance (PAP)

**Données budgétaires**

Montant des budgets		Unité	BI 2022	BR 2022	Variation BI 2022 - BR 2022	Part des actions LOLF au sein du budget global de la recherche BR 2022
<b>Budget de rétablissement (en crédits de paiements)</b>						
Budget de fonctionnement de rétablissement (hors masse salariale)	(k�)		147 755 k�	153 639 k�	4,0%	
Budget de la masse salariale de l'établissement	(k�)		32 968 k�	37 717 k�	14,4%	
Budget d'investissement de l'établissement	(k�)		103 109 k�	104 970 k�	1,8%	
	(k�)		11 678 k�	10 951 k�	-6,2%	
<b>Montant du budget de la recherche</b>						
	(k�)		36 972 k�	38 274 k�	3,5%	
Budget de recherche (fonctionnement et investissement) de rétablissement	(k�)		13 917 k�	14 961 k�	7,5%	
Budget de recherche - Sciences de la vie, biotechnologie et santé (Code LOLF D108) (fonctionnement et investissement)	(k�)		4 234 k�	4 611 k�	8,9%	12,0%
Budget de recherche - Mathématiques, sciences et techniques de l'information, micro et nano technologie (Code LOLF D107) (fonctionnement et investissement)	(k�)		541 k�	545 k�	0,8%	1,4%
Budget de recherche - Physique, chimie et sciences pour l'ingénieur (Code LOLF D108) (fonctionnement et investissement)	(k�)		2 415 k�	2 950 k�	22,1%	7,7%
Budget de recherche - Sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement (Code LOLF D110) (fonctionnement et investissement)	(k�)		1 607 k�	1 276 k�	-20,6%	3,3%
Budget de recherche - Sciences humaines et sociales (Code LOLF D111) (fonctionnement et investissement)	(k�)		1 002 k�	1 290 k�	28,7%	3,4%
Budget de recherche interdisciplinaire & transversale (Code LOLF D112) (fonctionnement et investissement)	(k�)		4 117 k�	4 289 k�	4,2%	11,2%
<b>Montant du budget de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants et rémunération des �l�ves fonctionnaires stagiaires</b>						
	(k�)		69 897 k�	72 243 k�	3,4%	
Budget global de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants et rémunération des �l�ves fonctionnaires stagiaires (dont budget de la Formation, de la vie étudiante et santé des étudiants (fonctionnement et investissement) de l'établissement)	(k�)		12 867 k�	14 027 k�	9,0%	
Budget Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence (Code LOLF D101)	(k�)		445 k�	453 k�	1,9%	0,6%
Budget Formation initiale et continue de niveau master (Code LOLF D102)	(k�)		258 k�	445 k�	72,7%	0,6%
Budget Formation initiale et continue de niveau doctorat (Code LOLF D103)	(k�)		10 659 k�	11 511 k�	8,0%	15,9%
Budget de la vie étudiante et santé des étudiants (Code LOLF D201, D202 et D203)	(k�)		1 506 k�	1 617 k�	7,4%	2,2%
Rémunération des �l�ves fonctionnaires stagiaires	(k�)		33 445 k�	34 137 k�	2,1%	
Part de la rémunération des �l�ves fonctionnaires stagiaires sur le budget de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants et rémunération des �l�ves fonctionnaires stagiaires	%		48%	47%		
<b>Montant du budget de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation</b>						
	(k�)		8 520 k�	8 693 k�	2,0%	
Budget global de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement)	(k�)		1 128 k�	1 130 k�	0,2%	
Budget de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation (fonctionnement et investissement) de l'établissement	(k�)		1 054 k�	1 052 k�	-0,2%	12,1%
Budget Diffusion des savoirs et musées (Code LOLF D113)	(k�)		74 k�	78 k�	5,4%	0,9%
<b>Montant du budget pilotage &amp; immobilier</b>						
	(k�)		32 387 k�	34 428 k�	6,4%	
Budget global du pilotage et de l'immobilier de l'établissement (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement) - hors rémunération des �l�ves fonctionnaires stagiaires.	(k�)		16 735 k�	18 551 k�	10,9%	
Budget du pilotage et de l'immobilier de l'établissement (fonctionnement et investissement) de l'établissement	(k�)		5 624 k�	6 207 k�	10,4%	18,0%
Budget Pilotage (Code LOLF D115)	(k�)		11 110 k�	12 344 k�	11,1%	35,9%
Budget immobilier (Code LOLF D114)	(k�)					
<b>Part des dépenses de personnels sur le budget de fonctionnement</b>						
	%		75,8%	73,6%		
<b>Part de la rémunération des �l�ves fonctionnaires stagiaires sur les dépenses de personnel</b>						
	%		32,4%	32,5%		
<b>Part des dépenses de personnel dans le budget de l'établissement</b>						
- Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Formation, de la vie étudiante et rémunération des �l�ves fonctionnaires stagiaires	%		69,8%	68,3%		
- Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Diffusion des savoirs, bibliothèque et documentation	%		81,6%	80,6%		
- Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Recherche	%		66,8%	87,0%		
- Part des dépenses de personnel dans le budget global du Pilotage et de l'immobilier de l'établissement	%		62,4%	60,9%		
- Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Recherche	%		48,3%	46,1%		

**OBJECTIF : Développer l'autonomie financière**

Taux d'exécution budgétaire	Unité	Budget Exécuté 2019 (BR) de l'ENS de Lyon	Budget Exécuté 2020 (BR) de l'ENS de Lyon	Budget Exécuté 2021 (BR) de l'ENS de Lyon
<b>Taux d'exécution des dépenses</b>	%	<b>95,7%</b>	<b>96,8%</b>	<b>95,2%</b>
Taux d'exécution des dépenses fonctionnement (hors masse salariale)	%	91,6%	90,5%	87,9%
Taux d'exécution des dépenses masse salariale	%	98,7%	99,2%	99,1%
Taux d'exécution des dépenses investissement	%	77,5%	92,2%	77,5%
Taux d'exécution des recettes	%	97,7%	100,2%	98,1%

Sources des données : Rapports de gestion ENS de Lyon

Montants des ressources (en encaissements)	Unité	BI 2022	BR 2022	Variation BI 2022 - BR 2022
<b>Montant total des ressources</b>	(k€)	<b>141 264 k€</b>	<b>143 859 k€</b>	<b>1,8%</b>

Montant total des ressources publiques (fonctionnement + investissement)	Unité	BI 2022	BR 2022	Variation BI 2022 - BR 2022
<b>Montant total des ressources publiques (fonctionnement + investissement)</b>	(k€)	<b>129 840 k€</b>	<b>132 442 k€</b>	<b>2,0%</b>
- Crédits Etat (y compris masse salariale si responsabilités et compétences élargies) issus du système de répartition annuelle des moyens et du contrat quinquennal	(k€)	121 550 k€	122 044 k€	0,4%
- Crédits issus des agences de moyens nationales, européennes et internationales	(k€)	7 272 k€	9 292 k€	27,8%
- Montant des ressources issues des collectivités locales et territoriales (hors immobilier)	(k€)	1 018 k€	1 106 k€	8,7%
- Crédits immobiliers consommés, plan campus et CPER	(k€)	0 k€	0 k€	

Montant total des ressources propres	Unité	BI 2022	BR 2022	Variation BI 2022 - BR 2022
<b>Montant total des ressources propres</b>	(k€)	<b>11 425 k€</b>	<b>11 417 k€</b>	<b>-0,1%</b>
- Montant des droits d'inscription	(k€)	660 k€	660 k€	0,0%
- Montant de la taxe d'apprentissage	(k€)	40 k€	40 k€	0,0%
- Montant des ressources issues de la formation continue	(k€)	80 k€	100 k€	25,0%
- Montant des ressources issues des activités partenariales avec le secteur socio-économique (€)	(k€)	753 k€	1 216 k€	61,5%
- Montant des ressources issues de la propriété intellectuelle (€)	(k€)	50 k€	121 k€	142,9%
- Montant des ressources issues des fondations, des dons et autres financements	(k€)	9 647 k€	9 085 k€	-5,8%
- Montant des autres ressources propres (Prod. Except., cautions...)	(k€)	195 k€	195 k€	0,0%

Part des recettes propres sur le total des recettes	Unité	BI 2022	BR 2022
<b>Part des recettes propres sur le total des recettes</b>	%	<b>8%</b>	<b>8%</b>

## 7. Structure budgétaire 2022

## STRUCTURE BUDGETAIRE 2022

**Établissement :** ENS de LYON

CRB	PRESIDENCE	CRB	VICE-PRESIDENCE A LA RECHERCHE
SO	D00 Moyens non répartis	SO	R01 Fonctionnement de la Vice-Présidence
SO	D10 Fonctionnement de la Présidence	SO	R02 Fonds recherche
SO	D11 Communication	SO	R03 Cellule congrès et manifestations
SO	D40 Mission formation continue	SO	S10 LGL Laboratoire de Géologie Lyon
SO	D50 Direction des affaires internationales	SO	S11 CRAL Centre de recherche astrophysique de Lyon
SO	D60 DUNES Développement des usages du numérique pour l'enseignement et les savoirs	SO	S20 IXXI Institut des systèmes complexes Rhône Alpes
SO		SO	S22 CBP Centre Blaise Pascal
CRB	DIRECTION GENERALE DES SERVICES	SO	S60 LEMC Laboratoire de biologie et modélisation de la cellule
SO	A10 Fonctionnement de la Direction Générale des Services	SO	S61 CIRI Centre International de recherche en Infectiologie (UVH)
SO	A20 Direction des ressources humaines	SO	S62 IGFL Institut de génomique fonctionnelle de Lyon
SO	A30 Direction des Moyens généraux	SO	S63 RDP laboratoire de reproduction des plantes
SO	A32 Direction du Patrimoine	SO	S70 UMPA Unité de mathématiques pures et appliquées
SO	A35 Accueil et sécurité	SO	S71 LIP Laboratoire d'informatique du parallélisme
SO	A40 Direction des Systèmes d'Information	SO	S80 Laboratoire de Physique
SO	A50 Prévention et santé au travail	SO	S81 Laboratoire de Chimie
SO	A60 ENS Médi@s	SO	S82 FRE CRMN Centre de Résonnance Magnétique
CRB	VICE-PRESIDENCE AUX ETUDES	SO	S83 ICL Institut de chimie de Lyon
SO	E10 Fonctionnement de la Vice-Présidence	SO	S90 PSMN Pôle scientifique de modélisation numérique
SO	E20 Admissions et concours	SO	S91 Biosciences Gerland Lyon Sud (PBES)
SO	E30 Vie étudiante et Partenariats-Formation	SO	S95 Service Ingénierie Mécanique
SO	E50 Départements et formations	SO	S96 Magasin de biologie
CRB	INSTITUT FRANÇAIS DE L'EDUCATION	SO	S97 Coordination de biologie
SO	IFE Institut Français de l'Éducation	SO	L11 CIHAM Histoire & archéologie des mondes chrétiens & musulmans
		SO	L12 EYS Environnement, ville, société
		SO	L13 GATE Groupement d'analyse et de théorie économiques
		SO	L14 CMW Centre Max Weber
		SO	L15 IAO Institut d'Asie Orientale
		SO	L16 ICAR Interactions, corpus, apprentissages, représentations
		SO	L17 LARHRA Laboratoire de recherche historique Rhône Alpes
		SO	L19 TRIANGLE Actions, discours, pensée politique et économique
		SO	L20 CERCC Centre d'études et de recherches comparées sur la création
		SO	L21 HISOMA Centre d'études et de recherche sur l'occident romain
		SO	L28 PERSEE
		SO	L29 IHRIM Institut d'Histoire des représentations et des idées dans les modernités
		SO	L30 LLE le laboratoire de l'éducation
		SO	L31 ENS Editions
CRB	BDL Bibliothèque Denis Diderot		

**Établissement :**

CRB BDL Bibliothèque Denis Diderot

## 8. Critères des recettes fléchées

### CRITERES DES RECETTES FLECHEES DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DU DECRET 2012-1246 DU 07/11/2012 DIT GBCP

La réforme GBCP est édictée par le décret 2012-1246 du 07 Novembre 2012 et s'applique de manière obligatoire au 01/01/2016.

Elle a pour objet principal de mettre en place un ensemble de règles de gestion budgétaire et financière.

En particulier les recettes sont à distinguer selon deux catégories, les recettes globalisées et les recettes fléchées.

Par principe une recette est une recette globalisée. En particulier, la Subvention pour charges de service public est une recette globalisée.

Les recettes fléchées sont donc une exception à ce principe. La réglementation nécessite un tableau de suivi des opérations liées à ces recettes dans le Budget rectificatif et les Budgets Rectificatifs, un suivi particulier en termes de volume de trésorerie d'une année sur l'autre et leur traçabilité, en particulier en encaissement dans le tableau budgétaire en recette et dans le plan de trésorerie.

Une recette fléchée est une recette ayant une utilisation prédéterminée par le financeur, destinée à des dépenses explicitement identifiées potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement.

Une recette fléchée peut expliquer un déséquilibre budgétaire, au titre d'un ou plusieurs exercices, lié au décalage temporel entre le décaissement des dépenses et l'encaissement des recettes fléchées les finançant.

En préalable de la définition des recettes fléchées, il convient de rappeler l'attachement d'un établissement comme le nôtre à pouvoir maintenir la capacité d'anticipation sur l'exécution des opérations pluri annuelles tracées en recettes fléchées avant les premiers encaissements, en s'appuyant sur la trésorerie de l'Ecole qui doit conserver un volume suffisant pour le permettre.

En application de la définition des recettes fléchées et des recommandations émises dans les Dossiers de prescription Générales (DPG) édictés par le Ministère de Finances, il convient de distinguer les critères suivants pour les recettes fléchées.

Seront considérées comme des recettes fléchées les recettes regroupant les trois critères suivants cumulatifs :

- Ayant une utilisation prédéterminée par le financeur ;
- Destinées à des dépenses explicitement identifiées ;
- Ces dépenses étant potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement et entraînant un déséquilibre budgétaire, au titre d'un ou plusieurs exercices, lié au décalage temporel entre le décaissement des dépenses et l'encaissement des recettes fléchées les finançant.

Les grandes catégories de recettes fléchées sont sous réserve de la survenance de nouveaux modes de financement se rajoutant à cette liste :

Les Contrats avec l'Union Européenne

Les Conventions avec l'Agence Nationale de la Recherche

Les conventions avec l'Institut Universitaire de France

Les conventions avec l'Etat

Les contrats avec les collectivités locales

Les autres contrats de recherche

Les autres subventions.

Sont exclues du périmètre des recettes fléchées les prestations de recherche.

Ce principe s'applique à tous les actes budgétaires depuis le BI 2017 et a fait l'objet d'un vote du conseil d'administration le 15 décembre 2016.

## 9. Glossaire

<b>ACE</b>	Activité complémentaire d'enseignement
<b>AE</b>	Autorisation d'engagement
<b>ANR</b>	Agence nationale de la recherche
<b>BDL</b>	Bibliothèque Diderot de Lyon
<b>BI</b>	Budget rectificatif
<b>BIATSS</b>	Personnels de Bibliothèque, Ingénieurs, Administratifs, Techniques, Sociaux et de Santé
<b>BR</b>	Budget rectificatif
<b>CAF</b>	Capacité d'autofinancement
<b>CIB</b>	Contrôle interne budgétaire
<b>CF</b>	Compte financier
<b>CNU</b>	Conseil National des Universités
<b>CP</b>	Crédit de paiement
<b>CRB</b>	Centre de Responsabilité Budgétaire
<b>DGS</b>	Direction générale des services
<b>DRFIP</b>	Direction régionale des finances publiques
<b>EPST</b>	Établissement Public à Caractère Scientifique et Technologique
<b>GBCP</b>	Gestion Budgétaire et Comptable Publique
<b>GPEEC</b>	Gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences
<b>GVT</b>	Glissement Vieillesse Technicité
<b>IDEX</b>	Initiative d'excellence
<b>Ifé</b>	Institut Français de l'Éducation
<b>MESRI</b>	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation
<b>MOP</b>	Maîtrise d'ouvrage publique
<b>MSE</b>	Masse salariale État
<b>PAP</b>	Projet annuel de performance

<b>PPCR</b>	Parcours professionnels, carrières et rémunérations
<b>PPI</b>	Plan pluriannuel d'investissement
<b>PPP</b>	Partenariat Public Privé
<b>Recettes globalisées</b>	Recettes qui n'ont pas d'utilisation prédéterminée (SCSP par exemple)
<b>Recettes fléchées</b>	Recettes destinées à des dépenses explicitement identifiées, potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement (ex : contrats de recherche, ressources propres pour un investissement particulier...)
<b>RIFSEEP</b>	Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel
<b>RIPEC</b>	Régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs
<b>RP</b>	Ressources propres
<b>SACD</b>	Service à comptabilité distincte
<b>SCSP</b>	Subvention pour charges de service public
<b>VP</b>	Vice-Présidence

*\* Papier issu des forêts européennes*

**DIRECTION  
DES AFFAIRES FINANCIÈRES**  
Juillet 2022

15 parvis René-Descartes  
BP 7000, 69342 Lyon cedex 07  
Tél. +33 (0)4 37 37 60 00  
Fax +33 (0)4 37 37 60 60  
**[www.ens-lyon.fr](http://www.ens-lyon.fr)**